

A.B.C
du
Communisme



N. Boukharine
1925

Table des matières

Conforme à l'édition de 1925 de la Librairie de l'Humanité

Dédicace	2
Avertissement	3
Introduction	5
1. Qu'est-ce qu'un programme ?	5
5. Caractère scientifique de notre programme	6
Chapitre I. LE REGIME CAPITALISTE	7
6. La production de marchandises	7
7. Monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste	7
8. Le Salarial	8
9. Rapports entre les hommes dans la production capitaliste	9
10. L'exploitation de la force de travail	9
11. Le Capital	12
12. L'Etat capitaliste	13
13. Contradictions principales du régime capitaliste	16
Chapitre II. DEVELOPPEMENT DU REGIME CAPITALISTE	18
14. Lutte entre la petite et la grande industrie, entre la propriété individuelle gagnée par le travail et la propriété capitaliste acquise sans travail	18
a) Lutte entre la petite et la grande production dans l'industrie	18
b) Lutte entre la petite et la grande production dans l'agriculture	20
15. La dépendance du prolétariat, l'armée de réserve, le travail des femmes et des enfants	22
16. L'anarchie de la production, la concurrence et les crises	24
17. Le développement du capitalisme et les classes; l'aggravation des antagonismes de classes	25
18. La concentration et la centralisation du capital sont des conditions de réalisation du régime communiste	28
Chapitre III. LE COMMUNISME ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT	29
19. Caractéristiques du régime communiste	29
20. La répartition en régime communiste	30
21. L'administration en régime communiste	31
22. Le développement des forces productives dans le régime communiste (les avantages du communisme)	31
23. La dictature du prolétariat	34
24. La conquête du pouvoir politique	36

25. Le Parti communiste et les classes dans la société capitaliste	36
--	----

**Chapitre IV. COMMENT LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME A CONDUIT A LA
REVOLUTION COMMUNISTE (L'impérialisme, la guerre et la faillite du capitalisme)..... 41**

26. Le Capital financier	41
27. L'Impérialisme	44
28. Le Militarisme	48
29. La guerre impérialiste de 1914-1918	50
30. Le capitalisme d'Etat et les classes	52
31. La faillite du capitalisme et la classe ouvrière	54
32. La guerre civile	57
33. Les formes de la guerre civile et son prix	59
34. Ou la décomposition générale ou le Communisme	63

Chapitre V. LA DEUXIEME ET LA TROISIEME INTERNATIONALES 64

35. L'internationalisme du mouvement ouvrier est une condition de victoire pour la révolution communiste	64
36. La faillite de la deuxième Internationale et ses causes	65
37. Les mots d'ordre de défense nationale et de pacifisme	66
38. Les Socials-Chauvins	68
39. Le Centre	70
40. La Troisième Internationale Communiste	71

marxists.org [A.B.C du communisme](#)

DEDICACE

Au Parti qui, fort comme l'acier, porte en soi toute la grandeur et la puissance du prolétariat, son héroïsme, sa raison lucide, sa mortelle haine pour le capitalisme, son vigoureux élan pour la création d'une société nouvelle, — au glorieux Parti Communiste, ce livre, par nous, est dédié ;

Au Parti qui commande à une armée de millions d'hommes et couche dans les tranchées, au Parti qui gouverne un pays immense et charge du bois en son volontariat du samedi, au Parti qui prépare la résurrection de l'humanité ;

À la vieille garde du Parti, endurcie dans les combats, faite aux victoires, et aux jeunes rejetons du Parti qui devront achever l'œuvre par nous entreprise ;

Aux militants et aux martyrs du Parti, tombés sur tous les fronts, torturés dans les prisons, suppliciés, pendus, fusillés par l'ennemi, morts pour la cause du Parti, — à tous ceux-là, ce livre est dédié.

Avertissement

Cette nouvelle édition de l'ABC du Communisme est, par le nombre de ses pages — 175 au lieu de 375 — inférieure d'une bonne moitié à l'ancienne. Pourquoi cela ? C'est ce que nous devons dire au lecteur.

L'ancienne édition — parue en novembre 1923 et presque aussitôt épuisée que parue, malgré la force du tirage (5.000 exemplaires) — comprenait deux parties bien distinctes, l'une intitulée le Développement du Capitalisme et sa fin, l'autre la Dictature du Proletariat et l'Édification du Communisme.

La première partie, œuvre de Boukharine, contenait un exposé d'ensemble, très élémentaire et même un peu schématisé, des principes, des modalités et des tendances du régime capitaliste, considéré surtout dans sa période actuelle qui est celle de son déclin. La seconde partie, œuvre de Prébrajensky — à l'exception de trois ou quatre chapitres qu'avait rédigés Boukharine — concernait particulièrement la Russie des Soviets. C'était un commentaire approfondi, article par article, du nouveau programme — adopté en 1918 — du Parti Communiste russe, c'est-à-dire, il ne faut jamais l'oublier, d'un parti qui, maître des organes du pouvoir politique, n'a plus à se poser le problème de la conquête du pouvoir, mais seulement celui de son utilisation par le prolétariat, d'un parti dont la tâche révolutionnaire a dépassé la phase négative et consiste désormais dans la réalisation méthodique et graduelle du communisme.

Nous inscrivions en novembre 1923, au seuil de l'ancienne édition, les observations que voici, ayant précisément trait à cette seconde partie de l'ABC :

Une autre remarque est à faire. L'ABC a été écrit au cours de l'année 1919, à l'époque tragique où la Russie des Soviets luttait farouchement contre la mort. Aux prises avec une guerre civile impitoyable et soudoyée; abandonnée à elle-même par le sabotage d'intellectuels et de techniciens à qui la dictature du prolétariat apparaissait comme la pire des calamités de l'histoire; manquant, du fait des cordons sanitaires et des fils de fer barbelés tendus à ses frontières par les brigands de l'Entente, de denrées alimentaires, de matières premières, de machines et de produits fabriqués, — la Russie des Soviets luttait farouchement contre un monde d'ennemis. C'était l'époque du communisme de guerre, communisme de consommation plus que de production, forcément élémentaire, impérieux, voire parfois brutal. On sent cela à presque toutes les pages de la deuxième partie de l'ABC.

La cessation de la guerre civile, le desserrement du blocus, l'affermissement du pouvoir des Soviets, l'évolution de nombreux techniciens et intellectuels passés au service de la République rouge, un immense et consciencieux effort de développement des forces productives, la fin du régime des réquisitions, l'adoption d'une nouvelle politique économique (la Nep), caractérisée par la réouverture d'un marché libre, — tout cela a clos cette période glorieuse, mais primitive, de la Révolution russe. La Russie soviétique de 1923 ne ressemble plus trait pour trait à la Russie soviétique de 1919. C'est dire que maints passages de la deuxième partie de l'ABC sont aujourd'hui soit périmés, soit vieillissés. Nous n'avons pas cru, cependant, devoir les supprimer. Si la réalité à laquelle ils se réfèrent s'est modifiée depuis quatre ans, si elle s'est assouplie, diversifiée, nuancée, elle n'en a pas moins existé. Elle appartient à l'histoire du prolétariat russe, du Parti Communiste russe. Elle mérite d'être connue des communistes d'un pays comme le nôtre pour qui de semblables problèmes ne sont malheureusement encore qu'objets d'étude et de réflexion.

Si la Russie de 1923 ne ressemblait déjà plus trait pour trait à celle de 1919, à plus forte raison la Russie de janvier 1925. Aussi n'avons-nous pas hésité à alléger cette nouvelle édition de l'ABC de toute la seconde partie. Non qu'elle fut, encore une fois, d'un intérêt médiocre pour les communistes studieux. Mais elle alourdissait un ouvrage qui, pour mériter son titre, doit être

court et s'en tenir à ce qui, dans la vérité communiste, ayant une valeur universelle, peut être confirmé, à l'aide de leur expérience quotidienne, par les prolétaires de tous les pays capitalistes. Il faut donner à ces prolétaires ce dont ils manquent le plus : une vue générale de l'évolution du capitalisme, de son état actuel, des contradictions qu'il porte en lui ; il faut surtout étayer en eux cette notion fondamentale que le capitalisme, après un siècle de prospérité et de grandeur, marche aujourd'hui, d'un pas qui s'accélère, vers la décrépitude, la désagrégation et la mort. C'est ce que fait, avec autant de simplicité que de bonhomie, notre camarade Boukharine. Il n'est pas un ouvrier communiste qui ne puisse gagner quelque chose à se mettre attentivement à l'école d'un aussi bon maître.

Amédée Dunois.

Introduction

1. Qu'est-ce qu'un programme ?

Chaque parti poursuit des buts déterminés : le parti des propriétaires et des capitalistes, comme le parti des ouvriers et des paysans. Sans buts, il n'y a pas de parti. Si ce parti représente les intérêts des propriétaires fonciers, il poursuivra leurs buts : à savoir conserver la terre entre leurs mains, assujettir le paysan, vendre le plus cher possible le blé de leurs propriétés, se procurer au plus bas prix la force de travail agricole, obtenir le fermage le plus élevé.

Si c'est le parti des capitalistes, il a également ses buts : avoir la force de travail à bon marché, juguler les ouvriers d'usine, trouver des acheteurs à qui vendre au plus haut prix les marchandises, gagner le plus possible, et pour cela, faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible; avant tout, faire en sorte que les ouvriers ne puissent imaginer la possibilité d'un nouveau régime et restent convaincus qu'il y a toujours eu des patrons et qu'il y en aura toujours. Tels sont les buts des fabricants.

Il va de soi que les ouvriers et les paysans ont de tout autres buts, parce qu'ils ont de tout autres intérêts. Autrefois on disait : « Ce qui est bon pour un Russe est mortel pour un Allemand ». En réalité, il serait plus exact de dire : « Ce qui est bon pour un ouvrier est mortel pour un propriétaire ou un capitaliste ». On voit donc que l'ouvrier a son but propre, que le capitaliste en a un autre, et que le propriétaire a le sien aussi.

Mais chaque propriétaire foncier ne pense pas uniquement à la meilleure façon de réduire le paysan à sa merci ; plus d'un passe son temps à boire, sans même regarder ce que lui apporte son intendant. La même chose arrive souvent au paysan ou à l'ouvrier. Il y en a qui disent : « Bah ! On s'en tirera tout de même, pourquoi s'inquiéter ? Nos aïeux ont vécu de tout temps ainsi et nous ferons de même ». Ces gens-là ne se soucient de rien et ne comprennent même pas leurs propres intérêts. Au contraire, ceux qui réfléchissent à la meilleure façon de défendre leurs intérêts s'organisent en parti. Ce n'est donc pas l'ensemble d'une classe qui entre dans le parti, mais sa fraction la meilleure et la plus énergique ; et c'est elle qui guide les autres¹.

Au Parti ouvrier (Parti communiste bolchevik) adhèrent les ouvriers et les paysans pauvres, les meilleurs ; au Parti des propriétaires et des capitalistes (les Cadets, le Parti de la Liberté Populaire) adhèrent les plus énergiques parmi les propriétaires et les capitalistes, ainsi que leurs valets : avocats, professeurs, officiers et généraux, etc. Chaque parti représente donc la fraction la plus consciente de la classe dont il défend les intérêts.

C'est pourquoi un propriétaire ou un capitaliste qui entre dans un parti luttera avec beaucoup plus de succès contre le paysan et l'ouvrier que celui qui n'y entre pas. De même, un ouvrier appartenant à un parti luttera avec plus de succès contre le capitaliste et le propriétaire que celui qui n'appartient à aucun parti, car ayant bien réfléchi aux buts et aux intérêts de la classe ouvrière, il sait comment les poursuivre par le chemin le plus court.

La totalité des buts que poursuit un parti en défendant les intérêts de sa classe constitue le programme de ce parti. C'est donc dans son programme que sont indiqués les buts que poursuit chaque classe. Ainsi, dans le programme du Parti Communiste, est indiqué le but que doivent poursuivre les ouvriers et les paysans pauvres. Le programme est, pour chaque parti, la chose la plus importante. D'après son programme, on peut toujours juger quels intérêts défend un parti.

Les sections relatives au programme du Parti Communiste russe ont été supprimées. Ce sont les sections :

2 : Quel était notre ancien programme ?

3 : Pourquoi il a été nécessaire d'adopter un nouveau programme

4 : Importance de notre nouveau programme

5. Caractère scientifique de notre programme

Avant Karl Marx, les hommes qui défendaient les intérêts de la classe ouvrière ébauchaient souvent des tableaux merveilleux du paradis futur, mais sans se demander si l'on pourrait y parvenir et quelle était la véritable route à suivre pour la classe ouvrière et le prolétariat agricole. Marx nous apprit à agir tout autrement. Il considéra le régime mauvais, injuste, barbare, qui règne encore aujourd'hui dans tout l'Univers, et rechercha comment ce régime était fait. Tout comme nous examinerions une machine quelconque, par exemple une montre, Marx examina le régime capitaliste dans lequel règnent les industriels et les propriétaires fonciers, mais où les ouvriers et les paysans sont opprimés. Supposons que nous ayons remarqué que deux petites roues de la montre sont mal adaptées l'une à l'autre, qu'à chaque tour, elles s'accrochent toujours davantage, nous pourrions ensuite prédire que la montre va se briser et s'arrêter. Marx examina non pas une montre, mais la société capitaliste, l'étudia et observa la vie sous la domination capitaliste. Et, grâce à cette étude, il vit clairement que le Capital creuse lui-même sa propre tombe, que cette machine va sauter et qu'elle sautera grâce à la révolte inévitable des ouvriers, qui transformeront ensuite l'univers entier selon leur propre volonté.

À tous ses disciples, Marx prescrivit, en guise de testament, d'étudier, avant tout, la vie telle qu'elle est. C'est seulement après cette étude qu'on peut dresser un programme juste. C'est pourquoi notre programme doit commencer par la description de la domination capitaliste.

Actuellement, la domination capitaliste est abolie en Russie ; les prédictions de Marx se réalisent sous nos yeux, l'ancienne société s'écroule. Les couronnes s'envolent de la tête des rois et des empereurs. Les ouvriers marchent partout à la Révolution et à l'établissement du pouvoir des Soviets. Pour bien comprendre comment cela est arrivé, il faut savoir exactement ce que c'est que le régime capitaliste ; après quoi nous verrons que sa chute était irrémédiable.

Et une fois reconnu qu'il n'y a plus aucun retour possible vers le passé, que la victoire des ouvriers est assurée, nous n'en mènerons qu'avec plus de force et de résolution la lutte pour la nouvelle organisation du travail.

1 LE REGIME CAPITALISTE

6. *La production de marchandises*

Lorsqu'on examine comment s'est développée la production sous la domination capitaliste, on voit avant tout qu'on y produit des marchandises. « Qu'y a-t-il là de si remarquable ? » pourrait-on demander. Il y a ceci de remarquable que la marchandise n'est pas un produit quelconque, mais un produit destiné au marché.

Un produit n'est pas une marchandise tant qu'il est fait pour notre propre besoin.

Quand le paysan sème son blé, puis le récolte et le bat, moule le grain et fait du pain pour lui-même, ce pain n'est pas une marchandise, c'est simplement du pain.

Il ne deviendra marchandise que lorsqu'il sera vendu et acheté, c'est-à-dire lorsqu'il sera produit pour l'acheteur, pour le marché ; il appartiendra à celui qui l'achètera.

Dans le régime capitaliste, tous les produits sont destinés au marché, tous deviennent des marchandises. Chaque fabrique, usine ou atelier ne confectionne ordinairement qu'un seul produit et ce produit, évidemment, n'est pas fait pour le propre besoin du fabricant. Quand un entrepreneur de pompes funèbres exploite une fabrique de cercueils, il est clair que ces cercueils ne sont point pour lui-même ou pour sa famille, mais pour le marché. Quand un fabricant produit de l'huile de ricin, il est également clair que, même s'il souffre continuellement d'un embarras gastrique, il ne pourra conserver qu'une infime portion de la quantité d'huile produite par sa fabrique. Sous le régime capitaliste, il en est exactement de même pour n'importe quel produit.

Dans une fabrique de boutons, on produit des boutons, mais ces millions de boutons sont fabriqués non pour être cousus au gilet du fabricant, mais pour la vente. Tout ce qui est produit dans la société capitaliste est produit pour le *marché* ; c'est au marché que vont les gants et le saucisson cuit, les livres et le cirage, les métaux et l'eau-de-vie, le pain, les bottes et les armes ; bref, tout ce qui est produit.

La production de marchandises suppose nécessairement l'existence de la *propriété privée*. L'artisan ou le petit industriel qui fabrique des marchandises est propriétaire de son atelier et de ses outils ; le fabricant ou l'usiner possède sa fabrique ou son usine, y compris tous les bâtiments, machines, etc. Mais dès l'instant qu'il y a propriété privée et production de marchandises, il y a toujours *lutte autour de l'acheteur*, c'est-à-dire *concurrence* entre les vendeurs. Même quand il n'y avait pas encore de fabricants, d'usiners, de gros capitalistes, mais de simples artisans, ces derniers déjà se disputaient l'acheteur. Et celui qui était le plus fort, le plus adroit, qui avait de meilleurs outils, mais surtout celui qui avait économisé de l'argent, avait toujours le dessus, accaparait l'acheteur, ruinait les autres artisans et arrivait à la prospérité. Donc, la petite propriété, productrice de marchandises, *portait en germe la grande propriété et causait déjà beaucoup de ruines.*

Ainsi, le premier trait caractéristique du régime capitaliste est la production de marchandises, la production destinée au marché.

7. *Monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste*

Ce caractère ne suffit pas à définir le capitalisme. Il peut exister une production de marchandises sans capitalistes, comme, par exemple, la production par les petits artisans. Ceux-ci produisent pour le marché et vendent leurs produits ; par conséquent, leurs produits sont bien des marchandises, et leur production une production de marchandises. Cependant, c'est une *production ordinaire de marchandises*, et non une production capitaliste. Pour que cette production ordinaire se transforme en production *capitaliste*, il faut, d'une part, que les *moyens de production* (instruments, machines, bâtiments, sol, etc.) *deviennent la propriété d'une classe peu nombreuse de riches capitalistes* et, d'autre part, qu'un grand nombre d'artisans indépendants et de paysans se ruinent et deviennent des ouvriers.

Nous avons déjà vu que la production ordinaire de marchandises porte en germe la ruine des uns et l'enrichissement des autres. C'est ce qui est arrivé en effet et, dans tous les pays, les petits artisans et les petits patrons se sont ruinés pour la plupart. Les plus pauvres finissaient par vendre leurs outils et, de patrons, devenaient des gens ne possédant plus rien que leurs bras. Ceux qui étaient un peu plus riches le devenaient encore plus, transformaient et élargissaient leurs ateliers, installaient de nouveaux établis, puis des machines, se mettaient à embaucher de nombreux ouvriers et se transformaient en fabricants.

Petit à petit, ces riches réunirent entre leurs mains tout ce qui est nécessaire à la production : bâtiments, machines, matières premières, entrepôts et magasins, maisons, usines, mines, chemins de fer, navires. *Tous ces moyens de production sont devenus la propriété exclusive de la classe capitaliste* (ou, comme on dit, le « monopole » des capitalistes). Une poignée de riches possède tout ; une immense quantité de pauvres ne possède que ses bras. *Le monopole de la classe des capitalistes sur les moyens de production est le deuxième trait caractéristique du régime capitaliste.*

8. Le Salarial

Une classe nombreuse d'hommes restés sans aucune propriété s'est transformée en ouvriers salariés du Capital. Et, en effet, que devait faire le paysan ou l'artisan ruiné ? Soit entrer comme domestique chez un propriétaire terrien, soit se rendre en ville pour travailler dans une fabrique ou une usine. Pour eux, pas d'autre issue. Telle fut l'origine du *salarial*, *ce troisième trait caractéristique du régime capitaliste.*

Qu'est-ce donc que le salarial ? Jadis, au temps des serfs et des esclaves, on pouvait vendre ou acheter chaque serf et chaque esclave. Des hommes, avec leur peau, leurs cheveux, leurs jambes et leurs bras, étaient la propriété privée de leurs maîtres. Le maître faisait fouetter à mort son serf, tout comme il brisait, par exemple, étant en état d'ivresse, une chaise ou un tabouret. Le serf ou l'esclave n'était qu'une simple chose. Chez les anciens Romains, les propriétés nécessaires à la production étaient franchement divisées en « instruments de travail muets » (les choses), « instruments de travail à moitié muets » (les bêtes de somme, moutons, vaches, bœufs, etc.) et « instruments parlants » (les esclaves, les hommes). Une pelle, un bœuf, un esclave étaient pour le maître, au même titre, des instruments qu'il pouvait vendre, acheter, détruire.

Dans le *salarial*, l'homme lui-même n'est ni vendu ni acheté. Il n'y a de vendu ou d'acheté que sa force de travail et non lui-même. L'ouvrier salarié est personnellement libre ; le fabricant ne peut ni le bâtonner ni le vendre à son voisin, il ne peut pas même l'échanger contre un jeune lévrier, comme au temps du servage. L'ouvrier lui-même ne fait que louer ses services. Il semble bien que le capitaliste et les ouvriers soient des égaux : « Si tu ne veux pas, ne travaille pas, personne ne te force à le faire », ainsi parlent messieurs les patrons. Ils prétendent même qu'ils nourrissent les ouvriers en les faisant travailler.

En réalité, les ouvriers et les capitalistes ne se trouvent pas sur un pied d'égalité. Les ouvriers sont enchaînés au Capital par la faim. C'est la faim qui les *oblige* à s'embaucher, c'est-à-dire à vendre leur force de travail. Pour l'ouvrier, pas d'autre issue, d'autre choix. Les mains vides, il ne peut organiser sa « propre » production ; qu'on essaye donc de fondre de l'acier, de tisser, de construire des wagons sans machines et sans outils ! Mais la terre elle-même, sous le régime du capitalisme, appartient tout entière à des particuliers ; on ne peut s'installer nulle part pour faire de la culture. La liberté pour l'ouvrier de vendre sa force de travail, la liberté pour le capitaliste de l'acheter, « l'égalité » du capitaliste et de l'ouvrier — tout cela n'est, en fait, qu'une chaîne, la chaîne de la faim qui *contraint l'ouvrier à travailler pour le capitaliste.*

Ainsi, le salarial consiste essentiellement dans la vente de la force de travail ou dans la *transformation de cette force en marchandise*. Dans la production de marchandises à forme simple, dont il a été question plus haut, on pouvait trouver au marché du lait, du pain, des tissus, des bottes, etc., mais point de force de travail. Cette force ne se vendait pas. Son propriétaire, l'artisan, possédait encore, en dehors d'elle, sa petite maison et ses outils. Il travaillait *lui-même*, utilisait sa propre force dans sa propre exploitation.

Il en est tout autrement en régime capitaliste. Ici, celui qui travaille ne possède aucun moyen de production ; il ne peut utiliser sa force de travail dans sa propre exploitation ; il est obligé, pour ne pas mourir de faim, de la vendre au capitaliste. À côté du marché où l'on vend le coton, le fromage et les machines, il se crée un *marché du travail* où les prolétaires, c'est-à-dire les ouvriers salariés, vendent leur force de travail. *Par conséquent, ce qui distingue la production capitaliste de la production de marchandises, c'est que dans la production capitaliste, la force de travail elle-même devient une marchandise.*

Ainsi, le troisième trait caractéristique du régime capitaliste est le travail salarié.

9. Rapports entre les hommes dans la production capitaliste

Les traits caractéristiques du régime capitaliste sont donc au nombre de trois :

1. la production pour le marché (production de marchandises) ;
2. la monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste ;
3. le travail salarié, c'est-à-dire fondé sur la vente de la force de travail.

Mais quels rapports entretiennent les hommes, quand ils créent et répartissent les produits ? Quand on parle de « production de marchandises » ou de « production pour le marché », qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les hommes travaillent les uns pour les autres, mais que chacun produit, dans sa partie, pour le marché, sans savoir qui lui achètera sa marchandise. Supposons l'artisan Ivonov et le paysan Sidorov. L'artisan Ivonov porte au marché les bottes qu'il a fabriquées et les vend à Sidorov ; avec l'argent reçu, il achète à Sidorov du pain. Ivonov, quand il se rendait au marché, ne savait pas qu'il y trouverait Sidorov, et Sidorov ignorait qu'il y rencontrerait Ivonov ; l'un et l'autre allaient tout simplement au marché. Lorsqu'Ivonov achète du pain, et Sidorov des bottes, il semble bien que Sidorov ait travaillé pour Ivonov et Ivonov pour Sidorov ; mais cela ne s'aperçoit pas du premier coup. C'est la confusion du marché qui les empêche de voir qu'en réalité, ils travaillent l'un pour l'autre et ne peuvent vivre l'un sans l'autre. Sous le régime de production de marchandises, les hommes travaillent les uns pour les autres. Par conséquent, sous ce régime, les rôles des hommes se répartissent de façon particulière ; les hommes se trouvent dans de *certaines rapports mutuels* ; il s'agit donc bien, ici, de rapports entre les hommes.

Quand on parle de la « monopolisation des moyens de production » ou du « travail salarié », il s'agit également de rapports entre les hommes. Et, en effet, que signifie cette « monopolisation » ? Elle signifie que les hommes qui fabriquent les produits avec des moyens de production dont ils ne sont pas propriétaires — les travailleurs — sont assujettis aux possesseurs de ces moyens, c'est-à-dire aux capitalistes, etc. Bref, il s'agit là, également, de rapports entre les hommes dans la fabrication des produits. On appelle ces rapports entre les hommes, au cours de la production, *rapports de production*.

Il n'est pas difficile de voir que les rapports de production n'ont pas toujours été les mêmes. Il y a très longtemps de cela, les hommes vivaient en petites communautés, travaillaient ensemble, en camarades, allaient à la chasse, à la pêche, cueillaient les fruits et les racines, et partageaient ensuite tout cela entre eux. C'était une forme de rapports de production. Au temps où existait l'esclavage, il y avait d'autres rapports de production. Sous le régime capitaliste, ce sont encore d'autres rapports, et ainsi de suite. Par conséquent, il y a différentes *sortes de rapports de production*. On les nomme : *structure économique* de la société ou *modes de production*.

« Les rapports capitalistes de production », ou bien, ce qui revient au même, « la structure capitaliste de la société », — ce sont les rapports qui existent entre les *hommes dans la production des marchandises, effectuée avec des moyens de production monopolisés par une poignée de capitalistes et avec le travail salarié de la classe ouvrière.*

10. L'exploitation de la force de travail

Une question se pose : Dans quel but la classe des capitalistes embauche-t-elle des ouvriers ? Chacun sait que ce n'est nullement parce que les fabricants désirent nourrir les ouvriers affamés,

mais *parce qu'ils veulent tirer d'eux du profit*. C'est pour le profit que le fabricant construit son usine, pour le profit qu'il engage des ouvriers, pour le profit qu'il flaire les endroits où l'on vend le plus cher. Le profit dirige tous ses calculs. Il y a, là aussi, un trait curieux de la société capitaliste. Ce n'est pas la société elle-même, en effet, qui produit ce qui lui est nécessaire et utile, mais c'est la classe des capitalistes qui oblige les ouvriers à produire ce qui se paye le plus cher, ce dont elle peut tirer *le profit le plus grand*. L'eau-de-vie, par exemple, est une chose très nuisible, et l'on devrait ne fabriquer l'alcool que pour des buts techniques et médicaux. Et cependant, dans le monde entier, des capitalistes consacrent à sa fabrication toute leur énergie. Pourquoi ? Parce qu'on peut tirer de l'ivrognerie du peuple un grand profit.

Il nous faut maintenant expliquer comment se forme le profit. Pour cela, serrons la question de plus près. Le capitaliste touche son bénéfice sous forme d'argent, quand il vend la marchandise produite dans sa fabrique. Quelle somme touche-t-il ? Cela dépend du *prix de la marchandise*. Mais qu'est-ce qui fixe ce prix ? Pourquoi est-il élevé pour certaines marchandises et bas pour d'autres ? Il y a une chose facile à constater : lorsque, dans une industrie quelconque, on a introduit de nouvelles machines et que le travail y est devenu avantageux ou, comme on dit, plus *productif*, le prix des marchandises baisse. Au contraire, lorsque la production est gênée et qu'on produit moins de marchandises, le travail est moins productif, et le prix des marchandises monte².

Si la société emploie, en moyenne, beaucoup de travail pour fabriquer une marchandise, le prix de cette dernière est élevé ; le travail a-t-il été moindre, le prix est bas. *La quantité de travail social, fournie par une technique moyenne* (c'est-à-dire par des machines et des outils qui ne sont ni les meilleurs, ni les pires) *et employée pour la production d'une marchandise, détermine la valeur* (ou le coût) *de cette marchandise*. Nous voyons maintenant que le prix est fixé par la valeur. En réalité, le prix est tantôt plus élevé, tantôt plus bas que la valeur, mais pour simplifier, nous pouvons admettre que valeur et prix sont égaux.

Maintenant, rappelons-nous ce que nous avons dit au sujet de l'embauchage des ouvriers : embaucher, c'est acheter une marchandise particulière, la *force de travail*. Mais une fois la force de travail devenue marchandise, tout ce qui concerne toutes les marchandises lui devient applicable. Quand le capitaliste engage un ouvrier, il lui paie le prix ou, pour simplifier, la valeur de sa force de travail. Par quoi cette valeur est-elle déterminée ? Nous avons vu que, pour toutes les marchandises, elle est déterminée par la quantité de travail employée à les produire. De même pour la *force de travail*.

Mais, qu'entend-on par production de la force de travail ? La force de travail ne se produit pas dans une fabrique ; elle n'est ni toile, ni cirage, ni machine. Qu'entend-on par sa production ?

Il suffit d'observer la vie réelle sous le régime capitaliste pour comprendre de quoi il s'agit. Supposons que les ouvriers viennent de terminer leur travail. Ils sont très fatigués, ils n'ont plus d'énergie, ils ne peuvent travailler davantage. Leur force de travail est presque épuisée. Que faut-il pour la reconstituer ? Il leur faut manger, se reposer, dormir, refaire leur organisme, et de cette façon « reconstituer leurs forces ». C'est seulement ensuite que reparaît la possibilité de travailler, que se reconstitue la *force de travail*.

C'est donc la nourriture, les vêtements, le logement, etc. — bref, *la satisfaction des besoins de l'ouvrier, qui représentent la production de la force de travail*. Mais il faut y ajouter aussi des éléments tels que les dépenses pour l'apprentissage, lorsqu'il s'agit d'ouvriers qualifiés.

Tout ce que consomme la classe ouvrière pour renouveler sa force de travail a une valeur ; par conséquent, la valeur des denrées de consommation, ainsi que les dépenses d'apprentissage, voilà ce qui *constitue la valeur de la force de travail*. À marchandises différentes, valeur

² Nous parlons ici de la variation des prix indépendamment de la valeur de la monnaie, sans tenir compte si la monnaie est d'or ou de papier ni si elle est plus ou moins abondante. Ces variations peuvent être très grandes, mais alors elles se manifestent sur *toutes* les marchandises à la fois ; elles n'expliquent donc pas les *différences de prix* entre les marchandises. Par exemple, une grande quantité de papier-monnaie a enflé formidablement les prix dans tous les pays. Mais cette cherté n'explique pas encore pourquoi une marchandise coûte plus cher qu'une autre.

différente. De même, chaque sorte de force de travail à sa valeur : la force de travail d'un typographe est différente de celle d'un manoeuvre et ainsi de suite.

Mais retournons dans la fabrique. Le capitaliste achète la matière première, le combustible, les machines, l'huile de graissage et autres choses indispensables ; ensuite, il achète la force de travail, il « embauche des ouvriers ». Tout cela, il le paie argent comptant. La production commence. Les ouvriers travaillent, les machines tournent, le combustible se consume, l'huile se dépense, les bâtiments s'usent, la force de travail s'épuise. Par contre, de la fabrique sort une marchandise nouvelle. Cette marchandise, comme toutes les marchandises, a une valeur. Quelle est cette valeur ? D'abord, la marchandise a absorbé la valeur des moyens de production qui ont été *dépensés* pour elle : la matière première, le combustible consommé, l'usure des machines, etc. Tout cela fait maintenant partie de la valeur de la marchandise.

Ensuite, il y est entré le travail des ouvriers. Si trente ouvriers ont travaillé chacun trente heures à sa fabrication. Cela fait en tout 900 heures de travail ; donc, la valeur totale de la marchandise produite se composera de la valeur des matières dépensées (supposons, par exemple, cette valeur égale à 600 heures) et de la valeur nouvelle que les ouvriers y ont ajoutée par leur travail (900 heures), c'est-à-dire qu'elle sera de $(600+900) = 1.500$ heures de travail.

Mais que coûte la marchandise au capitaliste ? La matière première, il l'a payée en totalité, c'est-à-dire une somme correspondant, quant à sa valeur, à 600 heures de travail. Et la force de travail ? A-t-il payé en entier les 900 heures ? Toute la question est là. Il a payé, d'après notre supposition, la valeur entière de *la force de travail* pour les journées de travail. Lorsque trente ouvriers travaillent leurs trente heures pendant trois jours, soit dix heures par jour, le fabricant paie la somme nécessaire à la reconstitution de leur force de travail pour ces trois jours. Quelle est cette somme ? La réponse est claire : elle est de beaucoup inférieure à la valeur de 900 heures. Pourquoi ? Parce que, autre chose est la quantité de travail nécessaire à l'entretien de ma force de travail, autre chose la quantité de travail que je puis fournir. Je puis travailler dix heures par jour. Et pour manger, me vêtir, etc., j'ai besoin, pour une journée d'objets d'une valeur égale à cinq heures. Donc, je puis travailler beaucoup plus qu'il ne faut pour l'entretien de ma force de travail. Dans notre exemple, mettons que les ouvriers ne dépensent, pour se nourrir, s'habiller, etc., pendant trois jours, que des produits d'une valeur de 450 heures de travail, tout en fournissant un travail de 900 heures, 450 heures restent au capitaliste, et forment précisément *la source de son profit*.

En réalité, la marchandise coûte au capitaliste, ainsi que nous l'avons vu $(600+450) = 1.050$ heures, et il la vend pour une valeur de $(600+900) = 1.500$ heures ; les 450 heures sont la plus-value, créée par la force de travail. Il s'ensuit que les ouvriers travaillent la moitié de leur temps (soit cinq heures sur une journée de dix heures) afin de reconstituer ce qu'ils dépensent pour eux-mêmes, et l'autre moitié, ils l'emploient entièrement pour le capitaliste.

Observons maintenant la société tout entière. Car ce n'est pas ce que le fabricant ou l'ouvrier fait individuellement qui nous intéresse. Ce qui nous intéresse, c'est le mécanisme de cette machine géante qui s'appelle la société capitaliste. La classe capitaliste occupe la classe ouvrière, formidable en nombre. Dans des milliers de fabriques, dans des puits de mines, des forêts et des champs travaillent, pareils à des fourmis, des centaines de millions d'ouvriers. Le capitaliste leur paie, à titre de salaire, la valeur de leur force de travail, destinée à renouveler cette force de travail pour son service à lui, capitaliste. La classe ouvrière ne se paie pas seulement elle-même par son travail ; *elle crée en outre le revenu des classes supérieures, elle crée la plus-value*. Par des milliers de canaux, cette plus-value afflue dans les poches des patrons. Une partie est touchée par le capitaliste lui-même, c'est son gain d'entrepreneur ; une partie est touchée par le propriétaire, le possesseur du sol ; une partie parvient, sous forme d'impôts, aux mains de l'État capitaliste ; une partie va aux commerçants, aux boutiquiers, aux églises et aux maisons de joie, aux acteurs et aux clowns, aux écrivains bourgeois, etc. Aux dépens de cette plus-value, vivent tous les parasites couvés par l'ordre social capitaliste.

Une partie de cette plus-value est à son tour utilisée par les capitalistes. Leur capital s'augmente. Ils étendent leurs entreprises. Ils embauchent plus d'ouvriers. Ils se procurent de

nouvelles machines. Un plus grand nombre d'ouvriers leur procure une plus-value encore plus grande. Les entreprises capitalistes deviennent de plus en plus vastes. Ainsi, à chaque minute, progresse le capital, entassant de la plus-value. Le capital, en pompant la plus-value chez les travailleurs, en *les exploitants, croît*, de façon ininterrompue.

11. Le Capital

Nous voyons maintenant clairement ce qu'est le Capital. C'est, avant tout, une valeur déterminée, soit sous forme d'argent, de machines, de matières premières, de bâtiments, de fabriques, soit sous forme de produits fabriqués. Mais c'est une valeur qui sert à produire une nouvelle valeur : la *plus-value*. *Le capital est une valeur qui produit la plus-value. La production capitaliste, c'est la production de la plus-value.*

Dans la société capitaliste, les machines et les bâtiments représentent un capital. Mais sont-ils toujours du capital ? Non. S'il existait un mode fraternel de production pour toute la société, ni les machines, ni les matières premières ne seraient du capital, car elles ne serviraient plus à extraire du *profit* pour une poignée de riches. Donc, les machines, par exemple, *ne deviennent du capital que dans la mesure* où elles sont la propriété privée de la classe des capitalistes et servent à exploiter le travail salarié, à produire de la plus-value.

La *forme* de cette valeur est sans importance; elle peut consister tout aussi bien en de petites rondelles d'or qu'en papier-monnaie, avec quoi le capitaliste achète les moyens de production et la force de travail; cette valeur peut aussi prendre la forme de machines avec lesquelles travaillent les ouvriers, ou de matières premières qu'ils façonnent en marchandises, ou encore de produits manufacturés qui seront plus tard vendus. *Mais, du moment que cette valeur sert à la production de la plus-value, c'est du capital.*

Ordinairement, le capital ne quitte une forme que pour en prendre une autre. Voyons comment s'opère la transformation.

1. Le capitaliste n'a encore acheté ni force de travail, ni moyens de production. Mais il brûle du désir d'engager des ouvriers, de se procurer des machines, de faire venir des matières premières, du charbon en quantité suffisante. Pour le moment, il n'a rien, sauf de l'argent. Le capital se présente ici sous sa *forme monétaire*.
2. Avec cette provision d'argent, le capitaliste va au marché (pas en personne, bien entendu, car il y a pour cela le téléphone, le télégraphe, etc.). Là, se fait l'achat des moyens de production et de la force de travail. Le capitaliste retourne à la fabrique sans argent, mais avec des ouvriers, des machines, des matières premières, du combustible. Toutes ces choses ne sont plus maintenant des marchandises. Elles ont fini d'être des marchandises, du fait qu'elles ne sont plus à vendre. L'argent s'est transformé en moyens de production et en force de travail, il a quitté son enveloppe monétaire. Le capital se présente maintenant *sous forme de capital industriel*.

Puis, voilà le travail qui commence. Les machines entrent en action, les roues tournent, les leviers fonctionnent, les ouvriers et les ouvrières sont en nage, les machines s'usent, les matières premières diminuent, la force de travail s'épuise.

3. Alors, toutes ces matières premières, l'usure des machines, la force de travail en action se transforment, petit à petit, en monceaux de marchandises. Cette fois, le capital quitte son enveloppe matérielle d'instrument de fabrication, il apparaît comme un tas de marchandises. C'est le capital sous sa *forme commerciale*. Mais il n'a pas fait que changer d'enveloppe. *Il a aussi augmenté de valeur, car au cours de la production, la plus-value s'y est ajoutée.*
4. Cependant, le capitaliste fait produire des marchandises non pour son usage personnel, mais pour le marché, pour la vente. Ce qu'il a accumulé dans son entrepôt doit être vendu. Au commencement, le capital allait au marché comme acheteur, maintenant, il doit y aller comme vendeur. Au début, il avait en mains de l'argent et il voulait acquérir des marchandises (les moyens de production), maintenant il a en mains les

marchandises et il veut obtenir de l'argent. Quand la marchandise est vendue, le capital passe à nouveau *de sa forme commerciale à sa forme monétaire*. Mais la quantité d'argent que reçoit le capitaliste n'est plus celle qu'il avait donnée au commencement, car *elle s'est augmentée du montant de la plus-value*.

Mais la circulation du capital n'est pas encore achevée. Le capital grossi est remis en mouvement et acquiert une quantité encore plus grande de plus-value. Cette plus-value s'ajoute en partie au capital et commence un nouveau cycle, et ainsi de suite. Le capital, pareil à une boule de neige, roule sans cesse, et, à chaque tour, une quantité grandissante de plus-value s'y agrège. C'est dire que la production capitaliste s'accroît et s'élargit. Voilà comment le capital soutire la plus-value à la classe ouvrière et se répand partout. Sa croissance rapide s'explique par ses qualités particulières. Certes, l'exploitation d'une classe par une autre existait déjà auparavant. Mais prenons, par exemple, un propriétaire terrien, au temps du servage, ou un maître possédant des esclaves dans l'antiquité. Ils opprimaient leurs serfs ou leurs esclaves. Tout ce que ceux-ci produisaient, les maîtres le mangeaient, le buvaient, le consommaient eux-mêmes ou le faisaient consommer par leur cour ou leurs nombreux parasites. La production des marchandises était très faible et on ne pouvait les *vendre* nulle part. Si les propriétaires ou les maîtres avaient voulu forcer leurs serfs ou leurs esclaves à produire des montagnes de pain, de viande, de poisson, etc., tout cela aurait pourri. La production se limitait alors à la satisfaction des besoins du propriétaire et de sa suite. Il en est tout autrement en régime capitaliste. On n'y produit pas pour la satisfaction des besoins, mais *pour le profit*. On produit la marchandise pour la vendre, réaliser un gain, accumuler du profit. Plus le profit est grand, mieux cela vaut. De là, chez la classe capitaliste, cette course insensée au profit. Cette soif du profit n'a pas de limites. Elle est le pivot, le moteur principal de la production capitaliste.

12. L'État capitaliste

La société capitaliste est fondée, ainsi que nous l'avons vu, sur l'exploitation de la classe ouvrière. Une poignée d'hommes possède tout ; la majorité des ouvriers ne possède rien. Les capitalistes commandent, les ouvriers obéissent. Les capitalistes exploitent, les ouvriers sont exploités. La société capitaliste consiste essentiellement dans cette exploitation impitoyable et toujours grandissante.

La production capitaliste, c'est une pompe destinée à puiser la plus-value. Mais comment cette pompe peut-elle fonctionner longtemps ? Comment les ouvriers souffrent-ils un pareil état de choses ? Il est difficile de répondre immédiatement à cette question. Mais, en somme, il y a deux raisons à cela :

1. L'organisation et la force sont aux mains des capitalistes ;
2. La bourgeoisie domine généralement les cerveaux de la classe ouvrière.

Le moyen le plus sûr pour la bourgeoisie lui est offert par *l'organisation de l'État*. Dans tous les pays capitalistes, l'État n'est autre chose qu'une *coalition d'entrepreneurs*. Prenons n'importe quel pays : l'Angleterre ou les États-Unis, la France ou le Japon... Ministres, hauts fonctionnaires, députés sont toujours les mêmes capitalistes, propriétaires, usiniers, banquiers ou leurs serviteurs fidèles et bien payés, qui les servent, non pas par crainte, mais avec zèle : avocats, directeurs de banques, professeurs, généraux et évêques.

L'organisation de tous ces bourgeois, qui embrasse le pays entier et le tient dans ses griffes, s'appelle l'État. Elle a un double but : le principal, c'est de *réprimer les désordres et les soulèvements des ouvriers, d'extraire plus aisément la plus-value de la classe ouvrière et d'assurer la solidité du mode capitaliste de production* ; l'autre but, c'est de lutter contre d'autres organisations semblables (d'autres États bourgeois) pour la répartition de la plus-value extorquée. Ainsi, l'État capitaliste est une association d'entrepreneurs qui garantit l'exploitation. *Ce sont exclusivement les intérêts du capital qui guident l'activité de cette association de brigands.*

À cette conception de l'État bourgeois, on peut faire les objections suivantes :

- Vous dites que l'État est guidé uniquement par les intérêts du Capital. Mais regardez : dans tous les pays capitalistes, il existe des lois ouvrières qui interdisent ou limitent le travail des enfants, abrègent la journée de travail, etc...; en Allemagne, par exemple, du temps de Guillaume II, l'assurance ouvrière n'était pas mal organisée par l'État; en Angleterre, c'est également un ministre bourgeois, l'actif Lloyd George, qui a institué l'assurance et les retraites pour les vieillards; dans tous les États bourgeois, on bâtit des hôpitaux, des maisons de convalescence pour les ouvriers; on construit des chemins de fer qui transportent les pauvres comme les riches; on fait des aqueducs, des canalisations d'eau dans les villes, etc., et tout le monde en profite. Donc, — diront pas mal de gens — même dans un pays où le Capital domine, l'État n'agit pas uniquement dans l'intérêt du Capital, mais aussi dans l'intérêt des ouvriers. Même il inflige quelquefois des amendes aux fabricants qui transgressent les lois ouvrières.

Ces objections ne sont pas justifiées, et voici pourquoi. Il est vrai que le pouvoir bourgeois édicte quelquefois des lois et des décrets dont profite aussi la classe ouvrière. Mais il le fait dans l'intérêt de la bourgeoisie. Prenons les chemins de fer : ils sont utilisés par les ouvriers, ils servent aussi aux ouvriers, mais ne sont pas construits pour eux. Commerçants, fabricants en ont besoin pour le transport de leurs marchandises, la circulation de leurs chargements, le déplacement des troupes et des ouvriers, etc... Le Capital a besoin de chemins de fer et les construit dans son propre intérêt. Ils sont utiles également aux ouvriers, mais ce n'est pas pour cette raison que l'État capitaliste les fait construire. Prenons encore le nettoyage des rues, le service municipal d'assistance et des hôpitaux ; la bourgeoisie les assure aussi dans les quartiers ouvriers. Il est vrai que, comparés aux quartiers bourgeois, les quartiers ouvriers sont sales et constituent des foyers d'infection, etc... Mais, tout de même, la bourgeoisie fait quelque chose. Pourquoi ? Mais, parce que, autrement, les maladies et les épidémies se répandraient par la ville entière et que la bourgeoisie pourrait en souffrir aussi. L'État bourgeois et ses organes urbains sont donc là aussi guidés par les intérêts de la bourgeoisie elle-même.

Encore un exemple : En France, pendant les dernières décades, les ouvriers ont appris de la bourgeoisie à limiter artificiellement les naissances : ou les familles ne font plus d'enfants ou elles n'en font pas plus de deux. La gêne, parmi les ouvriers, est si grande qu'il est très difficile et presque impossible d'entretenir une famille nombreuse. La conséquence, c'est que la population de la France n'augmente presque plus. Les soldats commencent à manquer à la bourgeoisie française. Celle-ci se lamente : « La nation périlite ! Chez les Allemands, la population augmente plus vite que chez nous. » Soit dit en passant, les soldats qui se présentaient à l'armée tous les ans étaient de petite taille, faibles de poitrine, peu vigoureux. Alors, la bourgeoisie devint soudain plus « libérale » ; elle insista elle-même sur certaines améliorations au profit de la classe ouvrière, pour que celle-ci se remette un peu et fasse plus d'enfants. Car, la poule tuée, il n'y a plus d'œufs.

Dans tous les cas, c'est la bourgeoisie qui prend elle-même des mesures utiles aux ouvriers, mais elle est, en cela, guidée par ses propres intérêts. Il y a des cas où des lois utiles sont édictées par la bourgeoisie sous la pression de la classe ouvrière. Ce sont les plus nombreuses. Presque toutes les « lois ouvrières » ont été obtenues de cette façon — par des menaces de la part des ouvriers. En Angleterre, la première diminution de la journée de travail — réduite à dix heures — a été acquise sous la pression des ouvriers ; en Russie, le gouvernement tsariste a promulgué les premières lois sur les fabriques, effrayé par l'agitation et les grèves. Dans ce cas, l'État hostile à la classe ouvrière, l'État, cette coalition d'entrepreneurs, fait ce calcul, dans son propre intérêt : « Mieux vaut céder quelque chose aujourd'hui, que de céder demain le double et de risquer, peut-être,

notre peau. » De même que le fabricant, en cédant aux grévistes et en les augmentant de quelques sous, ne cesse pas d'être fabricant, l'État bourgeois ne cesse pas non plus d'être bourgeois quand, sous la menace d'une agitation ouvrière, il jette un petit os au prolétariat.

L'État capitaliste n'est pas seulement la plus grande et la plus puissante organisation bourgeoise ; il est en même temps une organisation très compliquée, aux nombreuses formations et dont les tentacules s'allongent en tous sens. Et tout cela a pour but principal la défense, l'affermissement et l'extension de *l'exploitation ouvrière*. L'État dispose, contre la classe ouvrière, de moyens de contrainte brutale aussi bien que d'asservissement moral, qui constituent les organes les plus importants de l'État capitaliste.

Parmi les moyens de contrainte brutale, il faut noter, en premier lieu, *l'armée*, la *police* et la *gendarmerie*, les *prisons* et les *tribunaux*, et leurs organes auxiliaires : espions, provocateurs, briseurs de grève, assassins stipendiés, etc.

L'armée, dans l'État capitaliste, est une organisation à part. À sa tête, se trouvent les officiers supérieurs, les « hauts galonnés ». Ils se recrutent parmi les intellectuels. Ce sont les ennemis les plus acharnés du prolétariat ; ils sont instruits, dès leur jeunesse, dans des écoles militaires spéciales. On leur apprend à abrutir les soldats, à défendre l'honneur de l'« uniforme », c'est-à-dire à tenir les soldats en complet esclavage et à en faire des pions d'échiquier. Les plus capables de ces aristocrates et grands bourgeois deviennent généraux et sont couverts de croix et de rubans.

Les officiers ne sortent pas non plus des classes pauvres. *Ils tiennent dans leurs mains toute la masse des soldats*. Et les soldats sont tellement travaillés qu'ils n'osent demander pourquoi ils se battent, et qu'ils ne savent que fixer leurs supérieurs dans les yeux. Une telle armée est destinée, avant tout, à réprimer les mouvements ouvriers.

En Russie, l'armée du tsar a servi, plus d'une fois, à réprimer des révoltes d'ouvriers et de paysans. Sous le règne d'Alexandre II³, avant la libération des paysans, de nombreuses révoltes paysannes furent étouffées par l'armée. En 1905, l'armée fusilla les ouvriers pendant l'insurrection de Moscou ; elle effectua des expéditions punitives dans les Provinces Baltiques, au Caucase, en Sibérie ; en 1906-1908, elle réprima les révoltes des paysans et protégea les biens des propriétaires, etc... Pendant la guerre, elle fusilla les ouvriers à Ivanovo-Vosnessensk et à Kostroma, etc... Les plus cruels furent partout les officiers et les généraux.

À l'étranger, c'est la même chose. En Allemagne, l'armée de l'État capitaliste sert également à égorger les ouvriers. Le premier soulèvement de matelots fut réprimé par l'armée. En France, l'armée a fusillé plus d'une fois les grévistes ; actuellement, elle fusille les ouvriers et les soldats russes révolutionnaires. En Angleterre, rien que dans ces derniers temps, l'armée, à plusieurs reprises, a noyé dans le sang les révoltes des ouvriers irlandais, des demi-esclaves égyptiens et attaqué les réunions ouvrières en Angleterre même. En Suisse, à chaque grève, on mobilise les mitrailleuses et la soi-disant milice ; plus d'une fois, cette milice a tiré sur les prolétaires. Aux États-Unis d'Amérique, l'armée a souvent brûlé et rasé des cités ouvrières entières (par exemple, pendant la grève du Colorado). Les armées des États capitalistes s'entendent, actuellement, pour étouffer la Révolution des ouvriers en Russie, en Hongrie, dans les Balkans, en Allemagne et pour réprimer la Révolution prolétarienne dans le monde entier.

Police et gendarmerie. — L'État capitaliste, en dehors de son armée régulière, possède encore un corps de gredins exercés et des troupes spécialement dressées à la lutte contre les ouvriers. Il est vrai que ces institutions (par exemple la police) ont également pour but la lutte contre les voleurs et le maintien de la soi-disant « sécurité personnelle et matérielle » des citoyens ; mais elles sont entretenues également pour chasser, poursuivre et punir les ouvriers mécontents. En

³ 1855-1881. La libération des paysans (abolition du servage) est de 1861. (Note de l'Ed.)

Russie, les agents de police étaient les plus sûrs défenseurs des propriétaires et du tsar. La police la plus brutale est, dans tous les États capitalistes, la police secrète (la police politique, appelée chez nous *Okhrana*), ainsi que la gendarmerie. Avec eux, travaille une foule de détectives, provocateurs, espions, briseurs de grève et *tutti quanti*.

Très intéressante, sous ce rapport, la manière de faire de la police secrète américaine. Elle est en relations avec une quantité innombrable de bureaux de détectives privés ou semi-officiels. Les célèbres aventures de Nat Pinkerton ont été, en réalité, des agressions contre les ouvriers. Les provocateurs déposaient des bombes chez les chefs ouvriers, tâchaient de les pousser à l'assassinat des capitalistes, etc... Ces mêmes détectives enrôlent une grande quantité de briseurs de grèves (appelés scabs), ainsi que des détachements de vagabonds organisés qui tuent, à l'occasion, les ouvriers en grève. Il n'est pas d'infamies dont ne soient capables ces brigands, au service de l'État « démocratique » des capitalistes américains.

La *Justice*, dans l'État bourgeois, est un moyen de défense pour la bourgeoisie ; avant tout, elle condamne ceux qui osent attenter à la propriété capitaliste ou au régime capitaliste. Cette justice a condamné Liebknecht au bagne et acquitté ses assassins. Les autorités judiciaires procèdent avec la même rigueur que les bourreaux de l'État bourgeois. Le tranchant de leur arme est dirigé contre les pauvres, non contre les riches.

Telles sont les institutions de l'État capitaliste qui ont pour tâche la répression directe et brutale de la classe ouvrière.

Parmi les moyens d'asservissement moral de la classe ouvrière qui sont à la disposition de l'État capitaliste, il faut encore mentionner les trois principaux : l'*École officielle*, l'*Église officielle* et la *Presse officielle* ou, tout au moins, soutenue par l'État bourgeois.

La bourgeoisie comprend très bien qu'elle ne viendra pas à bout des masses ouvrières par la seule force brutale. Il lui faut donc tisser, tout autour des cerveaux de ces masses, une fine toile d'araignée. L'État bourgeois considère les ouvriers comme des bêtes de somme : il faut que ce bétail travaille, mais qu'il ne morde pas. Il faut donc non seulement l'assommer et le fusiller dès qu'il mord, mais aussi le dresser, le dompter, comme font certains spécialistes dans les ménageries. De la même façon, l'État capitaliste éduque, pour l'abêtissement, l'abrutissement et la domestication du prolétariat, des techniciens, des maîtres d'école et des professeurs bourgeois, des prêtres et des évêques, des écrivains et des journalistes bourgeois. À l'école, ces spécialistes apprennent aux enfants, dès l'âge le plus tendre, à obéir au Capital, à mépriser et à haïr les révoltés; on leur débite des contes à dormir debout sur la Révolution et le mouvement révolutionnaire; on glorifie tsars, rois, industriels, etc.; dans les églises, les prêtres appointés par l'État enseignent : « Pas de puissance qui ne vienne de Dieu »; les journaux bourgeois claironnent tous les jours aux oreilles de leurs lecteurs ouvriers ce mensonge bourgeois. Dans de pareilles conditions, est-il facile à l'ouvrier de sortir de son marécage ?

Un brigand impérialiste allemand a écrit : « Nous avons besoin, non seulement des jambes des soldats, mais aussi de leur cerveau et de leur cœur. » L'État bourgeois s'efforce justement de faire de la classe ouvrière un *animal domestique* qui travaille comme un cheval, produit de la plus-value et reste tout à fait tranquille. Ainsi, le régime capitaliste assure son développement. La machine à exploiter tourne. De la classe ouvrière pressurée, on extrait continuellement de la plus-value. Et l'État capitaliste, montant la garde, veille à ce que les esclaves salariés ne se soulèvent point.

13. Contradictions principales du régime capitaliste

Maintenant, il nous faut rechercher si la société bourgeoise est bien construite. Une chose n'est solide et bonne que lorsque toutes ses parties sont bien ajustées ensemble. Prenons un mécanisme d'horlogerie : il ne fonctionne régulièrement et sans arrêt que si chaque roue est bien adaptée à la voisine, dent par dent. Considérons, maintenant, la société capitaliste. Nous

remarquons sans peine qu'elle est loin d'être aussi solidement construite qu'elle le paraît, et qu'au contraire, elle trahit de très grandes contradictions et montre de graves fissures.

Avant tout, en régime capitaliste, il n'y a *pas de production ni de répartition organisées des marchandises* ; il y a *anarchie dans la production*. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que chaque entrepreneur capitaliste (ou chaque association de capitalistes) produit les marchandises indépendamment des autres. Ce n'est pas la société tout entière qui calcule ce qu'il lui faut, mais tout simplement les industriels, qui font fabriquer avec le seul but de réaliser le plus de profits possible et de battre leurs concurrents sur le marché. C'est pourquoi il arrive parfois qu'on produit trop de marchandises (il s'agit, évidemment, de la situation d'avant-guerre) et qu'on ne peut les écouler, les ouvriers ne pouvant les acheter, faute d'argent. Alors, survient une *crise* : les fabriques sont fermées, les ouvriers sont jetés sur le pavé.

De plus, l'anarchie dans la production amène la *lutte sur le marché* ; chaque producteur veut enlever à l'autre ses acheteurs, les attirer à lui, accaparer le marché. Cette lutte prend différentes formes, différents aspects, commençant par la lutte entre deux fabricants et finissant par la guerre mondiale entre les États capitalistes pour le partage des marchés de l'Univers entier. Il ne s'agit plus là seulement de parties intégrantes de la société capitaliste qui s'accrochent l'une à l'autre, mais bien d'un véritable choc entre elles.

Ainsi, la première cause de la dislocation du capitalisme, c'est l'anarchie dans la production, qui se manifeste par les crises, la concurrence et les guerres.

La deuxième cause de dislocation est la division en classes. Car, la société capitaliste n'est pas, au fond, une seule société, elle est coupée en deux sociétés : les capitalistes d'un côté, les ouvriers et les pauvres de l'autre. Ces deux sociétés se trouvent entre elles en état d'hostilité continue, irréconciliable, ininterrompue ; hostilité qui se traduit par la lutte des classes. Nous voyons à nouveau que les différentes parties de la société capitaliste, non seulement ne sont pas ajustées l'une à l'autre, mais, au contraire, se trouvent entre elles dans un antagonisme continu. Le capitalisme s'écroulera-t-il, oui ou non ? La réponse dépend de l'examen suivant : si, observant le développement pris par le capitalisme au cours des temps, nous trouvons que sa dislocation va en diminuant, nous pouvons lui prédire une longue vie ; si nous découvrons, au contraire, qu'avec le temps, les différentes parties de la société capitaliste se heurtent inévitablement de plus en plus fort, et que les fissures de cette société doivent non moins inévitablement se changer en abîmes, alors nous pouvons entonner le *De Profundis*.

Il nous faut donc étudier le développement du régime capitaliste.

2 DEVELOPPEMENT DU REGIME CAPITALISTE

14. Lutte entre la petite et la grande industrie, entre la propriété individuelle gagnée par le travail et la propriété capitaliste acquise sans travail

a) Lutte entre la petite et la grande production dans l'industrie.

Les grandes usines, qui comptent quelquefois plus de dix mille ouvriers, avec leurs machines gigantesques, monstrueuses, n'ont pas toujours existé. Elles sont nées de la disparition graduelle et presque complète du petit artisanat et de la petite industrie. Pour comprendre cette évolution, il faut d'abord observer que la propriété privée et la production de marchandises rendent inévitable la lutte pour l'acheteur : la *concurrence*. Qui triomphe dans cette lutte ? Celui qui sait attirer à lui l'acheteur et le détacher de son concurrent (son rival). Or, l'acheteur, on l'attire principalement par le plus bas prix des marchandises⁴. Mais qui peut vendre meilleur marché ? Il est clair que le gros fabricant peut vendre meilleur marché que le petit fabricant ou l'artisan, car la marchandise lui revient à meilleur compte. La grande industrie dispose, en effet, d'une foule d'avantages. D'abord l'entrepreneur-capitaliste est en mesure de faire installer de meilleures machines, d'employer de meilleurs instruments et de meilleurs appareils. L'artisan, le petit patron gagnent à grand-peine leur vie ; ils travaillent ordinairement avec des machines actionnées à la main ; ils n'osent même pas penser, faute de moyens, aux grandes et bonnes machines. Le petit capitaliste n'est pas non plus en état d'introduire les machines les plus modernes. Plus l'entreprise est grande, plus la technique est perfectionnée, plus le travail est productif, — meilleur marché revient la marchandise.

Dans les grandes usines d'Amérique et d'Allemagne, il y a même des laboratoires scientifiques qui découvrent continuellement de nouveaux perfectionnements, unissant ainsi la science à l'industrie ; ces inventions constituent le secret de l'entreprise et ne servent qu'à elle seule.

Dans la petite industrie et dans l'artisanat, un même ouvrier fabrique le produit presque en entier ; dans le travail à la machine avec de nombreux ouvriers, l'un en fait une partie, l'autre une seconde, un autre une troisième, et ainsi de suite. Le travail va bien plus vite ainsi ; c'est ce qu'on appelle la division du travail. On peut se rendre compte des avantages qu'on en retire, d'après une enquête américaine de 1898. En voici les résultats :

Pour la fabrication de dix charrues, le travail à la main exige 2 ouvriers, faisant chacun 11 opérations différentes, travaillant au total 1.180 heures et touchant 54 dollars ; le même travail fait à la machine exige 52 ouvriers, 97 opérations différentes (plus il y a d'ouvriers, plus ils sont spécialisés), travaillant 37 h. 28 minutes et touchant 7,9 dollars (par conséquent, la perte de temps a été infiniment moins grande et le travail est revenu considérablement moins cher). Pour la fabrication de 100 roues de montre, le travail à la main exige 14 ouvriers, 453 opérations différentes, 341.866 heures de travail et 80.822 dollars ; avec des machines : 10 ouvriers, 1.088 opérations, 8.343 heures de travail, 1.799 dollars. Pour la fabrication de 500 yards d'un tissu à carreaux, le travail à la main exige 3 ouvriers, 19 opérations, 7.534 heures, 135,6 dollars ; le travail à la machine : 252 ouvriers, 43 opérations, 84 heures, 6,81 dollars. On pourrait citer encore une grande quantité d'exemples semblables. D'un côté, toute une série de branches de production, qui nécessitent une haute technique, telles que la construction de wagons, des cuirassés, les mines, restent, peut-on dire, inaccessibles aux petits entrepreneurs ou aux artisans.

⁴ Il s'agit ici de la situation d'avant-guerre; au lendemain des destructions de la guerre, ce n'est pas le vendeur qui court après l'acheteur, mais l'acheteur qui court après le vendeur.

La grande industrie *économise* sur tout : sur les bâtiments, les machines et les matières premières, l'éclairage et le chauffage, la main-d'œuvre, l'utilisation des déchets, etc. Figurons nous, en effet, mille petits ateliers et une seule grande fabrique qui produit à elle seule autant que ces mille ateliers; il est plus facile de construire un seul grand bâtiment que mille petits; on emploie plus de matières premières dans les mille petits ateliers; il y a plus de perte, plus de malfaçon, plus de gaspillage; il est plus facile d'éclairer et de chauffer une seule grande fabrique que mille petits ateliers; il est également plus facile de l'entretenir, de la balayer, de la surveiller, de la réparer, etc. Bref, dans une grande entreprise, sur tout cela, on pourra épargner ou, comme on dit : *économiser*.

Dans l'achat des matières premières et de tout ce qui peut être nécessaire pour la production, la grande industrie se trouve encore avantagée. C'est en gros qu'on achète la meilleure marchandise au meilleur compte ; de plus, le grand fabricant connaissant mieux le marché, sait où et comment acheter moins cher. Dans la vente de ses marchandises également, la petite entreprise est toujours infériorisée. Le grand patron sait mieux où il peut vendre le plus cher (il a, dans ce but, ses voyageurs, il est en relations avec la Bourse où sont centralisés tous les renseignements sur la demande de marchandises ; il communique presque avec le monde entier). Mais surtout, il peut attendre. Si, par exemple, les prix de ses marchandises sont trop bas, il peut garder ces marchandises en entrepôt et attendre le moment où les prix remonteront. Le petit patron ne le peut pas. Il vit de ce qu'il a vendu. La marchandise une fois vendue, il faut aussitôt vivre de l'argent reçu : il n'a pas d'argent d'avance. Aussi, est-il obligé de vendre à tout prix ; autrement c'est un homme fini. Il est clair qu'il y perd énormément.

Enfin, la grande industrie trouve encore un avantage *dans le crédit*. Lorsque le grand entrepreneur a un besoin pressant d'argent, il peut toujours en emprunter. N'importe quelle banque prêtera à une maison « sérieuse » et à un intérêt relativement minime. Mais presque personne n'aura confiance en un petit patron. Et même s'il inspire confiance, on lui prêtera de l'argent à un taux usuraire. Aussi le petit industriel tombe-t-il facilement dans les griffes de l'usurier.

Tous ces avantages de la grande industrie nous expliquent pourquoi la petite industrie disparaît inévitablement dans la société capitaliste. Le grand capital la *tue*, lui enlève l'acheteur, la ruine et transforme son propriétaire en prolétaire ou en va-nu-pieds. Il est évident que le petit patron cherche à se cramponner. Il lutte avec acharnement, travaille lui-même et fait travailler ses ouvriers et sa famille au-dessus de leurs forces, mais, finalement, est obligé de céder au capital. Souvent, un petit patron, indépendant en apparence, dépend complètement, en fait, d'un capitaliste, travaille pour lui, ne marche que grâce à lui. Le petit industriel dépend souvent de l'usurier : son indépendance est illusoire; en réalité, il ne travaille que pour cette sangsue; tantôt il dépend de l'accapareur qui lui achète ses marchandises, tantôt du magasin pour lequel il travaille (là encore, il n'est indépendant qu'en apparence; en réalité, il est devenu un salarié du commerçant capitaliste); il arrive aussi que le capitaliste lui fournit les matières premières et l'outillage (c'était souvent le cas dans notre travail à domicile); il est facile de voir que le travailleur à domicile n'est plus alors qu'un appendice du capital. Il y a d'autres modes de subordination par le capital : dans le voisinage des grandes entreprises s'installent souvent de petits ateliers de réparation ; dans ce cas, ils ne sont qu'un petit rouage de la fabrique, pas davantage. Eux aussi, ils ne sont indépendants qu'en apparence. Parfois, on voit de petits patrons, de petits artisans, des travailleurs à domicile, de petits commerçants, de petits capitalistes, chassés d'un branche d'industrie ou de commerce, passer dans une autre branche où le capital n'est pas encore aussi puissant. Le plus souvent, les petits patrons ruinés deviennent de petits détaillants ou même des marchands ambulants, etc. Ainsi, le gros capital évince partout, graduellement, la petite industrie. Il se crée des entreprises énormes, qui comptent jusqu'à des milliers et même des dizaines de milliers d'ouvriers. Le gros capital devient le maître du monde. La petite propriété, acquise par le travail, disparaît. Elle est remplacée par la grande propriété capitaliste.

Les travailleurs à domicile peuvent servir d'exemple pour montrer la décadence de la petite industrie en Russie. Certains d'entre eux travaillaient avec leurs

propres matières premières (fourreurs, vanniers) et vendaient leurs marchandises à leur gré. Plus tard, l'ouvrier à domicile se met à travailler pour un capitaliste (chapeliers de Moscou, fabricants de jouets, broisseurs, etc.). Ensuite, il reçoit du capitaliste qui lui passe les commandes les matières premières et tombe dans un véritable esclavage (serruriers de Pavlovsk et de Bourmakino). À la fin, il est payé à la pièce (cloutiers de Tver, cordonniers de Kimry, couteliers de Pavlovsk, nattiers de Makarievo). Au même servage arrivent les tisserands à domicile. En Angleterre, la petite industrie moribonde a reçu le surnom de « sweating system⁵ »(1) tellement sa situation est mauvaise. En Allemagne, de 1882 à 1895, le nombre des petites entreprises a diminué de 8,6%, les entreprises moyennes (6 à 50 ouvriers) ont augmenté de 64,1% et les grandes entreprises de 90%. Depuis 1895, a disparu une quantité considérable d'entreprises moyennes. En Russie aussi, la fabrique a évincé le travailleur à domicile assez rapidement. Un des domaines les plus importants de la production en Russie, c'est l'industrie textile (le tissage). Si nous comparons, dans l'industrie cotonnière, le nombre des ouvriers de fabrique et celui des ouvriers à domicile, nous voyons avec quelle rapidité la fabrique a évincé le travailleur à domicile, le koustar :

Années	Ouvriers travaillant à domicile	Ouvriers travaillant dans les fabriques
1866	94.566	66.178
1879	162.691	50.152
1894-95	242.051	20.475

En 1866, pour 100 personnes travaillant dans l'industrie cotonnière, 70 travaillaient à domicile ; en 1894-95, elles n'étaient plus que 8. En Russie, la grande industrie s'est développée beaucoup plus vite parce que le capital étranger fondait de grandes entreprises. Déjà en 1902, les grandes entreprises occupaient presque la moitié (40%) des ouvriers d'industrie.

En 1903, les fabriques ayant plus de cent ouvriers représentaient en Russie d'Europe 17% du nombre total des fabriques et des usines, et occupaient 76,6% du nombre total des ouvriers d'industrie.

La victoire de la grande industrie dans tous les pays a pour cortège les souffrances des petits producteurs. Parfois, des régions industrielles et même des professions disparaissent presque totalement (par exemple, les tisserands de Silésie, en Allemagne, les tisserands de l'Inde, etc.).

b) Lutte entre la petite et la grande production dans l'agriculture

La lutte entre la petite et la grande production qui a lieu dans l'industrie existe également, sous le régime capitaliste, dans l'agriculture. Le propriétaire gérant son domaine comme le capitaliste gère sa fabrique, le paysan riche, le paysan moyen, les paysans pauvres qui font des journées chez le gros propriétaire ou le gros fermier, et enfin les ouvriers agricoles : tout cela, c'est la même chose que, dans l'industrie, le gros capitaliste, le petit patron, l'artisan, le travailleur à domicile, l'ouvrier salarié. A la campagne comme dans les villes, la grande propriété est mieux organisée que la petite.

Le grand propriétaire peut introduire chez lui une *bonne technique*. Les *machines agricoles* (charrues électriques, charrues à vapeur, moissonneuses-faucheuses, moissonneuses-lieuses, semeuses, batteuses, etc.) sont souvent inaccessibles au petit agriculteur ou au paysan. De même qu'il n'y a pas de raison d'installer une machine coûteuse dans le petit atelier de l'artisan (car il n'a pas les moyens de l'acheter et elle ne rapporterait pas les frais d'achat), de même le paysan

⁵ Système de la sueur. (Note de l'Ed.)

ne peut se payer une charrue à vapeur; et même s'il l'achetait, elle ne lui servirait à rien : pour qu'une machine aussi importante fasse ses frais, il faut beaucoup de terre et non pas un petit lopin à peine suffisant pour qu'une poule y trouve sa vie.

La pleine utilisation des machines et des instruments dépend de la quantité de terre disponible. Une charrue à chevaux travaillera à plein rendement sur un terrain de trente hectares. Une semeuse, une moissonneuse, une batteuse ordinaires, sur 70 hectares ; une batteuse à vapeur sur 200, une charrue à vapeur sur 1.000 hectares. Dans ces derniers temps, on utilise des machines agricoles électriques, mais seulement dans les grandes exploitations.

L'arrosage, le dessèchement des marais, le drainage, la construction de voies ferrées étroites, etc., ne sont guère réalisables que par le grand propriétaire. La grande culture, comme la grande industrie, économise sur les instruments, les matériaux, la force de travail, le combustible, l'éclairage, etc.

Sur les grands domaines, il faut moins, par hectare, de fossés, de clôtures, de haies ; les semences se perdent moins.

En outre, un gros propriétaire peut engager des ingénieurs agronomes et gérer scientifiquement son domaine.

Au point de vue du *commerce* et du *crédit*, le grand propriétaire foncier, tout comme le grand industriel, connaît mieux le marché, il peut attendre, acheter à meilleur compte tout ce qui lui est nécessaire, vendre plus cher. Le petit propriétaire n'a qu'une ressource : lutter de toutes ses forces. C'est par le *travail intensif*, par la limitation des besoins et la sous-alimentation que se maintient la petite propriété agricole, sous la domination du capitalisme. Ce qui caractérise sa ruine, c'est l'énormité des *impôts*. L'État capitaliste lui impose une charge immense : il suffit de se rappeler ce qu'étaient pour le paysan les impôts au temps des tsars : « Vends tout, mais paie tes impôts. »

On peut dire, en général, que la petite production se défend mieux dans la culture que dans l'industrie. Dans les villes, les artisans et les petits entrepreneurs périssent assez rapidement, mais dans tous les pays, la culture paysanne se maintient un peu mieux. S'il y a bien, là aussi, appauvrissement du plus grand nombre, il est souvent moins apparent. Il semble quelquefois qu'une culture n'est pas très grande, à en juger par la superficie du terrain, mais en réalité elle est très grande par le capital investi et par le nombre d'ouvriers (par exemple, la culture maraîchère, dans la banlieue des grandes villes). Parfois, nous croyons, au contraire, avoir affaire à de nombreux petits propriétaires tout à fait indépendants ; en réalité, presque tous sont des ouvriers salariés, allant louer leurs services soit dans la propriété voisine, soit comme saisonniers, dans les villes. Avec les paysans, il arrive dans tous les pays ce qui arrive avec les artisans et les travailleurs à domicile. Un petit nombre deviennent des profiteurs (les aubergistes, les usuriers qui, petit à petit, arrondissent leur avoir) ; les autres végètent ou, ruinés définitivement, vendent leur vache, leur cheval ; puis, le lopin de terre ayant disparu à son tour, ils émigrent pour toujours à la ville ou deviennent ouvriers agricoles. Le paysan sans cheval devient salarié, le paysan qui loue des ouvriers devient *propriétaire* ou *capitaliste*.

C'est ainsi qu'une grande quantité de terres, d'instruments, de machines, de bétail, sont la possession d'une poignée de grands capitalistes propriétaires, et que des millions de paysans dépendent d'eux.

En Amérique, où le capital agricole est le plus développé, il existe de grandes propriétés où l'on travaille comme dans des fabriques. Et comme dans les fabriques, on y fait un seul produit. Il y a de grands champs plantés uniquement en fraisiers ou arbres fruitiers ; il y a des exploitations spéciales d'animaux domestiques ; là, on cultive le blé avec des machines. De nombreuses branches sont concentrées dans peu de mains. Ainsi il existe un « roi des poulets » (un capitaliste entre les mains duquel est concentrée presque toute la production des poulets), un « roi des œufs », etc.

15. La dépendance du prolétariat, l'armée de réserve, le travail des femmes et des enfants

Des masses de plus en plus grandes de la population se transforment, sous le régime capitaliste, en ouvriers salariés. Artisans ruinés, travailleurs à domicile, paysans, commerçants, capitalistes moyens en faillite, bref, tous ceux qui ont été jetés par-dessus bord ou traqués par le gros capital tombent dans les rangs du prolétariat. À mesure que les richesses se concentrent entre les mains d'une poignée de capitalistes, le peuple se transforme de plus en plus en esclave salarié des premiers.

Grâce à la ruine continuelle des couches et des classes moyennes, il y a toujours plus d'ouvriers qu'il n'en faut au capital. C'est par là que l'ouvrier est enchaîné au capital. Il est forcé de travailler pour le capitaliste. S'il ne le veut pas, il y en a cent autres pour prendre sa place.

Mais cette dépendance n'est pas seulement consolidée par la ruine de nouvelles couches de la population. La domination du capital sur la classe ouvrière s'accroît encore du fait que le capital jette continuellement sur le pavé les ouvriers dont il n'a plus besoin et se constitue ainsi une réserve de force de travail. Comment cela ? Nous avons déjà vu que chaque fabricant s'efforce de réduire le prix de revient des marchandises. Pour cela, il introduit de plus en plus de nouvelles machines. Mais la machine, en règle générale, remplace l'ouvrier, rend une partie des ouvriers inutiles. Une nouvelle machine dans une fabrique, cela veut dire qu'une partie des ouvriers sont congédiés et deviennent des chômeurs. Mais comme de nouvelles machines sont introduites continuellement dans une branche d'industrie ou dans l'autre, il est clair que, *sous le capitalisme, il y a toujours fatalement du chômage*. Car le capitaliste ne se préoccupe ni de donner du travail à tous les ouvriers ni de fournir à tous des marchandises, mais *d'obtenir le plus de profit*. Et naturellement il jettera sur le pavé les ouvriers qui ne sont plus capables de lui rapporter le même profit qu'avant.

Et effectivement, dans les grandes villes de tous les pays capitalistes, nous voyons toujours un grand nombre de chômeurs. Il y a des ouvriers chinois ou japonais, anciens paysans ruinés, venus du bout du monde pour chercher du travail, d'anciens boutiquiers ou petits artisans; mais nous y trouvons aussi des ouvriers métallurgistes, des typographes, des tisseurs qui, ayant longtemps travaillé dans les fabriques, en ont été chassés par de nouvelles machines. Ils forment, pris ensemble, une réserve de forces de travail pour le capital ou, comme l'a dit K. Marx, *l'armée industrielle de réserve*. L'existence de cette armée, la permanence du chômage, permettent aux capitalistes d'augmenter la dépendance et l'oppression de la classe ouvrière. Le capital, grâce aux machines, réussit à soutirer d'une partie des ouvriers plus d'or qu'avant; quant aux autres, ils restent sur le pavé. Mais, même sur le pavé, ils servent aux capitalistes de fouet pour stimuler ceux qui travaillent.

L'armée industrielle de réserve offre des exemples d'abrutissement complet, de misère, de famine, de grande mortalité, même de criminalité. Ceux qui, des années durant, n'ont pu se procurer du travail, deviennent graduellement ivrognes, vagabonds, mendiants, etc. Dans les grandes villes : à Londres, à New-York, à Hambourg, à Berlin, à Paris, il existe des quartiers entiers habités par des chômeurs de cette espèce. Le marché de Chitrov, à Moscou, peut servir d'exemple. A la place du prolétariat, il se forme une nouvelle couche déshabituée du travail. Cette couche de la société capitaliste s'appelle en allemand Lumpenprolétariat : prolétariat en haillons.

L'introduction des machines a également donné naissance *au travail des femmes et des enfants*, travail plus économique, et, partant, plus avantageux pour le capitaliste. Avant les machines, une certaine habileté de main était nécessaire; quelquefois, il fallait faire un long apprentissage. Maintenant, certaines machines peuvent être conduites par des enfants, qui n'ont qu'à lever le bras ou mouvoir le pied jusqu'à épuisement. Voilà pourquoi les machines ont diffusé le travail des femmes et des enfants. Il faut ajouter que les femmes et les enfants offrent moins de résistance au capitalisme que les hommes. Ils sont plus dociles, plus timides, devant les

prêtres et les autorités. C'est pourquoi le fabricant remplace souvent les hommes par des femmes et transforme en profit le sang des petits enfants.

En 1913, le nombre des ouvrières et employées était : en France, de 6.800.000 ; en Allemagne, de 9.400.00 ; en Autriche-Hongrie, de 8.200.000 ; en Italie, de 5.700.000 ; en Belgique, de 930.000 ; aux États-Unis, de 8.000.000 ; en Angleterre et au Pays de Galles, de 6.000.000. En Russie, le nombre des ouvrières a grandi continuellement. En 1900, leur nombre représentait 25% de tous les ouvriers et ouvrières de fabrique ; en 1903, 31%, et en 1912, 45%. Dans certaines branches de production, les femmes constituent la majorité : par exemple, dans l'industrie textile, en 1912, sur 870.000 ouvriers il y avait 453.000 femmes, c'est-à-dire plus de 52%. Pendant les années de guerre, le nombre des ouvrières augmenta énormément.

Quant au travail des enfants il fleurit dans beaucoup de pays, malgré l'interdiction. Dans le pays capitaliste le plus avancé, en Amérique, on le rencontre à chaque pas.

La conséquence, c'est la désagrégation des familles ouvrières. Dès que la femme et quelquefois l'enfant sont pris par la fabrique, il n'y a plus de vie de famille !

Lorsqu'une femme devient ouvrière de fabrique, elle subit, comme l'homme, toutes les horreurs du chômage. Elle est mise, elle aussi, à la porte par le capitaliste ; elle entre, elle aussi, dans les rangs de l'armée industrielle de réserve ; elle peut, tout comme un homme, descendre dans les bas-fonds. À cette situation est liée *la prostitution* qui consiste pour elle à se vendre au premier homme rencontré dans la rue. N'ayant rien à manger, sans travail, chassée de partout, elle est contrainte de trafiquer de son corps ; et même lorsqu'elle a du travail, son salaire est si misérable qu'elle est obligée de l'augmenter grâce au même trafic. Et elle se fait vite à sa nouvelle profession. Ainsi se crée la couche des prostituées professionnelles.

Dans les grandes villes, les prostituées sont très nombreuses. Des villes comme Hambourg ou Londres comptent des dizaines de milliers de ces malheureuses. Le capital en tire une source de revenus par la création de grands lupanars organisés d'une manière capitaliste. Il existe un large commerce international d'esclaves blanches, dont les villes d'Argentine sont le centre. La plus affreuse prostitution est celle des enfants, qui fleurit dans toutes les villes d'Europe et d'Amérique.

Ainsi, dans la société capitaliste, à mesure qu'on invente de nouvelles machines et de plus perfectionnées, qu'on construit des fabriques de plus en plus vastes et que la productivité s'accroît, augmentent parallèlement la pression du capital, la misère et les souffrances de l'armée industrielle de réserve, la dépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de ses exploités.

Si la propriété n'existait pas et si tout appartenait à tous, le tableau serait tout autre. Les hommes réduiraient tout simplement leur journée de travail, ménageraient leurs forces, économiseraient leur peine, songeraient à leur repos. Mais quand le capitaliste introduit les machines, il ne pense qu'au *profit* ; il ne réduit pas la journée de travail, il y perdrait. Sous la domination du capital, la machine ne libère pas l'homme, elle le rend esclave.

Avec le développement du capitalisme, une partie toujours plus grande du capital est consacrée aux machines, appareils, constructions de toute sorte, aux gigantesques bâtiments, aux énormes hauts-fourneaux, etc. ; au contraire, une partie toujours plus petite va au salaire des ouvriers. Quand on travaillait à domicile, la dépense pour les établis et autres outils n'était pas grande : presque tout le capital passait dans le salaire. Maintenant, c'est le contraire : la plus grande partie est destinée aux bâtiments et aux machines. Et cela signifie que la demande de *main-d'œuvre* augmente moins vite que le nombre des gens ruinés, devenus des prolétaires. Plus la technique se développe, sous le capitalisme, et plus augmente la pression du capital sur la classe ouvrière, car il devient de plus en plus difficile de trouver du travail.

16. *L'anarchie de la production, la concurrence et les crises*

La misère de la classe ouvrière croît au fur et à mesure du développement de la technique qui, sous le capitalisme, au lieu d'être utile à tous, rapporte du profit au capital, mais amène le chômage et la ruine chez beaucoup d'ouvriers. Et cette misère augmente encore pour d'autres raisons.

Nous avons vu plus haut que la société capitaliste est très mal construite. La propriété privée y règne, sans aucun plan général. Chaque fabricant dirige son entreprise indépendamment des autres. Au contraire, il dispute aux autres l'acheteur : il est en « concurrence » avec eux.

Cette lutte s'affaiblit-elle ou s'accroît-elle avec le développement du capitalisme ? À première vue, il peut sembler qu'elle s'affaiblit. En effet, le nombre des capitalistes diminue sans cesse ; les gros mangent les petits; autrefois, c'était par dizaines de mille que luttaient entre eux les entrepreneurs, la concurrence était féroce; aujourd'hui les rivaux étant bien moins nombreux, la lutte devrait être moins acharnée, pourrait-on croire. En réalité, il n'en est rien. C'est exactement le contraire qui est vrai. Les rivaux, certes, sont moins nombreux, mais chacun d'eux est devenu *plus gros et plus puissant*. Et leur lutte est devenue non pas moindre, mais plus grande, non pas plus calme, mais plus acharnée. Que, dans chaque pays, il n'y ait plus qu'une poignée de capitalistes, et la lutte entre ces pays capitalistes éclatera. Nous en sommes arrivés finalement là. La rivalité a lieu actuellement entre d'énormes associations de capitalistes, entre leurs États. Et ils ne luttent pas seulement à coups de baisse de prix, mais aussi avec la force armée. La concurrence, au fur et à mesure du développement du capitalisme, ne diminue que le nombre des rivaux, mais elle devient toujours plus acharnée et plus destructrice⁶ !

Il est nécessaire de souligner encore un symptôme, celui qu'on appelle *les crises*. Que sont ces crises ? Voici : Un beau jour, on s'aperçoit que telles marchandises ont été produites en quantités beaucoup trop grandes. Les prix baissent, car il n'y a pas d'écoulement. Les entrepôts regorgent de produits qui ne peuvent être vendus : il n'y a pas d'acheteurs ; et à côté de cela, il y a beaucoup d'ouvriers affamés, ne touchant plus que des salaires infimes et pouvant encore moins acheter que d'ordinaire. Alors c'est la misère. Dans une branche de production, ce sont d'abord les moyennes et les petites entreprises qui font faillite et ferment leurs portes ; après, c'est le tour des grandes. Mais chaque industrie dépend d'une autre, toutes sont clientes les unes des autres. Par exemple, les entreprises de confection achètent le drap dans les fabriques de drap, celles-ci s'approvisionnent dans les filatures de laine, etc. Les entreprises de confection, une fois en faillite, comme il n'y a plus personne pour acheter aux drapiers, l'industrie textile périclité, puis c'est la production de la laine. Partout fabriques et usines commencent à fermer ; des dizaines de milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé, le chômage augmente démesurément, la vie des ouvriers empire. Et pourtant, il y a des quantités de marchandises et les entrepôts fléchissent sous leur poids. Il en fut souvent ainsi avant la guerre ; l'industrie prospérait, les affaires des fabricants marchaient admirablement ; tout à coup, c'était la faillite, la ruine, le chômage, la stagnation dans les affaires ; puis la situation s'améliorait, les affaires redevenaient brillantes ; puis de nouveau la faillite, et ainsi de suite.

Comment expliquer cette situation insensée où les hommes, parmi les richesses et le superflu, deviennent des mendiants ?

La réponse n'est pas si simple que cela. Nous avons déjà vu que, dans la société capitaliste, règne la confusion, *l'anarchie dans la production*. Chaque entrepreneur produit pour son compte, à ses risques et périls. Il arrive tôt ou tard, avec un tel mode de production, qu'il y a trop de marchandises produites (surproduction). Quand on fabriquait des produits et non des marchandises, c'est-à-dire quand la production n'était pas destinée au marché, la surproduction n'était pas dangereuse. Il en est tout autrement dans la production de marchandises. Là, chaque fabricant, pour acheter les matières nécessaires à sa fabrication ultérieure, doit vendre d'abord ses propres marchandises. Une fois la machine arrêtée en un seul endroit, il y a, grâce à l'anarchie dans la production, répercussion immédiate d'une branche à l'autre.

⁶ Pour les détails, voir plus loin, p. 97 et suite, le chapitre sur la guerre impérialiste.

Une crise générale éclate. Ces crises sont très destructives. Quantité de marchandises périssent. Les vestiges de la petite industrie sont comme balayés par un balai de fer. Même les grandes firmes souvent ne peuvent pas résister et périssent en partie.

Certaines fabriques ferment complètement, d'autres réduisent leur production, ne travaillent pas tous les jours de la semaine, d'autres enfin ferment momentanément. Le nombre des chômeurs augmente. L'armée industrielle de réserve s'accroît, augmentant la misère et l'oppression de la classe ouvrière. Pendant la crise, la condition de la classe ouvrière, déjà mauvaise, devient encore pire.

Voici quelques chiffres sur la crise de 1907-1910 qui embrassa l'Europe et l'Amérique, en un mot, tout l'univers capitaliste. Aux États-Unis, le nombre des chômeurs faisant partie des syndicats augmenta de la façon suivante : en juin 1907, 8,1%; en octobre, 18,5%; en novembre, 22%; en décembre, 32,7% (dans le Bâtiment : 42%; dans la Confection : 43,6%; dans les Tabacs : jusqu'à 55%); il va de soi que le chômage total (y compris les ouvriers non syndiqués) a été encore plus grand. En Angleterre, le nombre des chômeurs constituait, pendant l'été de 1907, 3,4 à 4%; en novembre, il atteignait 5%, en décembre 6,1%, en juin 1908 il s'élevait à 8,2%. En Allemagne, vers janvier 1908, le nombre des chômeurs était le double des années précédentes. De même dans les autres pays.

Pour ce qui est de la réduction de la production, la fabrication de la fonte est tombée, aux États-Unis, de 26 millions de tonnes en 1907 à 16 millions de tonnes en 1908.

Pendant la crise, les prix baissent. Alors, messieurs les capitalistes, pour ne pas perdre leur profit, ont recours au sabotage. En Amérique, par exemple, ils laissaient s'éteindre les hauts-fourneaux. Plus curieuse encore la manière de faire des planteurs de café, au Brésil. Pour maintenir les hauts prix, ils jetaient à la mer des sacs de café. À l'heure qu'il est, le monde entier souffre de la faim et du manque de produits, et c'est le résultat de la guerre engendrée par le capitalisme. Or, en temps de paix, le capitalisme étouffait sous l'abondance des produits qui ne pouvaient être utiles aux ouvriers, faute d'argent dans les poches de ces derniers. De tout ce superflu, l'ouvrier n'obtenait qu'une chose : le chômage avec toutes ses horreurs.

17. Le développement du capitalisme et les classes ; l'aggravation des antagonismes de classes

Nous avons vu que la société capitaliste souffre de deux maux essentiels : d'abord, elle est « anarchique » (elle manque d'organisation) ; ensuite, elle est composée de *deux* sociétés (classes) ennemies. Nous avons vu également qu'avec le développement du capitalisme, l'anarchie de la production, qui se manifeste par la concurrence, amène une aggravation, une désorganisation, une ruine toujours plus grande. La désagrégation de la société, loin de diminuer, augmente. De même s'élargit et s'approfondit le fossé qui divise la société en deux parties, en classes. D'un côté, chez les capitalistes, s'accumulent toutes les richesses de la terre ; de l'autre, dans les classes opprimées, il n'y a que misères, souffrances et larmes. L'armée industrielle de réserve embrasse des couches d'hommes découragés, abrutis, dénués de toute ressource. Mais même ceux qui ne chôment pas se distinguent, par leur manière de vivre, toujours davantage des capitalistes. La différence entre le prolétariat et la bourgeoisie *ne cesse de croître*. Jadis, il y avait toutes sortes de capitalistes moyens et petits dont beaucoup étaient très près des ouvriers et ne vivaient guère mieux qu'eux. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les gros manitous vivent comme personne n'aurait osé le rêver jadis. Certes, la situation des ouvriers, avec le développement du capitalisme, s'est améliorée ; jusqu'au commencement du XX^e siècle les salaires, en général, allaient en augmentant. Mais dans ce même laps de temps, le *profit* du capitalisme *croissait plus rapidement encore*. Actuellement la masse ouvrière est aussi éloignée du capitaliste que la terre du ciel. Plus le capitalisme se développe, plus s'élève la petite poignée de capitalistes richissimes,

et plus profond devient l'abîme entre cette poignée de rois sans couronne et les millions de prolétaires asservis.

Nous avons dit que si le salaire augmente, le profit augmente bien plus rapidement, et que, par suite, le fossé entre les deux classes s'élargit toujours. Cependant, depuis le commencement du XX^e siècle, les salaires ne montent plus ; au contraire, ils baissent. Dans ce même temps, les profits ont augmenté comme jamais auparavant, de sorte que, dans ces derniers temps, l'inégalité sociale s'est aggravée avec une rapidité extraordinaire. Cette inégalité croissante ne pouvait manquer d'amener tôt ou tard un conflit entre ouvriers et capitalistes. Si la différence entre eux allait diminuant, si la situation matérielle des ouvriers se rapprochait de celle des capitalistes, la paix pourrait régner un jour sur terre. Mais, en fait, dans la société capitaliste, les ouvriers ne se rapprochent pas des capitalistes, mais s'en éloignent tous les jours. Et cela signifie que la *lutte de classe* entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peut que s'aggraver irrémédiablement.

*Les savants bourgeois avaient fortement combattu ce point de vue. Ils voulaient prouver que la situation des ouvriers, dans la société capitaliste, s'améliorait de plus en plus. Après eux, les socialistes de droite ont embouché la même trompette. Les uns et les autres prétendent que les ouvriers s'enrichiront peu à peu et pourront devenir eux-mêmes de petits capitalistes. Cette opinion s'est bientôt révélée fausse. En réalité, la situation des ouvriers par rapport à celle des capitalistes a été de mal en pis. En voici la preuve par un exemple emprunté au pays capitaliste le plus avancé, aux États-Unis. Si nous évaluons à 100 la force d'achat du gain ouvrier (c'est-à-dire la quantité de produits que l'ouvrier peut acheter), en tenant compte des prix des denrées, dans les années 1890-1899, la force d'achat du **salaire** a été successivement de :*

En 1890: 98,6.

En 1895: 100,6.

En 1900: 103,0.

En 1905: 101,4.

En 1907: 101,5.

C'est dire que le niveau de vie des travailleurs ne s'est presque pas élevé, qu'il est resté presque stationnaire. L'ouvrier achetait autant de nourriture, de vêtements, etc. en 1890 que dans les années suivantes. Sa force d'achat n'avait monté que de très peu : 3%. Mais, dans le même temps, les millionnaires américains (les plus gros industriels) encaissaient des profits énormes, et la plus-value qu'ils empochaient grossissait démesurément. Naturellement, le niveau de vie des capitalistes s'accroissait aussi en même temps.

La *lutte de classes* s'appuie sur les antagonismes d'intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ils sont aussi irréconciliables que ceux entre les loups et les moutons. Chacun comprendra facilement qu'il est de l'intérêt du capitaliste de faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible et de les payer le moins cher possible ; au contraire, l'ouvrier a tout intérêt à travailler le moins possible et à toucher le plus possible. Aussi, dès l'apparition de la classe ouvrière, la lutte ne pouvait manquer de s'engager pour *l'élévation des salaires et la réduction de la journée de travail*.

Cette lutte n'a jamais cessé et ne cessera jamais complètement. Cependant, elle n'a pas limité son objet à quelques centimes de salaire en plus. Partout où s'est développé le régime capitaliste, les masses sont arrivées à la conviction qu'il était nécessaire d'en finir avec le capitalisme lui-même. Les ouvriers commencèrent à réfléchir au moyen de substituer à ce régime abhorré un régime de travail juste et fraternel. Ainsi prit naissance le *mouvement communiste de la classe ouvrière*.

La lutte ouvrière a été souvent accompagnée de défaites. Mais le régime capitaliste porte en lui-même la victoire finale du prolétariat. Pourquoi ? Mais parce que le développement capitaliste entraîne la transformation en prolétaires de larges couches populaires ! La victoire du

grand capital, c'est la ruine de l'artisan, du commerçant, du paysan ; elle grossit sans cesse les rangs des ouvriers salariés. Le prolétariat *augmente en nombre* à chaque avance du développement capitaliste. Mais le développement de ce régime ruine des dizaines de milliers, des millions de petits patrons et de paysans, foulés aux pieds par les capitalistes. Par là même augmente le nombre des prolétaires, des ennemis du régime capitaliste. Mais la classe ouvrière ne devient pas seulement plus nombreuse, elle devient, en outre, toujours *plus solidaire*, car en même temps que le capitalisme se développent aussi les grandes usines. Et chaque grande usine réunit dans ses murs des milliers, parfois des dizaines de milliers d'ouvriers travaillant côte-à-côte. Ils voient comment l'entrepreneur capitaliste les exploite. Ils voient que l'ouvrier est, pour un autre ouvrier, un ami et un camarade. Dans le travail, les ouvriers, réunis par l'usine, apprennent à agir en commun. Il leur est plus facile de se mettre d'accord. C'est pourquoi, avec le développement du capitalisme, augmentent non seulement le nombre, *mais la solidarité* de la classe ouvrière.

À mesure que les fabriques se multiplient et que le capitalisme se développe, les artisans, les campagnards travaillant à domicile, les paysans se ruinent, et les villes énormes, aux millions d'habitants, s'accroissent plus rapidement. À la fin, sur une étendue relativement petite — dans les grandes villes — se rassemblent de grandes masses populaires, dont l'immense majorité est formée par le prolétariat des usines. Il remplit les quartiers malpropres et enfumés, tandis que la poignée des maîtres qui possèdent tout habite dans de luxueux hôtels. Cette poignée devient toujours moins nombreuse. Le nombre des ouvriers grandit, et ils se lient entre eux toujours plus étroitement.

Dans ces conditions, l'aggravation inévitable de la lutte se terminera nécessairement par la victoire de la classe ouvrière. Tôt ou tard, la classe ouvrière entrera en conflit aigu avec la bourgeoisie, la précipitera de son trône, détruira son État de proie et édifiera un ordre nouveau, l'ordre du travail, l'ordre communiste. Ainsi, le capitalisme, dans son développement, mène inévitablement à la *Révolution communiste du prolétariat*.

La lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie a pris des formes diverses. Les trois formes principales de l'organisation ouvrière qui ont surgi dans cette lutte sont : les syndicats, qui groupent les ouvriers d'après leur profession ; les coopératives, surtout les coopératives de consommation, qui ont pour but la suppression des intermédiaires ; enfin, les partis politiques de la classe ouvrière (socialistes ou social démocrates, et communistes) qui inscrivent dans leurs programmes la lutte pour le pouvoir politique de la classe ouvrière. Plus la lutte entre les classes s'aggravait, et plus devaient s'unir ces formes du mouvement ouvrier pour atteindre le but commun : le renversement de la domination bourgeoise. Ceux des chefs du mouvement ouvrier qui jugeaient le mieux la situation ont toujours hésité pour une union étroite et une collaboration de toutes les organisations ouvrières. Ils disaient, par exemple, qu'il fallait l'unité d'action entre les syndicats et le parti politique du prolétariat, et que, par conséquent, les syndicats ne sauraient être « neutres » (c'est-à-dire indifférents en matière politique), mais doivent marcher avec le parti de la classe ouvrière.

Dans ces derniers temps, le mouvement ouvrier a créé de nouvelles formes, très importantes, comme les Conseils d'ouvriers. Nous en reparlerons plus tard.

De ces observations sur le développement du régime capitaliste, nous pouvons, sans risque de nous tromper, déduire ce qui suit : *le nombre des capitalistes diminue, mais ils deviennent de plus en plus riches et de plus en plus puissants ; le nombre des ouvriers croît continuellement et leur solidarité grandit en même temps, mais pas dans les mêmes proportions ; la différence entre l'ouvrier et le capitaliste devient de plus en plus grande. Par conséquent, le développement du capitalisme conduit à un conflit inévitable de ces classes, c'est-à-dire à la Révolution communiste.*

18. La concentration et la centralisation du capital sont des conditions de réalisation du régime communiste

Le capitalisme, ainsi que nous l'avons vu, creuse lui-même sa propre tombe, parce qu'il engendre ses propres fossoyeurs : les prolétaires ; plus il se développe, plus il multiplie le nombre de ses ennemis mortels, et plus il les réunit contre lui-même. Mais il prépare également le terrain pour une nouvelle organisation économique, fraternelle et communiste.

En effet, nous avons vu plus haut (§ 11. *Le Capital*) que le capital croît sans cesse. Une partie de la plus-value que le capitaliste arrache à l'ouvrier est ajoutée au capital, qui devient ainsi plus grand. Mais le capital une fois accru, on peut élargir la production. Cette augmentation du capital, sa croissance dans les mêmes mains s'appelle *accumulation* ou *concentration du capital*.

Nous avons vu également⁷ qu'au fur et à mesure du développement capitaliste, petite et moyenne production sont anéanties ; les industriels et les commerçants, petits et moyens, sont ruinés, sans parler des artisans : tous sont dévorés par le gros capital. Ce que possédaient les petits et moyens capitalistes, — leurs capitaux, — s'échappe de leurs mains, et, par différents chemins, se concentre dans celles des grands brigands, accroissant ainsi le capital de ces derniers. Ainsi, le capital, partagé jadis entre plusieurs possesseurs, se rassemble dans une seule main, dans un seul poing victorieux. Cette concentration du capital, autrefois dispersé, s'appelle la *centralisation du capital*.

La concentration et la centralisation du *capital*, c'est-à-dire son accumulation dans un petit nombre de mains, ne signifie pas encore la concentration et la centralisation de la *production*. Supposons que le capitaliste ait acheté, avec la plus-value accumulée, la petite fabrique de son voisin et l'ait fait travailler comme par le passé. Il y a bien accumulation, mais la production reste ce qu'elle était. Cependant, d'ordinaire, le capitaliste transforme alors la production, l'élargit et agrandit les fabriques elles-mêmes. Il n'y a plus seulement accroissement du capital, mais aussi de *la production elle-même*. La production devient énorme, emploie quantité de machines, réunit des milliers d'ouvriers. Il arrive qu'une douzaine de très grandes fabriques satisfasse aux besoins de tout un pays. Dans ce cas, les ouvriers produisent pour toute la société, le travail, comme on dit, est *socialisé*. Mais la direction et le profit appartiennent au capitaliste.

Cette centralisation et cette concentration de la production rendent également possible une *production véritablement fraternelle*, mais seulement après la Révolution prolétarienne. En effet, si cette concentration de la production n'existait pas et si le prolétariat prenait le pouvoir alors que la production est dispersée entre des centaines de milliers de tout petits ateliers où ne travaillent que deux ou trois ouvriers, il serait impossible d'organiser ces ateliers sur une base sociale. Plus le capitalisme est développé, plus la production est centralisée, et plus il est facile au prolétariat, après sa victoire, de diriger la production.

Donc, non seulement le capitalisme engendre ses ennemis et mène à la Révolution communiste, mais encore il crée la base économique pour la réalisation du régime communiste.

⁷ Cf. plus haut, et § 14.

3 LE COMMUNISME ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT

19. Caractéristiques du régime communiste

Nous avons vu pourquoi doit disparaître le régime capitaliste (et nous le voyons disparaître sous nos yeux). Il périclète parce qu'il contient en lui deux contradictions fondamentales : d'un côté, *l'anarchie de la production*, qui conduit à la concurrence, aux crises, aux guerres ; d'un autre côté, son caractère de classe, qui a pour conséquence inévitable la lutte de classes. La société capitaliste est comme un mécanisme mal ajusté, où une partie accroche toujours l'autre⁸. C'est pourquoi, tôt ou tard, cette machine doit *inévitablement* se briser.

Il faut, et c'est clair, que la nouvelle société soit plus solidement organisée que le capitalisme. Une fois que les contradictions fondamentales du capitalisme auront fait sauter le régime, il faut que, sur ses ruines, se forme une société nouvelle qui ignore les contradictions de l'ancienne. Les traits caractéristiques de la société communiste sont les suivants :

1. Elle doit être *organisée*, c'est-à-dire qu'elle ne doit : Contradictions principales du régime capitaliste. comporter ni anarchie dans la production, ni concurrence des entreprises privées, ni guerres, ni crises ;
2. Elle ne doit pas être une société de classes, composée de deux moitiés en lutte éternelle l'une avec l'autre et dont l'une est exploitée par l'autre.

Une société sans classes et où toute la production est organisée ne peut être qu'une *société fraternelle, la société du travail, la société communiste*.

Examinons cette société de plus près. Le fondement de la société communiste, c'est *la propriété commune des moyens de production et d'échange*, c'est-à-dire que les machines, les appareils, les locomotives, les bateaux à vapeur, les bâtiments, les entrepôts, les élévateurs, les mines, le télégraphe et le téléphone, la terre et le bétail, sont la possession de la société qui en dispose. Ce n'est ni un capitaliste particulier, ni une association de quelques gens riches qui ont le droit d'en disposer, mais la société tout entière. Qu'est-ce que cela veut dire : la société tout entière ? Cela veut dire non pas *une classe* particulière, mais *tous les hommes* constituant la société. Dans ces conditions, la société se transforme en une immense communauté fraternelle. Là, ni dispersion de la production, ni anarchie. Au contraire, seul un tel régime permettra d'organiser la production. Là, point de lutte ni de concurrence entre les entrepreneurs, car toutes les fabriques, usines, mines, etc., ne sont, dans la société communiste, que les différentes sections d'un grand atelier populaire embrassant toute l'économie générale. Il va sans dire qu'une aussi formidable organisation suppose un *programme* général de la production. Si toutes les fabriques, toute la culture forment une immense association, il faut évidemment calculer exactement comment répartir les forces de travail entre les différentes branches de l'industrie ; quels produits il faut fabriquer et en quelle quantité ; comment et où diriger les forces techniques, et ainsi de suite. Tout cela doit être calculé d'avance, au moins approximativement, et il faut dans l'exécution se conformer au plan tracé. C'est bien ainsi que se traduit *l'organisation* de la production communiste. Sans un plan général et une direction commune, sans un calcul exact, il n'y a pas d'organisation. Dans le régime communiste, tout cela existe.

Mais l'organisation seule ne suffit pas. L'essentiel, c'est qu'elle soit une organisation fraternelle de *tous* les membres de la société. Le régime communiste, son caractère organisateur mis à part, se distingue encore par ce fait qu'il *supprime l'exploitation*, qu'il abolit *la division de la société en classes*. Car on peut se représenter l'organisation de la production, par exemple, de la façon suivante : une poignée de capitalistes possède tout, mais le possède en commun ; la production est organisée, les capitalistes ne se combattent plus, ne se font plus concurrence, mais soutirent ensemble de la plus-value à leurs ouvriers, devenus des demi-esclaves. Là, il y a bien organisation, mais il y a aussi *exploitation* d'une classe par une autre. Là, il y a bien propriété commune des moyens de production, mais dans l'intérêt d'une seule classe, *la classe capitaliste*. Ce n'est donc point-là du communisme, bien qu'il y ait organisation de la production.

⁸ Cf. plus haut et § 13

Une pareille organisation sociale ne supprimerait qu'une des contradictions fondamentales du capitalisme : l'anarchie de la production, mais elle renforcerait l'autre : la division de la société en deux camps ; la lutte de classe s'accroîtrait encore. Cette société ne serait organisée qu'à moitié : la séparation en classes n'y serait pas abolie. La société communiste n'organise pas seulement la production, elle libère aussi les hommes de l'oppression d'autres hommes. Elle est intégralement organisée.

Le caractère social de la production communiste se manifeste dans tous les détails de son organisation. Dans le régime communiste, par exemple, il n'y aura pas de directeurs perpétuels d'usines, où des gens passent toute leur vie sur le même travail. Aujourd'hui, il en est ainsi. Un cordonnier fait toute sa vie des chaussures et ne voit rien en dehors de ses formes ; le pâtissier fait toute sa vie des gâteaux ; le directeur de fabrique ne fait que diriger et commander ; quant au simple ouvrier, il lui faut, sa vie durant, obéir et exécuter les ordres des autres. Rien de pareil dans la société communiste. Là, tous les hommes jouissent d'une large culture et sont au courant de toutes les branches de la production ; aujourd'hui, j'administre, je calcule combien il faudra fabriquer, pour le mois prochain, de pantoufles ou de petits pains ; demain, je travaille dans une savonnerie, la semaine suivante, peut-être, dans une serre de la ville, et trois jours après, dans une station électrique. Cela ne sera possible que lorsque tous les membres de la société jouiront d'une instruction convenable.

20. La répartition en régime communiste

Le mode communiste de production ne suppose pas non plus la production pour le marché, mais pour les besoins. Seulement, chacun ne travaille pas pour soi, c'est toute la communauté géante qui travaille pour tous. Il n'y a pas ici de *marchandises*, mais seulement des *produits*. Ces produits ne sont pas échangés les uns contre les autres, ils ne sont ni achetés, ni vendus. Ils sont tout simplement déposés dans les entrepôts communaux et livrés à ceux qui en ont besoin. Aussi, nul besoin d'argent. « Comment ferez-vous ? Allez-vous demander. L'une prendra trop et l'autre pas assez. Quel avantage y aura-t-il à cette répartition ? » Ajoutons encore ceci : Au début, pendant les 20 ou 30 premières années, peut-être faudra-t-il établir certaines règles : par exemple, tels produits seront seulement délivrés d'après certaines indications sur le livret de travail ou contre présentation de la carte de travail. Mais plus tard, une fois la société communiste consolidée et développée, tout cela sera superflu. Tous les produits seront abondants, toutes les plaies seront depuis longtemps fermées et chacun pourra prendre autant qu'il lui faudra. Mais les hommes n'auront-ils point intérêt à prendre plus qu'ils n'auront besoin ? Mais non. Personne, aujourd'hui même, n'aurait l'idée de payer, dans un tramway, trois places, pour n'en occuper qu'une et laisser vides les deux autres ; ce besoin n'existe pas. Il en sera de même pour tous les produits. Chacun retirera de l'entrepôt communal ce dont il a besoin, et tout sera dit. Vendre son surplus, personne n'y aura intérêt, car chacun pourra prendre ce qu'il lui faut. De plus, l'argent n'aura pas de valeur. Donc, au début de la société communiste, les produits seront vraisemblablement distribués d'après le travail accompli et, plus tard, tout simplement d'après les besoins des membres de la communauté.

On dit très souvent que dans la société future, sera réalisé le droit de chacun au produit intégral de son travail : chacun recevra ce qu'il aura gagné. C'est inexact et ne pourra jamais être entièrement réalisé. Si chacun recevait tout ce qu'il a gagné, il serait impossible de développer la production, de l'étendre et de l'améliorer. Il faudra toujours qu'une partie du travail accompli serve à l'extension et au perfectionnement de la production. Si nous mangions ou usions tout ce que nous avons produit, on ne pourrait point fabriquer de machines : elles ne sont ni mangées, ni portées, n'est-ce pas ? Chacun comprend que la vie s'améliore par le développement et le perfectionnement des machines. Il en résulte qu'une partie du travail qui y est inclus n'est pas rendue à celui qui l'a exécuté. Donc, il ne sera jamais possible de donner à chacun le produit intégral de son travail. Et ce n'est pas du tout nécessaire. Avec de bonnes machines, la production sera organisée de telle sorte que tous les besoins seront satisfaits.

Ainsi, au début, la répartition des produits sera faite d'après le travail accompli (mais non d'après le « produit intégral du travail »), et plus tard, quand tout sera en abondance, d'après les besoins.

21. L'administration en régime communiste

Dans la société communiste, il n'y aura pas de classes. Mais, s'il n'y a pas de classes, il n'y aura pas non plus d'État. Nous avons déjà dit que l'État est l'organisation de classe du pouvoir ; l'État a toujours été employé par une classe contre une autre ; si l'État est bourgeois, il est dirigé contre le prolétariat ; s'il est prolétarien, il est dirigé contre la bourgeoisie. Mais dans le régime communiste, il n'y a ni prolétaires, ni capitalistes, ni ouvriers salariés : il n'y a que de simples humains, des camarades. Il n'y a pas de classes, pas non plus de lutte de classes, pas d'organisation de classe. Par conséquent, il n'y a pas d'État non plus ; l'État n'est d'aucune utilité puisqu'il n'y a pas de lutte de classes, là il n'y a personne à tenir en bride, ni personne pour le faire.

- Mais comment, demandera-t-on, pourra fonctionner, sans direction aucune, une organisation si formidable ? Qui élaborera le plan de la production sociale ? Qui répartira les forces ouvrières ? Qui calculera les recettes et les dépenses communes ? Bref, qui veillera au maintien de l'ordre ?

La réponse n'est pas difficile. La direction centrale incombera à divers bureaux de comptabilité et offices de statistique. C'est là que, jour par jour, seront tenus les comptes de toute la production et de tous ses besoins ; c'est là qu'on indiquera où il y a lieu d'augmenter ou de diminuer le nombre d'ouvriers et combien il faudra travailler. Et comme chacun, dès son enfance, étant habitué au travail en commun, comprendra que ce travail est nécessaire et que la vie est bien plus facile lorsque tout marche d'après un plan, on travaillera tous d'après les instructions de ces bureaux et offices. Plus besoin de ministres spéciaux, ni de police, ni de prisons, ni de lois, ni de décrets, ni de rien. De même que les musiciens dans un orchestre suivent le bâton du chef et se règlent sur lui, de même les hommes suivront les tableaux de statistique et y conformeront leur travail.

Il n'y aura donc plus d'État. Plus de groupe ou de classe qui soit au-dessus des autres. De plus, dans ces bureaux de comptabilité, aujourd'hui travailleront ceux-ci, demain ceux-là. La bureaucratie, le fonctionnarisme permanent disparaîtront. L'État sera mort.

Évidemment, ceci n'aura lieu que dans un régime communiste développé et affermi, après la victoire complète et définitive du prolétariat, et même pas immédiatement après cette victoire. Car la classe ouvrière sera obligée de lutter longtemps encore contre ses ennemis et surtout contre les vestiges du passé : fainéantise, négligence, criminalité, présomption. Il faudra bien deux ou trois générations de gens élevés dans ces nouvelles conditions pour que soient supprimées, par l'État ouvrier, les lois, les peines, la répression et pour que disparaissent toutes les survivances de l'ancien régime capitaliste. Si jusque-là un État ouvrier reste indispensable, dans ce régime développé où auront déjà disparu les dernières traces du capitalisme, le pouvoir politique du prolétariat mourra également. Le prolétariat lui-même se fondra avec toutes les autres couches sociales, car toutes auront pris, petit à petit, l'habitude du travail en commun, et dans 20 ou 30 ans, il y aura un autre monde, d'autres hommes et d'autres mœurs.

22. Le développement des forces productives dans le régime communiste (les avantages du communisme)

Le régime communiste, après avoir vaincu et guéri toutes les blessures, fera rapidement progresser les forces productives. Cette accélération des forces productives sera due aux raisons suivantes :

Premièrement, une grande quantité d'énergie humaine, jadis dépensée pour la *lutte de classe*, sera rendue libre. Représentons-nous combien se perdent présentement de force nerveuse, d'énergie, de travail, pour la politique, les grèves, les soulèvements et leur répression, la justice,

la police, le pouvoir d'État, pour les efforts journaliers d'un côté comme de l'autre ! La lutte de classes engloutit énormément de forces et de moyens. Toutes ces forces seront libérées ; les hommes ne se combattront plus les uns les autres. Les forces libérées serviront au travail productif.

Deuxièmement : Les forces et les moyens qui sont détruits ou dépensés pour la concurrence, les crises, les guerres, seront conservés. Si l'on tient compte des seules pertes de guerre, cela représente déjà des sommes énormes. Et combien coûtent à la société la lutte entre vendeurs, la lutte entre acheteurs, la lutte des vendeurs contre les acheteurs ! Que de produits périssent inutilement dans les crises ! Combien de dépenses inutiles d'énergie proviennent du manque d'organisation et du désordre dans la production ! Toutes ces forces, perdues aujourd'hui, seront conservées dans la société communiste.

Troisièmement : L'organisation et un plan rationnel, non seulement empêchent les dépenses superflues (la grande industrie économise de plus en plus), mais permettent d'améliorer la technique. On produira dans les usines les plus grandes, avec les moyens techniques les meilleurs. Car, même en régime capitaliste, il y a des limites à l'introduction des machines. Le capitalisme n'a recours aux machines que lorsque la force de travail à bon marché lui manque. Dans le cas contraire, il n'a pas besoin des machines : il encaisse sans elles un beau profit. La machine ne lui est nécessaire que quand elle lui économise la force de travail coûteuse. Et comme, en général, en régime capitaliste, la force de travail n'est pas chère, la misère de la classe ouvrière devient un obstacle à l'amélioration technique. Cela se manifeste surtout dans l'agriculture, où la force de travail ayant toujours été bon marché, le développement du machinisme est très lent. En société *communiste*, il s'agit non du profit, mais des travailleurs eux-mêmes. Toute amélioration y est immédiatement saisie au vol et réalisée. Le communisme ne suit pas les voies du capitalisme. Les inventions techniques, en régime communiste, progresseront également, car tous les travailleurs recevront une bonne instruction, et ceux qui actuellement succombent de misère (par exemple, les ouvriers bien doués) pourront développer entièrement leurs aptitudes.

La société communiste éliminera le *parasitisme*, c'est-à-dire l'existence de consommateurs qui ne font rien et vivent aux dépens des autres. Tout ce qui, en société capitaliste, est gaspillé, mangé et bu par les capitalistes, servira, dans la société communiste, à la production ; les capitalistes, avec leurs laquais et leur suite, les prêtres, les prostituées, etc., disparaîtront, et tous les membres de la société feront un travail productif.

Le mode communiste de production signifie un développement énorme des forces productives, de sorte que chaque travailleur aura moins à faire. La journée de travail deviendra de plus en plus courte, et les hommes seront libérés des chaînes imposées par la nature. Quand l'homme ne dépensera que peu de peine pour se nourrir et se vêtir, il consacra une grande partie de son temps à son développement intellectuel. La culture humaine s'élèvera à une hauteur jamais atteinte. Elle deviendra une culture générale vraiment humaine et non une culture de classe. En même temps que l'oppression de l'homme par l'homme, le joug de la nature sur l'homme disparaîtra. L'humanité mènera alors, pour la première fois, une vie vraiment raisonnable, au lieu d'une vie bestiale.

Les adversaires du communisme l'ont toujours représenté comme un partage égalitaire. Ils disent que les communistes veulent tout confisquer et tout partager entre tous d'une façon égale : la terre et les autres moyens de production, ainsi que les moyens de consommation. Rien n'est plus stupide qu'un tel racontar. D'abord, un partage général est impossible : on peut partager la terre, le bétail, l'argent. Mais on ne peut partager les chemins de fer, les machines, les bateaux à vapeur, les appareils compliqués, etc., etc... Ceci d'abord. Ensuite, ce partage ne réalise aucun progrès, mais il fait, au contraire, régresser l'humanité. Il signifierait la formation d'une masse de petits propriétaires. Or nous savons que de la petite propriété et de la concurrence entre petits propriétaires naît la grande propriété. Si donc le partage général était réalisé, l'histoire recommencerait et les hommes chanteraient à nouveau la vieille chanson.

Le communisme (ou socialisme) prolétarien est une grande économie commune, fraternelle. Il découle de tout le développement de la société capitaliste et de la situation du prolétariat dans cette société. Du communisme il faut distinguer⁹ :

- 1. Le Socialisme lumpenprolétarien** (l'Anarchisme). *Les anarchistes reprochent aux communistes de conserver le pouvoir de l'État dans la société future. C'est inexact, nous l'avons vu. La vraie différence consiste en ce que les anarchistes consacrent plus d'attention à la répartition qu'à la production ; ils se représentent l'organisation, non comme une grande organisation économique fraternelle, mais comme une multitude de petites communes « libres », s'administrant elles-mêmes.*

Il est évident qu'un pareil régime ne saurait libérer l'humanité du joug de la nature : les forces productives n'y pourraient atteindre le niveau atteint en régime capitaliste, car l'anarchie n'accroît pas la production mais la disperse. Rien d'étonnant si, dans la pratique, les anarchistes penchent souvent vers le partage des objets de consommation et s'élèvent contre la grande production. Ils reflètent les idées et les aspirations non de la classe ouvrière, mais de ce qu'on appelle le Lumpenprolétariat, le prolétariat des va-nu-pieds qui vit mal sous le capitalisme, mais qui est incapable de tout travail indépendant et créateur.

- 2. Le Socialisme petit-bourgeois** (de la petite bourgeoisie urbaine) : *Il s'appuie non sur le prolétariat, mais sur les artisans en voie de disparition, sur la petite bourgeoisie des villes, et en partie sur les intellectuels. Il proteste contre le grand capital, mais seulement au nom de la « liberté » des petites entreprises. Il est, en général, favorable à la démocratie bourgeoise et opposé à la révolution socialiste, et cherche à atteindre son idéal par la « voie pacifique » : développement des coopératives, des associations de petits producteurs, etc... Sous le régime capitaliste, les coopératives dégénèrent souvent en vulgaires organisations capitalistes, et les coopérateurs eux-mêmes ne se distinguent presque en rien des purs bourgeois.*

- 3. Le Socialisme agraire.** — *Il revêt différentes formes, frisant parfois l'anarchisme paysan. Son trait caractéristique, c'est qu'il ne se représente jamais le socialisme comme une grande économie et qu'il se rapproche beaucoup du partage et du nivellement : en opposition principalement avec l'anarchisme, il réclame un pouvoir fort, à la fois contre le propriétaire foncier et contre le prolétariat ; son programme est la « socialisation des terres » de nos socialistes-révolutionnaires. Ceux-ci veulent éterniser la petite production, ils craignent le prolétariat et la transformation de l'économie populaire en une grande association fraternelle. Du reste, parmi certaines couches paysannes, il existe encore d'autres espèces de socialisme plus ou moins proches de l'anarchisme, qui ne reconnaissent pas le pouvoir de l'État, mais de caractère pacifique (tel le communisme des Sectaires, des Doukhobors, etc.). Ces tendances agraires et paysannes ne pourront disparaître qu'après de longues années, lorsque la classe paysanne aura compris tous les avantages de la grande économie (nous en reparlerons par la suite).*

- 4. Le « Socialisme » esclavagiste et grand-capitaliste.** — *En réalité, il n'y a pas ici ombre de socialisme. Si, dans les trois groupes ci-dessus, on en trouve encore des traces, si on y trouve encore une protestation*

⁹ Ce qui va suivre ne vaut guère que pour la Russie d'avant la révolution. (Note de l'Ed.)

*contre l'oppression, celui-ci n'est qu'un mot destiné à brouiller fallacieusement les cartes. La mode en a été introduite par des savants bourgeois, et après eux par les socialistes conciliateurs (partiellement, même, par Kautsky et Cie). Tel était, par exemple, le « communisme » du philosophe de l'ancienne Grèce, **Platon**. Il consistait en une organisation des maîtres exploitants « en camarades » et « en commun » la masse des esclaves privés de tous droits. Parmi les maîtres, égalité complète et tout en commun. Les esclaves n'ont rien, ils sont transformés en bétail. Il est évident que cela « ne sent même pas » le socialisme. Un même « socialisme » est aujourd'hui prêché par certains professeurs bourgeois sous le nom de « socialisme d'État », avec cette seule différence que les esclaves sont remplacés par le prolétariat moderne et les maîtres par les plus gros capitalistes. En réalité, ici non plus, il n'y a pas ombre de socialisme ; c'est **le capitalisme d'État**, avec son travail obligatoire (nous en reparlerons plus loin).*

Les socialistes bourgeois, agraire et lumpenprolétarien ont un trait commun : toutes ces espèces de socialisme non prolétarien ne tiennent pas compte de la véritable évolution. La marche de l'évolution conduit à l'agrandissement de la production. Or chez eux tout repose sur la petite production. C'est pourquoi ce socialisme n'est qu'un rêve, une « utopie », dont la réalisation reste absolument invraisemblable.

23. La dictature du prolétariat

Pour réaliser le régime communiste, il faut que le prolétariat ait en mains tout le pouvoir, toute la puissance. Il ne pourra renverser le vieux monde tant qu'il ne possédera pas cette puissance, tant qu'il ne sera pas devenu, pour un temps, *la classe dominante*. Il va de soi que la bourgeoisie ne cédera pas ses positions sans lutte. Car le communisme signifie pour elle la perte de son ancienne prédominance, la perte de sa « liberté » de soutirer à l'ouvrier sa sueur et son sang, la perte de son droit au profit, à l'intérêt, à la rente, etc. La révolution communiste du prolétariat, la transformation communiste de la société se heurtent par conséquent à la résistance la plus furieuse des exploiters. La tâche du pouvoir ouvrier est donc de *réprimer* impitoyablement cette résistance. Et comme cette résistance sera inévitablement très forte, il faudra que le pouvoir du prolétariat soit une *dictature ouvrière*. « Dictature » signifie un gouvernement particulièrement sévère et beaucoup de décision dans la répression des ennemis. Naturellement, dans un tel état de choses, il ne saurait être question de « liberté » pour *tous les hommes*. La dictature du prolétariat est inconciliable avec la liberté de la bourgeoisie. Elle est nécessaire précisément pour priver la bourgeoisie de sa liberté, pour lui *lier* les pieds et les mains et *lui enlever toute possibilité* de combattre le prolétariat révolutionnaire. Plus la résistance de la bourgeoisie est grande, plus ses efforts sont désespérés, dangereux, et plus la dictature prolétarienne devra être dure et impitoyable et aller, dans les cas extrêmes, jusqu'à la terreur.

C'est seulement après la répression complète des exploiters, une fois leur résistance brisée, une fois la bourgeoisie mise hors d'état de nuire à la classe ouvrière, que la dictature du prolétariat s'adoucirait ; cependant, l'ancienne bourgeoisie se confondra petit à petit avec le prolétariat, l'État ouvrier s'éteindra graduellement, et toute la société se transformera en une société communiste sans classes.

Sous la dictature du prolétariat, qui n'est qu'une institution *temporaire*, les moyens de production appartiennent, non à toute la société sans exception, mais uniquement au prolétariat, à *son organisation d'État*. C'est la classe ouvrière, c'est-à-dire la majorité de la population, qui monopolise temporairement tous les moyens de production. C'est pourquoi les rapports de production ne sont pas complètement communistes. Il existe encore une division de la société en classes ; il y a encore une classe dominante : le prolétariat ; une monopolisation, par cette

nouvelle classe, de tous les moyens de production ; un pouvoir d'État (le pouvoir du prolétariat) qui soumet ses ennemis. Mais à mesure qu'est brisée la résistance des anciens capitalistes, propriétaires, bourgeois, généraux et évêques, le régime de la dictature prolétarienne devient, sans révolution aucune, le communisme.

La dictature prolétarienne est non seulement une arme pour la répression de l'ennemi, mais aussi *le levier de la transformation économique*. Il faut, par cette transformation, substituer à la propriété privée des moyens de production la propriété sociale ; il faut enlever à la bourgeoisie (« exproprier ») les moyens de production et de circulation. Qui donc le fera et qui est tenu de le faire ? Évidemment, ce ne sont pas des individus, même d'origine prolétarienne. Si cela était fait par des individus ou même par de petits groupes séparés, ce serait, dans le meilleur cas, un partage, et, dans le pire, un simple brigandage. Il est donc clair que l'expropriation de la bourgeoisie doit s'accomplir par la force organisée du prolétariat. Et cette force est précisément *l'État dictatorial prolétarien*.

De toutes parts s'élèvent des objections à la dictature du prolétariat. Il y a d'abord les anarchistes. Ils disent qu'ils luttent contre tout pouvoir, contre tout État, tandis que les bolcheviks communistes sont pour le pouvoir des Soviets. Or, tout pouvoir est violence, limitation de la liberté. Aussi faut-il renverser les bolcheviks, le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat. Plus de dictature, plus d'État ! Ainsi parlent les anarchistes, avec l'illusion de se croire révolutionnaires. En réalité, ils ne sont plus à la gauche, mais à la droite des communistes. Pourquoi la dictature ? Pour donner le dernier coup à la domination de la bourgeoisie, pour soumettre par la violence (nous le disons ouvertement) les ennemis du prolétariat. La dictature du prolétariat, c'est une hache aux mains du prolétariat. Celui qui n'en veut pas, qui a peur des actions décisives et craint de faire du tort à la bourgeoisie, celui-là n'est pas révolutionnaire. Lorsque la bourgeoisie sera complètement vaincue, nous n'aurons plus besoin de la dictature du prolétariat. Mais tant qu'il s'agit d'un combat mortel, le devoir sacré de la classe ouvrière consiste dans la répression absolue de ses ennemis. Entre le Communisme et le Capitalisme, il faut une période de dictature du prolétariat.

Contre la dictature se dressent aussi les social-démocrates, en particulier les mencheviks. Ces messieurs ont complètement oublié leurs propres écrits d'autrefois. Dans notre ancien programme, élaboré en commun avec les mencheviks¹⁰, il est dit textuellement : « La condition indispensable de la révolution sociale est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique qui lui permettra de briser toute résistance des exploités. » Cette thèse a été souscrite en parole par les mencheviks. Mais lorsqu'il s'agit de passer à l'action, ils se mettent à crier contre la violation des libertés de la bourgeoisie, contre l'interdiction des journaux bourgeois, contre la « terreur des bolcheviks », etc. Cependant, Plekhanov lui-même approuvait jadis complètement les mesures les plus impitoyables contre la bourgeoisie ; il disait que nous pouvions la priver du droit de vote, etc. Actuellement, tout cela est oublié par les mencheviks, qui sont passés dans le camp de la bourgeoisie.

Beaucoup de gens nous font enfin des objections d'ordre moral. On dit que nous raisonnons comme des Hottentots. Le Hottentot dit : « Quand je vole la femme de mon voisin, c'est bien ; quand c'est lui qui me vole la mienne, c'est mal. » Et les bolcheviks, dit-on, ne se distinguent en rien de ces sauvages, car ne disent-ils pas : « Quand la bourgeoisie violente le prolétariat, c'est mal ; quand le prolétariat violente la bourgeoisie, c'est bien. »

Ceux qui parlent ainsi ne comprennent pas du tout ce dont il s'agit. Chez les Hottentots, il y a deux hommes égaux qui, pour la même raison, se volent leurs femmes. Mais le prolétariat et la bourgeoisie ne sont pas égaux. Le prolétariat est

¹⁰ En 1903, avant la séparation entre social-démocrates bolcheviks et social-démocrates mencheviks. (Note de l'Ed.)

une classe formidable, la bourgeoisie n'est qu'une poignée d'individus. Le prolétariat lutte pour l'affranchissement de toute l'humanité, la bourgeoisie pour le maintien de l'oppression, de l'exploitation, des guerres ; le prolétariat lutte pour le communisme, la bourgeoisie pour maintenir le capitalisme. Si le capitalisme et le communisme étaient une seule et même chose, la bourgeoisie et le prolétariat ressembleraient aux Hottentots. Mais, seul, le prolétariat lutte pour le monde nouveau : tout ce qui se met au travers du combat est nuisible.

24. La conquête du pouvoir politique

Le prolétariat réalise sa dictature par la conquête du pouvoir politique. Mais qu'est-ce que la conquête du pouvoir ? Beaucoup de gens croient qu'il est aussi simple d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie que de faire passer une balle d'une poche dans une autre.

Cette manière de voir est tout à fait fautive, et avec un peu de réflexion, nous verrons où se trouve l'erreur.

L'État est une *organisation*. L'État bourgeois est une organisation *bourgeoise* dans laquelle des rôles déterminés sont affectés aux hommes : des généraux, pris parmi les riches, sont à la tête de l'armée, des ministres, riches également, à la tête de l'administration, etc. Lorsque le prolétariat lutte pour le pouvoir, contre *qui* lutte-t-il ? Avant tout, contre cette organisation bourgeoise. Mais s'il lutte contre elle, sa tâche est de lui porter des coups, de la *détruire*. Et comme la force principale de l'État consiste dans son armée, il faut avant tout, pour vaincre la bourgeoisie, miner et détruire l'*armée* bourgeoise. Les communistes allemands ne peuvent renverser Scheidemann et Noske sans détruire au préalable leur garde blanche. Tant que l'armée de l'adversaire reste intacte, la révolution ne peut vaincre ; si la révolution est victorieuse, l'armée de la bourgeoisie se décompose et s'effrite. C'est pourquoi, par exemple, la victoire sur le tsarisme n'était qu'une destruction partielle de l'État tsariste, une décomposition partielle de l'armée ; seule la victoire de la révolution d'Octobre acheva la destruction de l'appareil d'État du Gouvernement provisoire et la dissolution de l'armée de Kerensky.

Ainsi, la révolution *détruit* le pouvoir ancien et crée un pouvoir nouveau. Il est évident que dans ce *nouveau* pouvoir entrent certains éléments essentiels de l'ancien, mais ils y trouvent une *autre* utilisation. La conquête du pouvoir d'État n'est donc pas la conquête de l'ancienne organisation, mais la création d'une organisation nouvelle : l'organisation de la classe qui a vaincu dans la lutte.

Cette question a une valeur pratique énorme. On reproche, par exemple, aux bolcheviks allemands (comme autrefois aux bolcheviks russes) de décomposer l'armée et de favoriser l'indiscipline, la désobéissance aux généraux, etc. Cette accusation paraissait et paraît encore grave à beaucoup de gens. Et pourtant elle n'a rien de si effrayant. Une armée qui marche contre les ouvriers sur l'ordre de généraux et de bourgeois, qui sont pourtant nos compatriotes, cette armée, il faut la détruire, sinon la révolution est morte. Nous n'avons rien à craindre de cette destruction de l'armée bourgeoise, et c'est un mérite pour un révolutionnaire de détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie. Là où la discipline bourgeoise n'est pas rompue, la bourgeoisie est invincible. On ne peut désirer la soumettre et, en même temps, craindre de lui faire du mal.

25. Le Parti communiste et les classes dans la société capitaliste

Pour que, dans un pays, le prolétariat puisse vaincre, il faut qu'il soit uni et organisé, qu'il ait son *parti communiste* qui voie clairement où mène le capitalisme, qui comprenne la vraie situation politique et les vrais intérêts de la classe ouvrière, qui lui explique cette situation, le mène à la bataille et dirige le combat.

Jamais aucun parti n'a groupé dans ses rangs tous les *membres* d'une classe : nulle classe n'a encore atteint un pareil degré de conscience. Ordinairement, entrent dans un parti les membres

les plus avancés d'une classe, les plus conscients de leurs intérêts de classe, les plus hardis, les plus énergiques, les plus tenaces dans la lutte. Aussi, ce parti est-il toujours bien moins nombreux que la classe qu'il défend. Mais comme le parti défend précisément la classe, il a ordinairement le rôle dirigeant. Il dirige toute la classe, et la lutte des classes pour le pouvoir prend la forme d'une lutte des *partis politiques* pour le pouvoir. Pour comprendre la nature des partis politiques, il faut examiner la situation des différentes classes de la société capitaliste. Cette situation détermine des intérêts de classe, dont la défense constitue précisément la tâche essentielle des partis politiques.

Les propriétaires fonciers. — Dans la première période du développement capitaliste, la culture était basée sur le travail de paysans à moitié esclaves. Les propriétaires leur donnaient la terre dont ils payaient le fermage, soit en nature (par exemple la moitié des fruits), soit en argent. La classe propriétaire était intéressée à ce que les paysans n'aillent pas dans les villes, elle s'opposait à toute innovation, afin de conserver dans le village des rapports de demi-esclavage ; aussi, était-elle contraire au développement de l'industrie. Ces propriétaires, qui possédaient d'anciens biens nobiliaires, ne s'occupaient pas eux-mêmes, pour la plupart, de leur exploitation et vivaient, en parasites, du travail de leurs paysans. Par suite, les partis des propriétaires fonciers ont toujours été et sont encore les piliers de la plus noire réaction : ils tendent partout à la restauration de l'ancien régime, avec la domination des propriétaires et du tsar, avec la prééminence de la noblesse et l'asservissement complet des paysans et des ouvriers. Ce sont les partis conservateurs ou, plus exactement, *réactionnaires*.

Comme les militaires, de tout temps, sont sortis des rangs des propriétaires nobles, rien d'étonnant que le parti des propriétaires soit en excellents termes avec les généraux et les amiraux. Il en est ainsi dans tous les pays.

On peut citer les « junkers » (grands propriétaires) prussiens, parmi lesquels on choisit le corps des officiers ; citons aussi la noblesse russe, ceux dont on appelait les représentants à la Douma les « sauvages » et les « aurochs ». Le Conseil d'État tsariste était composé en grande partie de représentants de cette classe. Ces grands propriétaires appartenant à d'anciennes familles, comtes, princes, etc., etc., possédaient autrefois des milliers de serfs. En Russie, il y avait plusieurs partis de propriétaires fonciers : l'Union du Peuple russe, les nationalistes (Kroupensky), les octobristes de droite, etc.

La bourgeoisie capitaliste. — Son intérêt est d'obtenir le profit le plus élevé de « l'industrie nationale », c'est-à-dire la *plus-value* suée par la classe ouvrière. Il est clair que ses intérêts ne se confondent pas tout à fait avec ceux des propriétaires. Lorsque le capital pénètre au village, il y détruit l'ancien ordre des choses ; il attire le paysan à la ville, où il crée un immense prolétariat, il éveille dans les villages de nouveaux besoins ; les paysans, naguère paisibles, commencent à devenir « turbulents ». Toutes ces innovations ne plaisent pas aux propriétaires. Au contraire, pour la *bourgeoisie capitaliste*, elles sont le gage de sa prospérité. Plus la ville attire de paysans, plus nombreuse est la force de travail au service des capitalistes, moins cher elle sera payée. Plus la campagne se dépeuple, plus nombreux sont les petits patrons qui cessent de fabriquer pour leur propre usage, plus vite disparaît l'ancien ordre de choses où la campagne produisait tout pour son propre usage, plus s'élargissent les débouchés pour les produits manufacturés, et plus le profit de la classe capitaliste augmente.

C'est pourquoi la classe capitaliste murmure contre les *vieux* propriétaires. Il y a aussi des propriétaires capitalistes qui cultivent eux-mêmes à l'aide de travail salarié et de machines ; leurs intérêts les rapprochant de la bourgeoisie, ils entrent, en général, dans les partis de la haute bourgeoisie. Et naturellement leur lutte principale est dirigée contre la classe ouvrière. Lorsque la classe ouvrière lutte *uniquement*, ou presque, contre les propriétaires fonciers, la bourgeoisie reste bienveillante (par exemple, en Russie, de 1904 à octobre 1905). Mais lorsque les ouvriers commencent à concevoir leur intérêt communiste et se dressent contre la bourgeoisie, celle-ci s'allie aux propriétaires contre les ouvriers. Actuellement, dans tous les pays, les partis de la bourgeoisie capitaliste (qu'on appelle les partis *libéraux*) mènent une lutte

acharnée contre le prolétariat révolutionnaire et forment le *grand état-major politique de la contre-révolution*.

En Russie, ce sont : le « Parti de la Liberté du Peuple », appelé aussi « Parti Constitutionnel-Démocrate » ou, simplement, « Cadet » (K. D.), ainsi que le parti, presque disparu, des « Octobristes ». La bourgeoisie industrielle, les propriétaires capitalistes, les banquiers, ainsi que leurs défenseurs, les intellectuels (professeurs, avocats bien payés, écrivains à la mode, directeurs de fabriques et d'usines) constituent le noyau de ces partis.

En 1905, ils murmuraient contre l'autocratie, mais ils craignaient déjà les ouvriers et les paysans ; après la Révolution de Février 1917 ce sont les Cadets qui se mirent à la tête de tous les partis coalisés contre le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire contre les bolcheviks-communistes.

En 1918-1919, les Cadets ont dirigé tous les complots contre le pouvoir des Soviets, et ont participé aux gouvernements du général Denikine et de l'amiral Koltchak. Bref, ce parti, devenu le chef de la réaction sanglante, s'est fondu complètement avec les partis des propriétaires. Car, sous la pression de la classe ouvrière, tous les groupes de grands propriétaires se réunissent en une seule armée noire, à la tête duquel se place d'ordinaire le parti le plus énergique.

La petite-bourgeoisie urbaine et les intellectuels petits-bourgeois. — En font partie : les artisans, les petits boutiquiers, les petits intellectuels employés et les petits fonctionnaires. En somme, ce n'est pas une classe, mais une masse très hétérogène. Tous ces éléments, plus ou moins exploités par le capital, travaillent souvent au-dessus de leurs forces. Beaucoup périssent au cours du développement capitaliste. Mais leurs conditions de travail sont telles que, pour la plupart, ils ne se rendent pas compte du caractère désespéré de leur situation sous la domination capitaliste. Prenons par exemple un artisan. Il travaille comme un bœuf. Le capital l'exploite de diverses façons ; il est exploité par l'usurier, par le grand magasin pour lequel il travaille, etc. Mais il se considère comme un petit patron : travaillant avec ses propres instruments, il est en apparence « indépendant » (quoique, en réalité, il soit pris, de toutes parts, dans la toile d'araignée du capitalisme) ; il espère toujours « réussir » par ses propres forces (« quand mes affaires se seront améliorées, pense-t-il continuellement, je m'achèterai ceci ou cela »). Il s'efforce de se fondre, non avec les ouvriers, — qu'il ne veut pas imiter, — mais avec les patrons, car, dans son âme, il espère un jour devenir aussi patron. C'est pourquoi, bien que pauvre comme un rat d'église, il est plus près de ses exploiters que de la classe ouvrière. Les partis petits-bourgeois prennent souvent l'étiquette de parti « radical », « républicain », parfois même « socialiste ». Il est très difficile de faire sortir le petit patron de son erreur, et ce n'est pas sa « faute », c'est son malheur.

En Russie, les partis petits-bourgeois se mettaient, plus que partout ailleurs, le masque socialiste : tels les « Socialistes Populaires », les « Socialistes-Révolutionnaires », les « Mencheviks ». Il faut noter que les Socialistes-Révolutionnaires s'appuyaient, principalement, dans les campagnes, sur les éléments moyens et sur les exploiters.

Les paysans. — Les paysans, à la campagne, occupent une position analogue à celle de la petite bourgeoisie dans les villes. Eux non plus ne forment pas une classe à proprement parler, car, sous le régime capitaliste, ils se morcellent continuellement. Dans chaque village, certains partent à la recherche de travail et finissent par devenir des prolétaires, tandis que d'autres deviennent des exploiters. Les paysans moyens sont également un élément très instable : certains d'eux se ruinent, devenant des « paysans sans cheval¹¹ », et ensuite des valets de ferme, ouvriers agricoles, artisans ou ouvriers de fabrique ; d'autres améliorent graduellement leur situation, achètent une ferme, des machines, louent des domestiques, bref, deviennent entrepreneurs-capitalistes. La paysannerie ne constitue donc pas une classe. Il y faut distinguer

¹¹ Expression usitée en Russie pour désigner les paysans pauvres. (Note de l'Ed.)

au moins trois groupes : la *bourgeoisie agricole*, exploitant le travail salarié ; les *paysans moyens*, travaillant eux-mêmes, sans exploiter le travail salarié, et enfin les *semi-prolétaires* et *prolétaires*.

Il n'est pas difficile de comprendre que, suivant leur situation, tous ces groupes prennent une attitude différente dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les paysans aisés sont d'ordinaire les alliés de la bourgeoisie, et très souvent même des gros propriétaires (en Allemagne, par exemple, les « gros paysans », comme on les appelle, entrent dans les mêmes partis que les prêtres et les propriétaires ; de même en Suisse, en Autriche, et, en partie, en France ; en Russie, les paysans aisés soutenaient déjà, en 1918, tous les complots contrerévolutionnaires). Les couches *semi-prolétariennes* et *prolétariennes* soutiennent naturellement les ouvriers dans leur lutte contre la bourgeoisie et les paysans aisés. En ce qui concerne le « paysan moyen », la chose est plus compliquée.

Si les paysans moyens comprenaient qu'il n'y a pas d'issue possible pour la plupart d'entre eux, sous le régime capitaliste, que seuls, quelques-uns d'entre eux pourront devenir de « gros bonnets » de village, tous les autres étant condamnés à une vie misérable, tous soutiendraient résolument les ouvriers. Mais le *malheur* est qu'il en est des paysans moyens comme des artisans et de la petite bourgeoisie urbaine. *Chacun* espère, dans les profondeurs de son âme, s'enrichir. Mais, d'un autre côté, ils sont opprimés par le capitaliste, l'usurier, le propriétaire. C'est pourquoi la plupart d'entre eux *oscillent* entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ils ne peuvent accepter le point de vue ouvrier, mais, d'autre part, ils craignent le gros propriétaire comme le feu.

Cela se constate chez nous, en Russie, avec une acuité particulière. Les paysans moyens soutinrent les ouvriers contre le gros propriétaire et le paysan aisé, mais ensuite, craignant que la « commune » n'empire leur situation, ils marchèrent contre les ouvriers ; les paysans aisés réussirent à les séduire ; mais lorsque le danger du gros propriétaire (Denikine, Koltchak) menaça à nouveau, ils recommencèrent à soutenir les ouvriers.

Même situation dans la lutte des partis. Les paysans moyens marchèrent tantôt avec le parti *ouvrier* (les bolcheviks-communistes), tantôt avec celui des paysans aisés et des *gros propriétaires* (les socialistes-révolutionnaires).

La classe ouvrière (le prolétariat) n'a rien à perdre, sauf ses chaînes. Non seulement, elle est exploitée par les capitalistes, mais, nous l'avons déjà vu, le cours du développement capitaliste la cimente en une force puissante, homogène, habituée à travailler et à lutter en commun. C'est pourquoi la classe ouvrière est la classe la plus avancée de la société capitaliste, son parti le parti le plus avancé, le plus révolutionnaire qui puisse exister.

Il est naturel aussi que ce parti ait pour but la révolution communiste. Et pour atteindre ce but, le parti du prolétariat doit se montrer *irréconciliable*. Il n'a pas à marchander avec la bourgeoisie, mais à la renverser et à en briser la résistance. Il doit « démasquer *l'abîme infranchissable* entre les intérêts des exploités et ceux des exploités » (ainsi s'exprimait notre ancien programme, signé également par les mencheviks qui l'ont malheureusement tout à fait oublié et font maintenant les yeux doux à la bourgeoisie).

Mais, quelle position notre parti doit-il prendre à l'égard de la *petite bourgeoisie* ?

Après ce que nous avons dit plus haut, notre position est claire. Il faut lui démontrer de toutes manières que tout espoir en une vie meilleure, sous le régime capitaliste, est mensonge ou chimère. Il nous faut expliquer inlassablement au paysan moyen qu'il doit passer résolument dans le camp du prolétariat, lutter aux côtés du prolétariat, en dépit de toutes les difficultés ; nous devons indiquer que la victoire de la bourgeoisie ne profiterait qu'aux paysans aisés, transformés en nouveaux propriétaires. Bref, il faut appeler tous les travailleurs à *une entente avec le prolétariat*, en se plaçant au point de vue de la classe ouvrière. La petite bourgeoisie et les paysans moyens sont pleins de préjugés qui ont leur origine dans leurs conditions d'existence. Notre devoir est de leur expliquer les choses telles qu'elles sont et que la situation de l'artisan et du petit paysan, en régime capitaliste, est sans espoir. En régime capitaliste, le paysan aura toujours sur le dos un propriétaire ; c'est *seulement* après la victoire et l'affermissement du

pouvoir prolétarien qu'on pourra construire la vie sur des bases nouvelles. Et comme seul le prolétariat peut vaincre par sa solidarité et son organisation, et grâce à un parti fort et résolu, il nous faut appeler dans ses rangs tous les travailleurs à qui cette nouvelle vie est chère et qui ont appris à penser, à vivre et à lutter *en prolétaires*.

Nous voyons par l'exemple de l'Allemagne et de la Russie l'importance d'un parti communiste résolu et combatif. En Allemagne, où le prolétariat était développé, il n'y avait point cependant, avant la guerre, de parti combatif de la classe ouvrière pareil à celui des bolcheviks russes. C'est seulement pendant la guerre que les camarades Karl [Liebknecht](#), Rosa [Luxemburg](#) et autres se mirent à organiser un véritable parti communiste. C'est pourquoi, en 1918-1919, malgré toute une série de soulèvements, les ouvriers allemands n'ont pu vaincre la bourgeoisie. En Russie, au contraire, il y avait un véritable parti de classe — le nôtre. Grâce à cela, le prolétariat russe fut bien dirigé, et, malgré toutes les difficultés, il fut le premier prolétariat à pouvoir montrer une telle union et à vaincre si rapidement. Notre parti, sous ce rapport, peut servir d'exemple aux autres partis communistes. Sa cohésion et sa discipline sont connues de tout le monde. Il est véritablement le parti le plus combatif, celui qui dirige la révolution prolétarienne.

4 COMMENT LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME A CONDUIT À LA REVOLUTION COMMUNISTE (L'impérialisme, la guerre et la faillite du capitalisme)

26. Le Capital financier

Nous avons vu qu'il y a entre les entrepreneurs des luttes acharnées et ininterrompues autour de l'acheteur, et que, dans cette lutte, les grands entrepreneurs triomphent toujours. Les petits capitalistes ont le dessous et succombent, tandis que le capital et la production se concentrent entre les mains des plus gros capitalistes (concentration et centralisation du capital). Peu après 1880, le capital était déjà assez fortement centralisé. Alors surgirent, à la place des anciens entrepreneurs individuels, des *sociétés par actions* qui étaient, bien entendu, des sociétés de capitalistes. Qu'est-ce que ces sociétés ? Quelle est leur origine ? La réponse n'est pas difficile. Chaque entreprise nouvelle devait disposer, dès l'abord, d'un capital assez considérable. Une entreprise faiblement financée n'avait que peu de chances de vivre, car elle était immédiatement encerclée par de puissants rivaux, les grands industriels ; si elle ne voulait pas périr, mais vivre et prospérer, la nouvelle entreprise devait être, dès le début, solidement organisée. Ce qui n'était possible que si elle disposait, du premier coup, d'un gros capital. *Telle est l'origine de la société par actions. Elle est caractérisée par ce fait que quelques grands capitalistes exploitent les capitaux des petits capitalistes et même la petite épargne des non capitalistes* (employés, paysans, fonctionnaires, etc.). Chacun verse une ou plusieurs parts et reçoit en échange un ou plusieurs bouts de papier, une ou plusieurs « actions », qui lui donne le droit de toucher une part du revenu. Cette accumulation de sommes versées produit d'un seul coup un fort capital par actions.

Lorsque surgirent les sociétés par actions, certains savants bourgeois et, avec eux, les socialistes conciliateurs, déclarèrent qu'une ère nouvelle commençait, que le capital ne menait pas à la domination d'une poignée de capitalistes, mais qu'au contraire chaque employé pourrait, avec ses économies, acheter une action et devenir capitaliste. Le capital allait devenir ainsi de plus en plus démocratique et la différence entre le capitaliste et l'ouvrier allait disparaître sans révolution.

Tout ça n'était que plaisanterie. C'est le contraire qui est arrivé. Les gros capitalistes n'ont fait qu'exploiter les petits pour leurs propres fins, et la centralisation du capital a progressé encore plus rapidement qu'auparavant, car la lutte s'est engagée entre les grandes sociétés par actions.

Il est facile de comprendre pourquoi les grands capitalistes actionnaires ont fait des petits actionnaires leurs auxiliaires. Le petit actionnaire, habitant souvent une ville lointaine, ne peut faire des centaines de kilomètres pour assister à l'assemblée générale des actionnaires. Et même si des petits actionnaires sont présents, ils ne sont pas organisés¹². En revanche, les gros actionnaires, qui sont organisés et qui savent ce qu'ils veulent, parviennent aisément à leurs fins. L'expérience a montré qu'il leur suffit de posséder un tiers des actions pour être les maîtres absolus de l'entreprise.

Mais la concentration et la centralisation du capital ne s'arrêtèrent pas là. Les dernières décades ont vu surgir, à la place des entreprises individuelles et des sociétés par actions, des sociétés de sociétés capitalistes, des syndicats (ou cartels) et des trusts. Supposons que, dans une branche de production, par exemple dans l'industrie textile ou l'industrie métallurgique, les petits capitalistes aient déjà disparu ; il ne reste que cinq ou six entreprises énormes qui produisent presque toutes les marchandises de cette branche. Elles entrent en lutte, baissent, pour se concurrencer, leur prix, d'où une baisse de profit. Supposons maintenant que quelques-unes de ces entreprises soient plus fortes que les autres. Elles vont continuer la lutte jusqu'à ce

¹² En France tout au moins, il faut posséder un nombre d'actions relativement élevé pour pouvoir assister à l'assemblée générale des actionnaires qui élit le conseil d'administration. (Note de l'Ed.)

que les plus faibles soient ruinées. Mais admettons que leurs forces à toutes soient à peu près égales : elles ont la même puissance de production, un nombre égal d'ouvriers, les mêmes machines, le même prix de revient. Qu'arrivera-t-il ? La lutte ne donnera la victoire à personne, épuisera chaque entreprise également, diminuera le profit de tous. Alors les capitalistes arriveront à cette conclusion : « À quoi bon nous gêner mutuellement les prix ? Ne vaudrait-il pas mieux nous unir et dévaliser le public en commun ? Si nous nous unissons, plus de concurrence, toutes les marchandises seront entre nos mains et nous pourrions hausser les prix à notre gré. » Ainsi naît une association de capitalistes : un *syndicat* ou un *trust*.

Le *syndicat* (ou cartel) se distingue du *trust*. Lorsqu'ils forment un *syndicat*, les capitalistes conviennent entre eux qu'ils ne vendront pas les marchandises au-dessous d'un certain prix, qu'ils se partageront les commandes ou les débouchés (« tu ne vendras qu'en tel endroit, et moi qu'en tel autre », etc.). Mais la direction du syndicat ne peut fermer aucune des entreprises : chacune fait partie de l'association, tout en gardant une certaine indépendance. Dans un *trust*, au contraire, les entreprises s'unissent si étroitement que chaque entreprise perd toute indépendance : la direction d'un *trust* peut fermer une usine, la transformer, la transférer ailleurs, si cela est avantageux pour le *trust*. Le propriétaire de cette entreprise continue évidemment à toucher son profit, qui augmente même, mais tout est dirigé par l'union étroite et cohérente des capitalistes, par le *trust*.

Les *syndicats* et les *trusts* dominent presque entièrement le marché. Ils ne craignent aucune concurrence, ils l'ont étouffée complètement et remplacée par le monopole capitaliste, c'est-à-dire par la domination du *trust*.

Ainsi, la concentration et la centralisation du capital ont écarté graduellement la concurrence. La concurrence s'est dévorée elle-même, car, plus elle grandissait, plus la centralisation progressait rapidement, et plus rapidement aussi se ruinaient les capitalistes les plus faibles. À la fin, la concentration du capital tuait elle-même cette concurrence qui l'avait fait naître. Au libre jeu de l'entreprise, c'est-à-dire à la libre concurrence, se substituait la domination des entreprises monopolisées, des *syndicats* et des *trusts*.

Il suffit de quelques exemples pour apprécier la force gigantesque des trusts et des syndicats. Aux États-Unis, en 1900, la part des syndicats était, dans la production textile, de plus de 50%, dans la production minière de 54%, dans la papeterie de 60%, dans la production métallurgique (sauf le fer et l'acier) de 84%, dans la production du fer et de l'acier de 84%, dans la production chimique de 81%, etc... Inutile de dire qu'à l'heure actuelle leur part a grandi démesurément. En fait, toute la production américaine est maintenant concentrée entre les mains de deux trusts : le trust du naphte (pétrole) et le trust de l'acier. De ces deux trusts dépendent tous les autres.

En Allemagne, vers 1913, 92,6% de la production du charbon dans le bassin rhéno-westphalien (bassin de la Ruhr) étaient entre les mains d'un seul syndicat. Le syndicat de l'acier produisait presque la moitié de l'acier allemand. Le trust du sucre produisait 70% environ de la vente intérieure et 80% de la vente extérieure, etc.

Même en Russie, toute une série de branches était déjà sous le contrôle complet des syndicats. Le syndicat Prodougol fournissait 60% du charbon du Donetz ; le syndicat Prodamet de 88 à 93% de la production métallurgique ; Krovliia, 60% de celle du fer blanc. Prodwagon avait centralisé 14 des 16 entreprises de construction ; le syndicat du cuivre 90% ; le syndicat sucrier toute la production du sucre, etc...

D'après les calculs d'un savant suisse, au début du XX^e siècle, la moitié des capitaux du monde entier se trouvait déjà entre les mains des syndicats et des trusts. Les syndicats et les trusts ne centralisent pas seulement des entreprises de même nature. De plus en plus, on voit surgir des trusts embrassant à la fois plusieurs branches d'industrie. Comment cela se produit-il ?

Toutes les branches de la production sont liées entre elles avant tout par l'achat et la vente. Prenons l'extraction du minerai de fer et du charbon, qui servent de matières premières pour les fonderies et les usines métallurgiques. À leur tour, ces usines vont produire, par exemple, des machines. Ces machines vont servir comme moyens de production dans une série d'autres branches, etc.

Supposons maintenant que nous possédions une fonderie de fer. Elle achète du minerai de fer et du charbon, qu'elle est intéressée à acheter bon marché. Oui, mais si le minerai et le charbon se trouvent entre les mains d'un autre syndicat ?

Alors va commencer entre les deux syndicats une lutte qui se terminera soit par la victoire de l'un sur l'autre, soit par leur fusion. Dans l'un et l'autre cas, surgit un nouveau syndicat unissant les deux branches à la fois. Il va de soi que 2, 3, 10 branches peuvent fusionner de la sorte. Les entreprises de ce genre sont dites *intégrées* (ou *combinées*).

Ainsi les syndicats et les trusts associent non seulement des branches particulières, mais fondent en une seule organisation des producteurs hétérogènes, rattachent une branche à une seconde, à une troisième, à une quatrième, etc. Jadis, dans toutes les branches, les entrepreneurs étaient indépendants les uns des autres et toute la production était morcelée entre des centaines de mille de petites fabriques. Vers le commencement du XX^e siècle, cette production était déjà concentrée dans des trusts gigantesques réunissant de nombreuses branches de production.

Les unions entre différentes branches de la production ne sont pas dues uniquement à la formation d'entreprises « combinées ». Il nous faut encore diriger notre attention sur un phénomène plus important que ces entreprises combinées, c'est la *domination des banques*.

Mais d'abord, il faut dire quelques mots des banques.

Nous avons vu que, la concentration et la centralisation ayant atteint un certain degré, le besoin de capitaux se fit sentir pour donner aux nouvelles entreprises une grande et rapide extension. (C'est ce besoin, soit dit en passant, qui fit naître les sociétés par actions). La création de nouvelles entreprises exigea donc des capitaux de plus en plus considérables.

D'un autre côté, observons ce que le capitaliste fait de son profit. Nous savons qu'une part sert à son entretien, à son habillement, bref est dépensé pour lui-même ; mais le reste, il « l'accumule ». Comment cela ? Peut-il à tout moment, agrandir son entreprise en lui apportant cette part de son profit ? Non, car l'argent lui arrive bien continuellement, mais petit à petit. Il vend une partie de sa marchandise, dont il encaisse le montant en argent, puis il en vend une autre partie et il encaisse une nouvelle somme d'argent. Mais pour servir à l'agrandissement de l'entreprise, il faut que cet argent représente une certaine somme, sinon il ne peut être utilisé, il reste sans emploi. Et il en est ainsi non seulement pour un ou deux capitalistes, mais pour tous. Il y a toujours du *capital sans emploi*. Or, nous avons vu qu'il existe aussi une *demande de capitaux*. D'un côté, il y a des capitaux sans emploi, et de l'autre, des besoins d'argent. Plus se centralise le capital et plus ce besoin de capitaux considérables grandit, en même temps que la quantité de capital disponible. C'est cette situation qui a accru *l'importance des banques*. Pour que son argent ne reste pas inemployé, le capitaliste le dépose dans une banque qui le prête à des industriels pour l'agrandissement d'anciennes entreprises ou la création de nouvelles. Les industriels, à l'aide du capital reçu, soutiennent de la plus-value ; ils en donnent une partie à la banque, comme intérêt pour le prêt ; la banque, de son côté, en cède à ses déposants et garde le reste pour elle-même, en qualité de profil bancaire. Ainsi tournent les rouages de la machine.

Dans ces derniers temps, le rôle, l'importance, l'activité des banques se sont accrus de façon prodigieuse. Les banques absorbent des capitaux de plus en plus grands et en placent une quantité toujours plus considérable dans *l'industrie*. Le capital bancaire « travaille » continuellement dans l'industrie, il devient lui-même capital industriel. L'industrie tombe sous la dépendance des banques qui la soutiennent et l'alimentent en capital. Le capital bancaire se greffe sur le capital industriel. Cette forme du capital s'appelle capital financier. *Le capital financier, c'est donc le capital bancaire greffé sur le capital industriel*.

Le capital financier relie entre elles, par l'entremise des banques, toutes les branches de l'industrie dans une mesure encore plus grande que les combinaisons. Pourquoi ?

Voici une grande banque. Elle fournit des capitaux, non à une seule, mais à de nombreuses entreprises ou à de nombreux syndicats : elle les finance, comme on dit. De ce fait, elle est intéressée à ce que les entreprises ne se mangent pas entre elles ; la banque les unit : sa politique constante vise à réaliser la fusion de ces entreprises en une seule, sous sa direction ; *la banque acquiert la maîtrise de toute l'industrie*, de toute une série de branches de production; les hommes de confiance des banques deviennent directeurs des trusts, des syndicats et des entreprises.

En définitive, nous obtenons le tableau suivant : toute l'industrie d'un pays est réunie en syndicats, trusts et entreprises combinées, par l'intermédiaire des banques ; à la tête de toute la vie économique, une poignée de très gros banquiers dirige toute l'industrie. Et l'État exécute toutes les volontés de ces potentats des banques et des syndicats.

On peut très aisément observer cela en Amérique. Aux États-Unis, le gouvernement n'est que le serviteur des trusts américains. Le Parlement ne fait qu'homologuer les décisions des potentats de la banque et des syndicats. Les trusts dépensent des sommes énormes pour la corruption des députés, pour les campagnes électorales, etc... Un écrivain américain (Myers) raconte qu'en 1904, le trust d'assurances Mutual a dépensé à cette œuvre de corruption 364.254 dollars, l'Équitable 172.698, la New-York 204.019 et ainsi de suite. Le gendre de Wilson, le ministre des Finances, Mac Adoo est un des plus gros banquiers et administrateurs de syndicats. Les sénateurs, les ministres, les députés sont de simples employés ou des membres des grands trusts. L'État dans la « libre République » n'est qu'une usine à dépouiller le public.

Ainsi, nous pouvons dire qu'un pays capitaliste, sous la domination du capital financier, se transforme entièrement en un énorme trust combiné, à la tête duquel se trouvent les banques et dont le conseil d'administration est le pouvoir d'État bourgeois. L'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc., ne sont que des *trusts capitalistes nationaux*, des organisations puissantes de potentats des banques et des syndicats, qui exploitent et dominent des centaines de millions d'ouvriers, d'esclaves salariés.

27. L'Impérialisme

Le capital financier supprime jusqu'à un certain point dans chaque pays l'anarchie de la production capitaliste. Les entrepreneurs individuels en lutte se fondent dans un trust d'État capitaliste. Mais qu'advient-il alors d'une des contradictions fondamentales du capitalisme ? Car nous avons dit plus d'une fois que ce régime disparaîtra certainement, d'une part faute d'organisation et d'autre part parce qu'en son sein règne la lutte des classes. Mais si une de ces contradictions¹³ disparaît, la prédiction concernant la fin du capitalisme reste-elle fondée ?

En réalité, l'anarchie de la production et la concurrence ne sont pas supprimées ; ou, plus exactement, elles ne sont supprimées en un endroit que pour se manifester avec plus d'acuité ailleurs. Examinons ce phénomène en détail.

Le capitalisme actuel est un capitalisme *mondial*. Tous les pays dépendent les uns des autres. Pas un seul coin sur terre qui ne soit aujourd'hui sous le talon du capital, pas de pays qui produise lui-même tout ce qui lui est nécessaire.

Toute une série de produits ne peuvent être obtenus qu'en des lieux déterminés : les oranges ne viennent pas dans les pays froids et le minerai de fer ne saurait être extrait que des sols où il se trouve. Le café, le cacao, le caoutchouc ne peuvent venir que dans les pays chauds. Le coton est récolté aux États-Unis, dans l'Inde, en Égypte, dans le Turkestan, d'où on l'exporte dans tous les pays du monde. Disposent du charbon : l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, la Tchécoslovaquie, la Russie ; tandis que l'Italie, qui n'en possède pas, dépend entièrement du charbon anglais ou

¹³ Cf. § 13 : Contradictions particulières du régime capitaliste.

allemand, etc... Le blé est expédié d'Amérique, de l'Inde, de Russie, de Roumanie dans tous les pays.

D'autre part, certains pays sont plus civilisés que d'autres. Aussi toutes sortes de produits de l'industrie urbaine sont-ils jetés par eux sur les marchés des pays arriérés : les produits métallurgiques sont fournis à l'univers entier principalement par l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne ; les produits chimiques étaient fournis, avant la guerre, surtout par l'Allemagne.

Chaque pays dépend d'un autre. Jusqu'où peut aller cette dépendance, on le voit par l'exemple de l'Angleterre qui importe de 75 à 80% de son blé et la moitié de sa viande, mais qui, en revanche, est obligée d'exporter la plus grande partie de ses produits manufacturés.

Le capital financier supprime-t-il la concurrence *sur le marché mondial* ? Et lorsqu'il réunit des capitalistes dans tel ou tel pays, crée-t-il une organisation mondiale ? Non. L'anarchie de la production et la concurrence dans un pays déterminé cessent bien plus ou moins, car les plus grosses entreprises individuelles se réunissent en un trust capitaliste national. Mais avec d'autant plus d'acharnement *s'engage la lutte entre les trusts capitalistes nationaux* eux-mêmes. C'est ce qu'on observe toujours dans la centralisation du capital : quand les petits entrepreneurs périssent, *le nombre des concurrents diminue*, car il ne reste plus que les gros, mais ceux-ci combattent avec des moyens puissants et la concurrence entre fabricants particuliers fait place à la bataille entre les trusts. Le nombre des trusts est évidemment moindre que celui des fabricants. Mais leur combat n'en est que plus violent, plus acharné et plus destructif. Lorsque les capitalistes d'un pays particulier ont évincé tous leurs petits concurrents et se sont organisés en un trust capitaliste national, le nombre des concurrents diminue encore. Les concurrents sont uniquement des puissances capitalistes formidables. Et leur lutte est accompagnée de dépenses et de dévastations inouïes. Car la concurrence des trusts capitalistes nationaux se manifeste en temps de « paix » par la course aux armements, pour se terminer par des *guerres dévastatrices*. Ainsi le capital financier qui supprime la concurrence dans chaque pays conduit à une concurrence acharnée, monstrueuse entre tous les pays capitalistes.

Pourquoi cette concurrence entre pays capitalistes conduit-elle finalement à une politique de conquêtes, à la guerre ? Pourquoi cette concurrence ne peut-elle être pacifique ? Lorsque deux fabricants sont en concurrence, ils ne se jettent pas l'un sur l'autre, le couteau à la main, mais ils cherchent à s'enlever l'un à l'autre leurs acheteurs dans une lutte pacifique. Pourquoi donc la concurrence sur le marché mondial est-elle devenue si acharnée et *armée* ?

Examinons comment a dû se modifier la politique de la bourgeoisie, en passant du capitalisme ancien, où fleurissait la libre concurrence, au nouveau capitalisme, où l'hégémonie appartient au capital financier.

Commençons par ce qu'on appelle la politique *douanière*. Dans la lutte entre les pays, chaque gouvernement, qui protège toujours ses capitalistes, a depuis longtemps trouvé un moyen de lutte dans les droits de douane. Lorsque, par exemple, les fabricants de textile russes craignaient que leurs concurrents anglais ou allemands n'importent leurs marchandises en Russie et n'y abaissent ainsi les prix, le gouvernement tsariste à leur dévotion mettait aussitôt des droits sur les tissus anglais ou allemands. Ceci entravait évidemment l'entrée en Russie des marchandises étrangères et les fabricants déclaraient que les droits de douane étaient nécessaires à la protection de l'industrie nationale. Or, dans les différents pays, on pouvait voir que c'était des desseins différents qui guidaient les uns ou les autres. Il était à remarquer que c'étaient surtout les capitalistes des pays les plus grands et les plus puissants, l'Amérique en tête, qui réclamaient le plus fort et imposaient des droits élevés. La concurrence pouvait-elle réellement leur nuire ?

Supposons que toute l'industrie textile d'un pays soit monopolisée par un syndicat ou un trust. Qu'arrivera-t-il, une fois les droits de douane établis ? Les potentats des syndicats capitalistes de ce pays font d'une pierre deux coups : d'abord, ils se débarrassent de la concurrence étrangère ; ensuite ils peuvent, sans risque aucun, augmenter le prix de leurs marchandises presque de la valeur des droits de douane. Supposons que sur un mètre de tissu,

les droits aient été augmentés d'un rouble. Alors, les barons du syndicat textile peuvent sans crainte augmenter d'un rouble ou de 90 kopecks le prix du mètre de tissu. Si le syndicat n'existait pas, la concurrence entre capitalistes à l'intérieur du pays ferait immédiatement baisser les prix. Mais le syndicat peut sans crainte opérer cette augmentation : le droit de douane est trop élevé pour que joue la concurrence étrangère, et la concurrence intérieure est supprimée. L'État des potentats du syndicat se fait des revenus avec les droits de douane, et le syndicat lui-même réalise un *profit supplémentaire*, grâce à l'augmentation des prix. Les potentats, grâce à ce profit supplémentaire, peuvent exporter leurs marchandises dans d'autres pays et les y vendre avec perte, dans le seul but d'écartier leurs rivaux de ces pays. C'est ainsi que le syndicat russe des raffineurs de sucre maintenait, en Russie, le sucre à des prix relativement élevés, mais le vendait en Angleterre à vil prix, dans le seul but d'évincer ses concurrents du marché anglais. Il est passé en proverbe qu'en Angleterre on nourrissait les porcs avec le sucre russe. Donc, à l'aide des droits de douane, les potentats d'un syndicat ont la possibilité de *piller à fond leurs compatriotes et de mettre sous leur domination les acheteurs étrangers*.

Les conséquences de tout cela sont très importantes. Il est clair que la plus-value des maîtres du syndicat va croître avec le nombre des moutons qui se laissent tondre à l'abri des barrières douanières. Si le pays est petit, le profit ne sera pas grand. Si, au contraire, le pays est vaste et très peuplé, le gain sera considérable; on pourra se lancer hardiment sur le marché mondial, tous les espoirs seront permis. Mais la frontière douanière coïncide en général avec la frontière de l'État. Comment élargir cette dernière ? Comment arracher un morceau de territoire étranger et l'incorporer au territoire de sa propre nation ? *Par la guerre*. La domination des maîtres du syndicat est donc nécessairement liée aux *guerres de conquête*. Chaque État capitaliste s'efforce, par le brigandage, d'élargir ses frontières : les intérêts des maîtres des syndicats, ceux du capital financier l'exigent. Élargir les frontières, c'est synonyme de faire la guerre.

Ainsi, la politique douanière des syndicats et des trusts, d'accord avec leur politique sur le marché mondial, conduit aux conflits les plus violents. Mais d'autres causes y conduisent encore.

Nous avons vu que le développement de la production amène une accumulation ininterrompue de plus-value. Dans chaque pays capitaliste avancé, il se forme donc continuellement du capital en excédent, rapportant moins que dans un pays arriéré. Plus cet *excédent* de capital est grand, plus on s'efforce de *l'exporter* et de le placer dans d'autres pays. La politique douanière favorise extrêmement ce genre de placements.

En effet, les droits de douane entravent l'importation des marchandises. Lorsque les fabricants russes, par exemple, ont fait frapper de droits élevés les marchandises allemandes, les fabricants allemands ont eu plus de peine à écouler leurs marchandises en Russie.

Ce que voyant, les capitalistes allemands trouvèrent une autre issue : c'était d'exporter en Russie *leurs capitaux* ; ils y construisirent des usines, achetèrent des actions d'entreprises russes ou créèrent de nouvelles entreprises. Mais les droits de douane ne sont-ils pas un obstacle à cette exportation ? Nullement. Loin de l'empêcher, ils la *favorisent*, au contraire, ils la provoquent. En effet, lorsque les capitalistes allemands créaient des fabriques en Russie et que, de plus, ils adhéraient à quelque syndicat « russe », les droits d'entrée russes les aidaient à empocher de la plus-value ; ils leur étaient tout aussi utiles dans leur entreprise de pillage public qu'à leurs collègues russes.

Le capital n'est pas seulement exporté d'un État dans un autre pour y fonder ou y soutenir des entreprises ; très souvent, il est *prêté à intérêt à cet autre État*, c'est-à-dire que cet autre État augmente sa *dette publique* et devient débiteur du premier. En pareil cas, l'État débiteur s'engage ordinairement à faire tous ses achats (surtout les achats d'armements) chez les industriels de l'État qui lui a prêté le capital. Ainsi affluent d'un État dans un autre des capitaux formidables, placés en partie dans des entreprises et des constructions, en partie dans des emprunts d'État. Sous la domination du capital financier, l'exportation des capitaux atteint des proportions inouïes.

Voici, à titre d'exemple, quelques chiffres déjà vieux, mais suffisamment éloquents. La France, en 1902, avait, dans 26 États, 35 milliards de francs placés.

Près de la moitié étaient des emprunts d'État, dont la part du lion revenait à la Russie avec 10 milliards. (Voilà pourquoi — soit dit en passant — la bourgeoisie française est si furieuse que nous ayons annulé les dettes du tsar et refusons de les payer aux usuriers français). En 1905, le montant du capital exporté dépassait déjà 40 milliards. L'Angleterre, en 1911, avait à l'étranger près de 1.600.000.000 de livres sterling (une livre sterling, au cours d'avant-guerre, valait à peu près 10 roubles ou 25 francs) et si l'on tient compte des colonies anglaises, ce chiffre dépassait 3 milliards de livres sterling. L'Allemagne avait à l'étranger, avant la guerre, à peu près 35 milliards de marks. Bref, chaque État capitaliste exportait de formidables capitaux pour piller ainsi les peuples étrangers.

L'exportation du capital entraîne de grosses conséquences. Les grands États se disputent les pays où exporter leur capital. C'est que lorsque les capitalistes exportent leurs capitaux dans un pays « étranger », ils risquent non quelques marchandises, mais des sommes énormes, se chiffrant par millions et milliards. D'où naturellement le désir croissant d'avoir entièrement en main les petits pays où ils ont placé ces capitaux et d'obliger leurs propres troupes à surveiller ces placements. Les États exportateurs s'efforcent de soumettre à tout prix ces pays à leur domination, autrement dit de les *conquérir*. Et comme ces petits pays, plus faibles, peuvent être assaillis à la fois par plusieurs grands États brigands, il est clair que les États brigands finissent par se heurter les uns aux autres. Et c'est ce qui est arrivé. Donc, l'exportation du capital conduit également à la *guerre*.

Avec les droits imposés par les syndicats, la lutte pour les débouchés s'est terriblement aggravée. Vers la fin du XIX^e siècle, il n'y avait presque plus de territoires libres où exporter ses marchandises et son capital. Et du même coup, les prix des matières premières montaient, ainsi que ceux des métaux, de la laine, du bois, du charbon et du coton. Dans les années qui précèdent la guerre mondiale, c'était une course folle aux débouchés ; c'était la lutte pour de *nouvelles sources de matières premières*. Les capitalistes étaient dans le monde entier à l'affût de nouvelles mines, de nouveaux gisements et de nouveaux marchés pour leurs produits métallurgiques, leurs tissus et leurs autres marchandises, ainsi que d'un public nouveau à voler. Autrefois, plusieurs maisons pouvaient, souvent dans un même pays, se faire une concurrence « pacifique » et s'arrangeaient tant bien que mal. Avec la domination des banques et des trusts, la situation a changé. Supposons qu'on ait découvert de nouveaux gisements de minerai de cuivre. Immédiatement ils tombent aux mains d'une banque ou d'un trust, qui les accapare entièrement et fait de leur possession un monopole. Pour les capitalistes des autres pays, plus rien à faire. Il en est ainsi non seulement pour les matières premières, mais aussi pour les débouchés. Supposons que du capital étranger pénètre dans quelque colonie éloignée. Du premier coup l'écoulement des marchandises va être organisé en grand. Ordinairement, c'est quelque firme géante qui prend l'entreprise en mains, fonde immédiatement des filiales et s'efforce, par une pression sur le pouvoir local et par mille ruses et artifices, de *monopoliser* la vente et d'écarter ses concurrents. Il est bien clair que la forme syndicale s'impose au capital *monopolisateur*, aux trusts et aux syndicats. Ce n'est plus « le bon vieux temps », c'est désormais la lutte sur le marché mondiale des brigands et des pillards monopoleurs.

La croissance du capital financier a fatalement aggravé la lutte pour les débouchés et les matières premières et amené les collisions les plus violentes.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les grands États brigands s'annexèrent des territoires étrangers qui appartenaient à de petites nations. De 1876 à 1914, les « grandes puissances », comme on les appelle, ont accaparé près de 25 millions de kilomètres carrés ; elles ont ainsi volé des territoires étrangers d'une superficie égale à plus du double de l'Europe. *L'univers entier s'est trouvé partagé entre ces gros pillards* : ils ont fait de tous ces pays *leurs colonies*, leurs tributaires et leurs esclaves.

Quelques exemples : l'Angleterre, depuis 1870, a acquis, en Asie, le Béloutchistan, la Birmanie, Chypre, tout le nord de Bornéo, Wei-hai-Wei, Hong-Kong, elle a agrandi ses Établissements de Singapour, accaparé la presqu'île du Sinaï, etc...; en Océanie, elle a pris toute une série d'îles, la partie orientale de la Nouvelle-Guinée,

la plus grande partie des îles Salomon, l'île Tonga, etc... En Afrique, elle a étendu sa domination sur l'Égypte, le Soudan avec l'Ouganda, l'Afrique Orientale, la Somalie « britannique », Zanzibar, Pemba ; elle a absorbé les deux Républiques des Boers, la Rhodésie, l'Afrique centrale « britannique », occupé la contrée du Niger, etc., etc...

La France, depuis 1870, s'est soumise l'Annam, le Tonkin, le Laos, la Tunisie, les îles Comores, Madagascar, de grandes étendues dans le Sahara, le Soudan et la Guinée, acquis des terres sur la côte d'Ivoire, au Dahomey, dans la Somalie, etc... Au commencement du XX^e siècle, les colonies françaises étaient presque 20 fois plus grandes que la France elle-même. Pour l'Angleterre, ses colonies sont 100 fois plus grandes que la métropole.

L'Allemagne a participé à ces raptus à partir de 1884 et, en peu de temps, elle a réussi à accaparer de vastes territoires.

La Russie tsariste a également pratiqué en grand la politique de brigandage, ces derniers temps surtout, en Asie, ce qui l'a conduite à un conflit avec le Japon qui voulait voler l'Asie par l'autre bout.

Les États-Unis se sont saisis de beaucoup d'îles entourant l'Amérique, puis ils se mirent à voler le bien d'autrui sur le continent même. Particulièrement odieuse est leur politique de brigandage au Mexique.

Au total, ces six grandes puissances avaient, en 1914, 16 millions de kilomètres carrés de superficie, tandis que leurs colonies embrassaient 81 millions de kilomètres carrés.

Ces incursions de brigands atteignaient, en premier lieu, de petits pays faibles et sans défense. Ceux-ci succombaient les premiers. De même que dans la lutte entre les fabricants et les petits artisans, ces derniers étaient les premiers ruinés, de même les gros trusts d'États, les gros capitalistes, les brigands organisés détruisaient d'abord les petits États et se les soumettaient. Ainsi s'opérait la centralisation du capital dans l'économie mondiale : les petits États périssaient, les grands États pillards s'enrichissaient, gagnaient en étendue et en puissance.

Mais une fois tout l'univers pillé, la lutte allait se continuer entre eux : la lutte à mort pour un nouveau partage du monde devenait fatale entre les États brigands.

La politique de conquête que le capital financier mène pour les débouchés, les matières premières, les placements de capitaux, s'appelle l'IMPERIALISME. L'impérialisme sort du capital financier. De même qu'un tigre ne peut se nourrir d'herbe, de même le capital financier ne peut avoir qu'une politique d'accaparement, de pillage, de violence, de guerre. Chacun des trusts d'État financiers-capitalistes veut vraiment conquérir le monde entier, fonder un empire universel où régnera sans partage la poignée de capitalistes de la nation victorieuse. L'impérialisme anglais, par exemple, rêve d'une « Grande-Bretagne » qui dominerait l'univers entier, où les potentats des syndicats anglais tiendraient sous leur fouet les Nègres et les Russes, les Allemands et les Chinois, les Hindous et les Arméniens, bref, des centaines de millions d'esclaves noirs, jaunes, blancs et rouges. Ce rêve n'est pas loin de se réaliser. Et l'appétit vient en mangeant. De même les impérialistes russes rêvent d'une « Grande-Russie », les impérialistes allemands d'une « Grande-Allemagne ».

Il était clair que la domination du capital financier précipiterait fatalement l'humanité entière dans l'abîme sanglant de guerres faites au profit des banquiers et des syndicats industriels, de guerres ayant pour but non la défense nationale, mais le pillage de terres étrangères, la soumission du monde au capital financier du pays victorieux. Telle a été la guerre mondiale de 1914-1918.

28. Le Militarisme

La domination du capital financier, des banquiers et des syndicats se manifeste encore par un autre phénomène remarquable : la croissance inouïe des dépenses pour l'armement des armées, des flottes maritime et aérienne. Et c'est bien naturel. Aux temps passés, aucun de ces brigands

n'aurait songé, même en rêve, à une pareille domination universelle. Mais maintenant les impérialistes espèrent réaliser leur rêve. Pour ce combat suprême, les grandes puissances rassemblent leurs forces. Pendant qu'elles dérobent le bien d'autrui, ces bêtes fauves s'observent mutuellement l'une l'autre, de crainte d'être mordues par l'autre. Chaque grande puissance fut donc obligée d'organiser une armée non seulement contre ses colonies et contre ses propres ouvriers, mais aussi contre ses concurrents en brigandage. Chaque fois qu'une puissance inaugurait un nouveau système d'armement, une autre cherchait à la dépasser pour ne pas rester en état d'infériorité. Ainsi commença la course folle aux armements : une puissance entraînait les autres. On vit naguère les entreprises gigantesques et les trusts des rois des canons : les Poutilovs, les Krupps, les Armstrong, les Wickers. Ces trusts de fabricants de canons encaissent des bénéfices énormes, nouent des relations avec les états-majors et, par tous les moyens, versent eux aussi de l'huile sur le feu, aiguissant chaque conflit : car de la guerre dépend la prospérité de leurs affaires.

Tel était l'aspect insensé de la société capitaliste avant la guerre. Les trusts nationaux se hérissaient de millions de baïonnettes ; sur terre, sur mer, dans les airs, tout était prêt pour une lutte universelle ; parmi les dépenses de l'État, le budget de la guerre prenait une place de plus en plus grande. En Angleterre, par exemple, en 1875, les dépenses militaires comptaient pour 38,6%, soit un peu plus du tiers, et en 1907-1908 pour 48,6%, soit près de la moitié de toutes les dépenses de l'État ; aux États-Unis, en 1908, elles représentaient 56,9%, c'est-à-dire *plus* de la moitié. De même dans les autres États. Le militarisme « prussien » fleurissait dans tous les grands « États-trusts ». Les rois du canon s'enrichissaient. Et le monde entier roulait avec une rapidité vertigineuse à la plus sanglante des guerres, à la tuerie impérialiste mondiale.

Particulièrement curieuse a été la rivalité entre les bourgeoisies anglaise et allemande. En 1912, l'Angleterre décida de construire trois cuirassés-dreadnoughts, chaque fois que l'Allemagne en construirait deux. En 1913, l'Allemagne devait avoir dans la mer du Nord 17 dreadnoughts, l'Angleterre 21 ; en 1916, l'Allemagne 26, l'Angleterre 36, et ainsi de suite.

Les dépenses pour l'armée et la flotte augmentèrent de la façon suivante :

	Millions de francs	
	1888	1908
Russie	546	1.222
France	780	1.079
Allemagne	468	1.053
Autriche-Hongrie	260	520
Italie	195	312
Angleterre	390	728
Japon	18	234
États-Unis	260	520

En l'espace de 20 ans, les dépenses avaient doublé ; au Japon, elles étaient treize fois plus grandes. Immédiatement avant la guerre, la fièvre des armements était devenue insensée. La France dépensait pour ses besoins militaires : en 1910, 1.305 millions de francs ; en 1914, 1.924 ; l'Allemagne, en 1906, 1.242 millions de francs ; en 1914, 2.451 millions, c'est-à-dire le double. L'Angleterre s'armait plus formidablement encore. En 1900, elle dépensait 1.298 millions de francs ; en 1910, 1.804 millions, et en 1914, 2.090 millions ; en 1913, l'Angleterre dépensait, rien que pour sa flotte, plus que toutes les puissances réunies n'avaient dépensé pour la leur en 1886. Quant à la Russie tsariste, elle avait dépensé pour ses besoins militaires, en 1892 : 762 millions de francs ; en 1902 : 1.094 millions ; en 1906 : 1.376 millions ; en 1914, son budget de la guerre atteignait 2.535 millions de francs.

Les dépenses d'armements englobaient une partie énorme des recettes budgétaires. La Russie, par exemple, y consacrait presque un tiers de ses dépenses totales, et plus encore, en comptant les intérêts de ses emprunts.

Sur 100 roubles, en Russie tsaristes, étaient dépensés :

Pour l'armée, la flotte, l'intérêt des emprunts.	40 r. 14 kop.
Pour l'Instruction publique (13 fois moins)	3 r. 86 kop.
Pour l'Agriculture (10 fois moins)	4 r. 06 kop.
Pour l'Industrie, les Finances, etc.	51 r. 94 kop.
Au total :	100 roubles

De même, dans d'autres pays. Prenons la « démocratique Angleterre ». En 1904, sur 100 livres sterling, elle dépensait :

Pour l'armée et la flotte	53 £ 80
Pour l'amortissement des dettes d'État et l'intérêt des emprunts	22 £ 50
Pour les administrations civiles	23 £ 70
Au total :	100 £ 29

29. La guerre impérialiste de 1914-1918

La politique impérialiste des « grandes puissances » devait tôt ou tard produire une collision. Il est tout à fait clair que cette politique de rapine de toutes les grandes puissances a causé la guerre. Il n'y a que les imbéciles pour croire actuellement que la guerre a éclaté parce que les Serbes ont tué un prince autrichien et que l'Allemagne a envahi la Belgique. Au début de la guerre, on discutait beaucoup pour savoir qui en était responsable. Les capitalistes allemands prétendaient que la Russie avait attaqué l'Allemagne et les commerçants russes que l'Allemagne avait attaqué la Russie. En Angleterre, on disait qu'on faisait la guerre pour défendre la malheureuse petite Belgique. En France, par la plume, par la chanson, par la parole, on célébrait la générosité de la France défendant l'héroïque peuple belge. Et en même temps, l'Autriche et l'Allemagne colportaient partout qu'elles se défendaient contre l'agression des cosaques russes et faisaient une guerre sainte de défense nationale.

Tout cela, du commencement à la fin, n'était que bêtises destinées à tromper les masses ouvrières. La bourgeoisie avait besoin de ces mensonges pour entraîner les soldats. Ce n'était pas la première fois qu'elle avait recours à ce moyen. Nous avons déjà vu comment les syndicats industriels ont introduit des droits de douane afin de mener avec plus de succès la lutte pour les marchés étrangers, tout en pillant leurs propres compatriotes. Ces droits étaient donc, pour eux, un moyen d'agression. Mais la bourgeoisie criait qu'elle voulait ainsi défendre l'« industrie nationale ». Dans la guerre impérialiste faite pour soumettre le monde à la domination du capital financier, tous les participants sont essentiellement des agresseurs. N'est-ce pas maintenant clair comme le jour ? Les valets du tsar disaient qu'ils « se défendaient ». Mais lorsque la révolution d'octobre eut enfoncé les armoires secrètes du Ministère, il fut établi par des documents officiels que le tsar, aussi bien que Kerensky, en accord touchant avec les Anglais et les Français, avait fait une guerre de brigandage, qu'il voulait prendre Constantinople qui n'était pas à lui, détrousser la Turquie et la Perse, arracher la Galicie à l'Autriche.

Les impérialistes allemands se sont démasqués aussi. Il n'y a qu'à rappeler le traité de Brest-Litovsk, les pillages de Belgique, de Lituanie, d'Ukraine, de Finlande. La révolution allemande a fait également plus d'une découverte ; nous savons maintenant, par des documents authentiques, que l'Allemagne s'était préparée à l'agression en vue du pillage et qu'elle rêvait de s'appropriier presque toutes les colonies étrangères et maints territoires ennemis.

Et les « nobles Alliés » ? Entièrement démasqués eux aussi. Après les avoir vus, par la paix de Versailles, détrousser l'Allemagne, lui imposer 132 milliards de marks-or de « réparations », lui enlever toute sa flotte, toutes ses colonies, presque toutes ses locomotives et ses vaches laitières, personne ne croira plus à leur générosité. Maintenant, ils pillent la Russie au nord et au sud. Donc, eux aussi, ont fait la guerre *en vue du pillage*.

Les communistes (bolcheviks) avaient dit tout cela dès le début de la guerre, mais bien peu les croyaient. Maintenant tout homme, tant soit peu intelligent, sait qu'ils disaient la vérité. Le capital financier est un brigand rapace et sanguinaire, quelle que soit son origine : russe, allemand, français, japonais ou américain.

Il est donc ridicule de dire, dans le cas d'une guerre impérialiste, qu'un impérialiste est coupable, un autre, non ; ou que certains impérialistes sont les agresseurs, tandis que les autres se défendent. Tout cela a été inventé pour berner les travailleurs. En réalité, tous se sont attaqués d'abord aux petits peuples coloniaux ; tous ont conçu le dessein de se livrer au pillage du monde entier et de le soumettre au capital financier de leur propre pays.

La guerre devait fatalement se transformer en une guerre *mondiale*. Le globe entier étant alors découpé en morceaux et partagé entre les « grandes puissances » et toutes les puissances étant unies entre elles par une économie mondiale commune, il était inévitable que la guerre embrassât presque tous les continents.

L'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, le Monténégro, le Japon, les États-Unis, la Chine et des douzaines d'autres petits États ont été entraînés dans le remous sanglant. La population du globe s'élève à environ un milliard et demi d'hommes. Tous ont souffert, directement ou indirectement de cette guerre imposée par une poignée de capitalistes criminels. Le monde n'avait encore jamais vu d'armées aussi immenses, des engins de mort aussi monstrueux. Jamais le monde n'avait vu non plus pareille puissance du capital. L'Angleterre et la France ont contraint à la défense de leurs coffres forts, non seulement des Anglais et des Français, mais aussi des milliers et des milliers de leurs esclaves coloniaux noirs ou jaunes. Les brigands « civilisés » n'ont pas craint d'employer pour leurs desseins jusqu'à des cannibales. Et tout cela masqué sous les plus nobles formules.

La guerre de 1914 a eu ses précédents dans les guerres coloniales. Telles furent : la campagne des puissances « civilisées » contre la Chine, la guerre hispano-américaine, la guerre russo-japonaise de 1904 (pour la Corée, Port-Arthur, la Mandchourie, etc.), la guerre italo-turque en 1912 (pour la colonie africaine de Tripoli); la guerre anglo-boer dans laquelle, au commencement du XX^e siècle, l'Angleterre « démocratique » a étranglé les deux républiques boers. Plus d'une fois ces compétitions risquèrent d'allumer un immense incendie. Le partage des territoires africains menaçait d'amener une guerre entre l'Angleterre et la France (pour Fachoda), ensuite entre l'Allemagne et la France (pour le Maroc); la Russie tsariste a failli entrer en guerre avec l'Angleterre pour le partage de l'Asie Centrale.

Déjà, à la veille de la guerre mondiale, les antagonismes d'intérêts se sont fortement accusés entre l'Angleterre et l'Allemagne pour la prédominance en Afrique, en Asie Mineure et dans les Balkans. Et les circonstances firent alors que l'Angleterre marchât avec la France qui voulait enlever à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine, et avec la Russie qui désirait faire ses petites affaires dans les Balkans et la Galicie. L'impérialisme allemand, rapace, avait pour allié principal l'Autriche-Hongrie. L'impérialisme américain ne s'en mêla que plus tard, car il guettait l'affaiblissement réciproque des États européens.

En plus du militarisme, l'arme la plus employée par les puissances impérialistes est la diplomatie secrète avec ses traités secrets, ses complots, voire ses assassinats, ses bombes, etc... Il existait des traités secrets d'un côté entre l'Angleterre, la France et la Russie, de l'autre entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. L'assassinat de l'archiduc autrichien avant la guerre n'eut pas lieu,

semble-t-il, sans que les agents secrets de l'Entente en eussent été informés. Mais la diplomatie allemande elle-même n'y voyait pas d'inconvénients ; l'impérialiste allemand Rohrbach écrivait : « Nous devons considérer comme un bonheur que, grâce à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le grand complot antiallemand ait éclaté avant le terme fixé. Deux ans plus tard, la guerre aurait été pour nous beaucoup plus dure. » Les provocateurs allemands eussent été prêts à sacrifier un de leurs princes pour déchaîner eux-mêmes la guerre.

30. Le capitalisme d'État et les classes

La guerre impérialiste ne se distingue pas seulement par ses proportions gigantesques et par son action dévastatrice, mais aussi par le fait que *toute l'économie du pays en guerre est subordonnée aux intérêts militaires*. L'argent suffisait jadis à la bourgeoisie pour faire la guerre. Mais la guerre mondiale prit une telle ampleur et les pays englobés par elle avaient une telle immensité, que l'argent seul ne put suffire à ses besoins. Les aciéries durent exclusivement fondre des canons plus monstrueux les uns que les autres ; la guerre absorba tout le charbon extrait des mines, tous les métaux, les tissus, le cuir, etc. Bien entendu, parmi les trusts capitalistes nationaux, c'est celui dont la production et les transports répondaient le mieux aux besoins de la guerre, qui pouvait espérer être victorieux. Comment se fit cette adaptation ? *Par la centralisation de toute la production.*

Il fallait que la production marchât sans à-coup, qu'elle fût bien organisée, soumise aux instructions directes de l'état-major général, afin que les ordres de « ces messieurs à galons et képis étoilés » fussent ponctuellement exécutés.

Pour cela, la bourgeoisie n'eut qu'à mettre la production privée et les différents syndicats et trusts à la disposition de son *État de proie bourgeois*. Ainsi fut fait. L'industrie fut « mobilisée » et « militarisée », c'est-à-dire mise à la disposition de l'État et des autorités militaires. « Mais, objectera-t-on, la bourgeoisie a perdu ses profits ? Car ce fut alors la nationalisation ? Une fois tout remis à l'État, quel a été le profit de la bourgeoisie et comment accepta-t-elle un pareil marché ? » Et cependant, la bourgeoisie l'a accepté et il n'y a rien d'étonnant à cela. Car les syndicats particuliers ont tout remis, non à l'État ouvrier, mais à leur *propre* État impérialiste. Et qu'y avait-il là de si effrayant pour la bourgeoisie ? Elle ne faisait que passer ses richesses d'une poche dans l'autre, sans y perdre un centime.

Il faut se rappeler constamment le caractère de classe de l'État. L'État n'est pas une sorte de troisième pouvoir placé au-dessus des classes ; il est, de haut en bas, une organisation de classe. Sous la dictature des ouvriers, l'État est une organisation d'ouvriers. Sous la domination de la bourgeoisie, l'État est une organisation d'entrepreneurs, tout comme un trust ou un syndicat.

Par conséquent, lorsque la bourgeoisie a remis ses syndicats privés entre les mains de son État (pas un État prolétarien, mais son *propre* État capitaliste de proie), elle n'y a absolument rien perdu. Que le fabricant Dupont ou Durand touche son profit à la caisse d'un syndicat ou à celle de la banque d'État, n'est-ce pas la même chose ? Non seulement, la bourgeoisie n'y perdit rien, mais elle y gagna. Grâce à cette centralisation, en effet, la machine militaire marcha mieux et ainsi s'accrurent les chances de victoire dans cette guerre de brigandage.

C'est ainsi que pendant la guerre, dans presque tous les pays capitalistes, un *capitalisme d'État* prit la place des syndicats particuliers. L'Allemagne, par exemple, ne put remporter ses victoires et résister si longtemps à l'assaut de forces ennemies supérieures en nombre, que parce que la bourgeoisie allemande s'entendit admirablement à organiser ce capitalisme d'État.

Le passage au capitalisme d'État s'est opéré de diverses manières. Le plus souvent, des *monopoles d'État* furent créés dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire que l'industrie et le commerce passèrent, dans leur totalité, entre les mains de l'État bourgeois. Ce passage ne s'accomplissait pas toujours d'un seul coup, mais peu à peu, comme lorsque l'État achetait une partie seulement des actions d'un syndicat ou d'un trust.

Alors cette entreprise appartenait pour moitié à l'État, pour moitié à des particuliers, et l'État bourgeois y imposait ses vues. De plus, même dans les entreprises restées aux mains des particuliers, il imposait souvent une réglementation rigoureuse : ainsi, certaines entreprises étaient *tenues*, par une loi spéciale, d'acheter des produits à d'autres entreprises qui, à leur tour, ne devaient vendre que par quantités déterminées et à un prix fixé ; l'État rendait aussi obligatoires certaines méthodes de travail, certains matériaux, il imposait la carte d'achat pour tous les produits importants. Ainsi, à la place du capitalisme privé, se développa le capitalisme d'État.

Le capitalisme d'État substitua aux organisations particulières de la bourgeoisie son organisation unique, son État. Jusqu'à la guerre, il y avait dans chaque pays capitaliste l'organisation de l'État bourgeois et, en dehors d'elle, des syndicats, des trusts, des consortiums d'entrepreneurs, des unions de propriétaires fonciers, des partis politiques bourgeois, des associations de journalistes, de savants, d'artistes bourgeois, des associations culturelles, des congrégations, des sociétés de jeunes gardes blancs, des bureaux de détectives privés, etc. Sous la domination du capitalisme d'État, toutes ces organisations particulières se fondent dans l'État bourgeois, deviennent ses filiales, exécutent ses plans, se soumettent à un « commandement suprême ». Dans les mines et dans les usines, on exécute les ordres de l'état-major général ; les journaux ne publient que ce qui plaît au grand état-major ; on prêche dans les églises comme le veulent ces brigands galonnés ; dessinateurs, poètes, chansonniers se soumettent à leur censure ; on invente les machines, les canons, les munitions, les gaz dont l'état-major a besoin. Ainsi, toute la vie est « militarisée » pour assurer à la bourgeoisie ses profits souillés de boue et de sang.

Le capitalisme d'État signifie un renforcement formidable de la haute bourgeoisie. De même que, sous la dictature du prolétariat, la classe ouvrière est d'autant plus forte que la collaboration dans le travail des soviets, des syndicats ouvriers, du Parti Communiste, etc., est plus intime ; de même, sous la dictature de la bourgeoisie, cette dernière est d'autant plus puissante que toutes les organisations bourgeoises sont rattachées l'une à l'autre par des liens plus solides. Le capitalisme d'État, en les centralisant et en en faisant les rouages d'une seule et unique machine, favorise la puissance formidable du capital. La dictature de la bourgeoisie célèbre vraiment là son triomphe.

Le capitalisme d'État est apparu, pendant la guerre, dans tous les grands pays capitalistes et même dans la Russie tsariste (comité d'industrie de guerre, monopoles, etc.). Mais, par la suite, la bourgeoisie russe, effrayée par la Révolution, craignit que la production, avec le pouvoir d'État, ne passât dans les mains du prolétariat. C'est pourquoi, après la révolution de février 1917, elle s'opposa à l'organisation de la production.

Nous avons vu que le capitalisme d'État ne supprime en aucune façon l'exploitation, mais augmente prodigieusement la puissance de la bourgeoisie. Néanmoins, les partisans de Scheidemann, en Allemagne, et autres socialistes d'union sacrée ont proclamé que cette contrainte dans le travail était du socialisme, qu'une fois tout en possession de l'État, le socialisme serait réalisé. Ils ne voyaient pas qu'il ne s'agit point d'un État prolétarien, mais d'une concentration de la puissance gouvernementale dans les mains des ennemis les plus acharnés et des assassins du prolétariat.

En unissant et en organisant la bourgeoisie, et en augmentant ainsi sa puissance, le Capitalisme d'État affaiblit la classe ouvrière. Sous sa domination, les ouvriers devinrent les esclaves à peau blanche d'un État de proie. On les priva du droit de faire grève, on les mobilisa et militarisa ; tous ceux qui se déclaraient contre la guerre étaient aussitôt condamnés pour crime de trahison ; dans beaucoup de pays, on leur enleva la liberté de circuler, le droit de passer d'une entreprise dans une autre, etc. Le « libre » ouvrier salarié était devenu un serf condamné soit à mourir sur les champs de bataille pour la cause de ses ennemis, soit à travailler jusqu'à

épuisement, non pour lui-même, pour ses camarades ou pour ses enfants, mais dans l'intérêt de ses oppresseurs.

31. La faillite du capitalisme et la classe ouvrière

Ainsi, la guerre favorisa au début la centralisation et l'organisation de l'économie capitaliste. L'œuvre que les syndicats, banques, trusts, entreprises combinées n'avaient pu achever, le capitalisme d'État s'efforça de la réaliser. Il créa tout un réseau d'organes, régularisant la production et la répartition et préparant ainsi le terrain pour que le prolétariat puisse entreprendre la grande production centralisée.

Mais la guerre, dont tout le poids retombait sur la classe ouvrière, allait déchaîner inévitablement le soulèvement des *masses prolétariennes*. La guerre fut avant tout une tuerie comme on n'en avait pas encore vu dans l'Histoire. La production des cadavres prenait un développement gigantesque. Le prolétariat était voué à l'*extermination sur les champs de bataille*. D'après certains calculs, le nombre des tués, blessés et disparus, rien que jusqu'en mars 1917, atteignait *vingt-cinq millions d'hommes* ; le nombre des tués au 1er janvier 1918 était d'environ huit millions. En estimant le poids moyen d'un homme à 60 kilogrammes, on peut dire que les capitalistes ont produit, d'août 1914 à janvier 1918, 480.000.000 de kilogrammes de viande humaine en putréfaction. Pour évaluer exactement les pertes, il faudrait ajouter encore des millions de malades. La seule syphilis, qui a pris, pendant la guerre, une extension inouïe, a infecté presque tout le genre humain. Les hommes, après la guerre, avaient perdu les deux tiers de leurs forces ; les éléments les plus sains, les plus capables de travailler, *la fleur des nations, ont été exterminés*.

Et ce sont évidemment les ouvriers, les paysans, qui souffrirent le plus.

Dans les grands centres des États belligérants, il s'est même créé de petites agglomérations de soldats particulièrement défigurés et mutilés ; le visage recouvert d'un masque, réduit à la boîte crânienne, ces malheureux tronçons végètent là, témoignages vivants de la « civilisation » bourgeoise.

Mais le prolétariat ne fut pas seulement immolé dans de sauvages combats. Des charges incroyables pèsent sur les épaules des survivants. La guerre exigea des dépenses folles. Et pendant que les fabricants et les usiniers touchaient des « bénéfices » fabuleux, on imposait aux ouvriers des impôts énormes, pour payer les frais formidables de la guerre. En 1919, à la Conférence de la Paix, le ministre des finances de la France déclara que la guerre avait coûté aux nations belligérantes un trillion de francs. Peu de gens savent ce que signifient de pareils chiffres. Autrefois, c'est avec des chiffres de ce genre qu'on calculait la distance d'une étoile à une autre. Et aujourd'hui, on calcule avec eux les dépenses de la tuerie scélérate. Un trillion, c'est un million de millions. D'après d'autres calculs, les dépenses de la guerre ont été les suivantes :

	<i>En millions de francs</i>
1914 Première année	236
1915 Deuxième année	354,9
1916 Troisième année	532,2
1917 (Première moitié) de la quatrième année	399,1
Total	1 522,2

Évidemment, les dépenses n'ont fait qu'augmenter après 1917. De pareilles dépenses exigeaient, pour être couvertes, des recettes folles. Et tout naturellement, les États capitalistes se sont mis à augmenter d'autant les impôts de la classe ouvrière : soit sous forme d'impôts directs, soit — pour faire payer quelque chose aussi à la bourgeoisie — par la hausse patriotique des prix. La cherté de la vie s'accrut. Et les fabricants — ceux surtout qui travaillaient pour la guerre — encaissèrent des bénéfices inouïs.

Les fabricants russes élevèrent leurs dividendes de plus du double, certaines entreprises en versèrent de fabuleux. Voici quelques chiffres : La Société du Naphte des frères Mirsoiev paya 40% de dividende ; la Société par actions des frères Danichevsky, 30%; la Manufacture de tabacs de Kalfa, 30%, etc. En Allemagne, le bénéfice net des entreprises qui était, en 1913-1914, pour quatre branches (chimie, explosifs, métallurgie, automobiles), de 133 millions, passa, en 1915- 1916, à 259 millions, c'est-à-dire qu'il doubla en une seule année. Aux États-Unis, les bénéfices du trust de l'acier triplèrent de 1915 à 1916. De 1915 à 1917, ils montèrent de 98 millions à 478 millions de dollars ! Les dividendes de 200% n'étaient pas rares. Tout aussi formidable a été l'augmentation des profits des banques. Les gros requins s'enrichirent de manière incroyable, les petites gens se ruinèrent et le prolétariat tomba sous le joug des impôts et de la vie chère.

Pendant la guerre, on fabriqua surtout des shrapnells, des grenades, de la dynamite, des canons, des autos blindées, des avions, des gaz asphyxiants, de la poudre, etc... Aux États-Unis, il surgit des villes entières bâties hâtivement autour de poudrières construites si vite que souvent elles sautaient, tant on était pressé de fabriquer de la poudre et de gagner de l'argent. Les fabricants de canons et d'obus réalisèrent des profits formidables. Mais la situation du peuple n'en devenait que plus mauvaise. Car les véritables produits, ceux qui servent à l'alimentation, à l'habillement, etc., se fabriquaient de moins en moins. Avec de la poudre et des balles, on peut tirer et détruire ; mais on ne peut ni se nourrir, ni se vêtir. Et toutes les forces économiques étaient absorbées par la fabrication de la poudre et des engins de destruction. La production normale et utile disparaissait de plus en plus. La main-d'œuvre passait dans l'armée et toute l'industrie travaillait pour la guerre. Les marchandises utiles devenaient de plus en plus rares, amenant la *famine* et la *vie chère*. Manque de pain, manque de charbon, manque de tous les objets utiles, et par-dessus le marché *dissette mondiale et épuisement général de l'humanité*, telles sont les conséquences de la criminelle tuerie impérialiste.

En France, la production agricole, dans les premières années de la guerre, diminue de la façon suivante :

En quintaux		
	1914	1916
Blé	42.272.500	15.300.000
Plantes à racines	46.639.000	15.260.000
Plantes industrielles	59.429.000	20.448.000
Légumes	---	374.500

En Angleterre, les stocks de minerais étaient évalués :

*Vers la fin de 1912, à 241.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1913, à 138.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1914, à 108.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1915, à 113.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1916, à 3.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1917, à 600 tonnes ;*

En Allemagne, la production de la fonte qui était, en 1913, de 19,3 millions de tonnes, descendit en 1916 à 13,3 millions, en 1917 à 13,1, en 1918, à 12 millions, et en 1919 encore à moins.

Le manque de charbon mit toute l'industrie mondiale dans la situation la plus désespérée. En Europe, le fournisseur de charbon était l'Angleterre. Mais en Angleterre, dès le milieu de 1915, la production avait diminué de 13%; en 1917, les industries essentielles n'avaient presque plus de charbon ; les usines électrotechniques ne recevaient que le sixième du charbon nécessaire ; les

entreprises textiles, onze fois moins qu'avant la guerre. Lors de la Conférence de la « Paix » à Versailles, presque tous les pays subissaient une terrible crise charbonnière ; les fabriques fermaient faute de combustible, la circulation sur les chemins de fer était réduite, ce qui désorganisa toute l'industrie des transports.

En Russie, la situation était la même. Déjà en 1917, grâce à la guerre, l'extraction du charbon se faisait très mal. Le rayon de Moscou ayant besoin de 12 millions de pouds¹⁴ par mois, le gouvernement de Kerensky en promit six millions (la moitié). Mais, en réalité, il fut seulement fourni : en janvier 1917, 1,8 millions de pounds ; en février, 1,3 millions ; en mars, 0,8 million. L'industrie russe, évidemment, ne put que périr. En Russie, comme dans le monde entier, commençait la désagrégation du Capitalisme.

En 1917 (au temps de Kerensky), voici le nombre des fabriques qui fermèrent :

	Entreprises	Ouvriers
Mars	74	6.646
Avril	55	2.816
Mai	108	8.701
Juin	125	38.455
Juillet	206	47.754

La décadence se précipitait.

Pour se rendre compte du renchérissement de la vie provoqué par l'insuffisance des marchandises et par l'abondance du papier-monnaie, il suffit d'observer le pays qui, avec l'Amérique, a le moins souffert de la guerre, l'Angleterre. Voici les prix moyens des cinq principales denrées :

	Thé, sucre	Pain, viande, beurre
En 1901-1905	500	300
Fin juillet 1914	579	350
Fin janvier 1915	786	413
Fin janvier 1916	946,5	465
Fin janvier 1917	1 310	561
Fin janvier 1918	1 221,5	681
Fin mai 1918	1 247	777,5

Pendant la guerre, les prix, même en Angleterre, ont plus que doublé, tandis que les salaires n'ont augmenté que de 18%. Les prix augmentèrent donc six fois plus que les salaires. La situation empira surtout en Russie, où la guerre, dévastant le pays, fit de lui, par la grâce de Messieurs les capitalistes, un pauvre mendiant en haillons.

Même en Amérique, le pays qui a le moins souffert de la guerre, le prix des 16 produits les plus importants a augmenté, de 1913 à 1918 inclusivement, de 160% et les salaires de 80% seulement.

¹⁴ 1 poud : environ 16 kilogramme.

Le manque de charbon, d'acier, de tout le nécessaire finit par bouleverser la production de guerre elle-même. Tous les pays, à l'exception de l'Amérique, s'appauvrirent continuellement. La famine, la destruction, le froid marchèrent triomphalement sur la terre. Et tous ces maux frappaient surtout la classe ouvrière. Elle tenta bien de protester, mais la guerre dressait contre elle toute la puissance capitaliste de l'État de rapine. La classe ouvrière, dans tous les pays, aussi bien monarchiques que républicains, subit des persécutions inouïes. Les ouvriers furent privés non seulement du droit de grève, mais la moindre tentative protestataire fut impitoyablement réprimée. La domination du capitalisme conduisit ainsi à la *guerre civile entre les classes*.

Les persécutions des ouvriers pendant la guerre sont très bien exposés dans la résolution de l'Internationale Communiste concernant la terreur blanche : « Dès le commencement de la guerre — y est-il dit — les classes dirigeantes qui ont fait tuer et mutiler sur les champs de bataille plus de 10 millions d'hommes, ont introduit, à l'intérieur de leurs pays, le régime de la dictature sanglante (de la bourgeoisie). Le gouvernement tsariste russe a fusillé et pendu les ouvriers et il a organisé des pogromes juifs. La monarchie autrichienne a noyé dans le sang le soulèvement des paysans et des ouvriers ukrainiens et tchèques. La bourgeoisie anglaise a exécuté les meilleurs représentants du peuple irlandais. L'impérialisme allemand sévit à l'intérieur du pays et les matelots révolutionnaires ont été les premières victimes de cette bête sauvage. En France, on fusilla les soldats russes qui ne voulaient pas défendre les intérêts des bourgeois français. En Amérique, la bourgeoisie lyncha les internationalistes, condamna les meilleurs éléments du prolétariat à 20 ans de travaux forcés et fusilla les ouvriers en grève. »

Le régime capitaliste craquait de toutes parts, L'anarchie de la production avait conduit à la guerre, et celle-ci avait provoqué une exaspération sans exemple des antagonismes entre les classes ; ainsi la guerre menait à la Révolution. Le capitalisme se mit à se désagréger dans deux directions principales¹⁵. La faillite du capitalisme commençait.

Examinons de plus près cette faillite.

La société capitaliste était entièrement fondue dans un seul moule : l'usine était organisée exactement de la même manière qu'un ministère ou un régiment ; en haut, les riches, qui dirigent, en bas, les pauvres, les ouvriers et les employés, qui obéissent ; dans l'entre-deux, les ingénieurs, les sous-officiers, les employés supérieurs. On voit que la société capitaliste ne peut durer qu'aussi longtemps que le soldat ouvrier obéit au propriétaire, général ou officier issu de la noblesse ou de la bourgeoisie, et tant que l'ouvrier de fabrique exécute l'ordre de Monsieur le Directeur richement appointé ou du fabricant, suceur de plus-value ouvrière. Mais, aussitôt que les masses laborieuses refusent d'être de simples pions entre les mains de leurs ennemis, les fils qui relient le soldat au général, l'ouvrier au fabricant commencent à se rompre. Les ouvriers cessent d'obéir à leurs patrons, les soldats à leurs officiers, les employés à leurs chefs. C'est la décadence de l'ancienne discipline, où les riches dominaient les pauvres et où la bourgeoisie maltraitait le prolétariat. Cette période durera inévitablement jusqu'à ce que la nouvelle classe, le prolétariat, ait soumis la bourgeoisie, l'ait contrainte à servir les travailleurs et ait organisé *la discipline nouvelle*. Cette période de confusion, où l'ordre ancien étant déjà détruit, l'ordre nouveau n'est pas encore créé, ne peut finir qu'avec la victoire complète du prolétariat dans la guerre civile.

32. La guerre civile

La guerre civile est une lutte de classes exaspérée, qui se transforme en révolution. La guerre impérialiste mondiale entre différents groupes de la bourgeoisie pour un nouveau partage du monde fut menée à l'aide des esclaves du capital. Mais elle imposa aux ouvriers de telles charges que la lutte des classes commença à se transformer en *une guerre civile des opprimés contre leurs oppresseurs*, guerre que Marx appelait déjà la seule guerre équitable.

¹⁵ Cf. § 13 : Contradictions principales du régime capitaliste.

Il est tout naturel que le capitalisme ait conduit à la guerre et que la guerre impérialiste entre États bourgeois ait été suivie de la guerre civile. Notre parti avait prédit cela, dès 1914, alors que personne encore ne songeait à la Révolution. Et cependant il était clair que le prolétariat, accablé par la guerre sous des charges énormes, finirait par se soulever et que la bourgeoisie ne pourrait réaliser une paix durable, à cause des antagonismes insurmontables entre les groupes nationaux de pillards capitalistes.

Notre prédiction se réalise intégralement aujourd'hui. Aux terribles années de tuerie, de bestialité et de sauvagerie, succéda la guerre civile contre les oppresseurs. Elle fut ouverte par la Révolution russe, en février et en octobre 1917 ; les Révolutions finlandaise, hongroise, autrichienne et allemande l'ont continuée ; puis la Révolution commença dans d'autres pays... Et en même temps, la bourgeoisie est manifestement incapable de faire une paix durable. Les Alliés ont vaincu l'Allemagne en novembre 1918 ; ils n'ont signé à Versailles la paix de rapine que sept mois plus tard. Tout le monde sent que cette paix ne peut durer ; depuis, se sont battus les Yougoslaves et les Italiens, les Polonais et les Tchécoslovaques, les Polonais et les Lithuaniens, les Lettons et les Allemands. Et tous les États bourgeois ont attaqué la République des ouvriers russes victorieux. Ainsi la guerre impérialiste se termine par la guerre civile d'où le prolétariat sortira nécessairement triomphant.

La guerre civile n'est due ni au caprice d'un parti ni au hasard, c'est une manifestation de la Révolution, qui était inévitable parce que la guerre des pillards impérialistes devait ouvrir définitivement les yeux des masses ouvrières.

Une révolution sans guerre civile est aussi chimérique qu'une révolution « pacifique ». Ceux qui pensent de la sorte (par exemple les mencheviks qui pestent contre la guerre civile) régressent de Marx vers les socialistes antédiluviens qui croyaient pouvoir convaincre les capitalistes. C'est comme si l'on voulait, à force de caresses, convaincre le tigre de se nourrir d'herbe et de laisser les veaux tranquilles. Marx était partisan de la guerre civile, c'est-à-dire de la lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie. Il écrivait, au sujet de la Commune de Paris de 1871, que les communards n'ont pas été assez résolus ; dans le manifeste de la 1er Internationale, rédigé par Marx, il est dit d'un ton de reproche : « Les sergents de ville même, au lieu d'être désarmés et arrêtés, comme cela aurait dû se faire, trouvaient les portes de Paris grandes ouvertes pour qu'ils pussent, sains et saufs, se retirer à Versailles. Non seulement les hommes d'ordre (les contre-révolutionnaires) ne furent pas molestés, mais on les laissa se rallier et s'emparer tout doucement de plus d'une position forte, au centre même de Paris... Il répugnait au Comité central de continuer la guerre civile que Thiers [le Denikine français] avait engagée par son attaque nocturne à Montmartre. Il commit cette fois la faute capitale, décisive, de ne pas marcher sur Versailles, alors sans défense, et perdit ainsi l'occasion d'en finir avec le complot de Thiers et de ses Ruraux. Au lieu de cela, le parti de l'ordre put encore essayer sa force devant les urnes du scrutin, le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. » Marx se prononce donc clairement pour l'écrasement par les armes des gardes blancs dans la guerre civile.

Ainsi les maîtres du socialisme prenaient la révolution très au sérieux. Ils comprenaient que le prolétariat ne peut convaincre la bourgeoisie et doit imposer sa volonté par la guerre civile menée, à l'aide des baïonnettes, de fusils et de canons, jusqu'à la victoire.

La guerre civile mit l'une en face de l'autre, les armes à la main, les classes de la société capitaliste dont les intérêts sont opposés. Le fait que la société capitaliste est partagée en deux, qu'elle est formée en réalité d'au moins deux sociétés — ce fait restait, en temps normal, invisible. Pourquoi ? Parce que les esclaves obéissaient en silence à leurs maîtres. Mais avec la guerre civile, la partie opprimée de la société s'insurge contre la partie qui opprime. Il va de soi que, dans ces conditions, aucune « vie commune », aucune « union pacifique » entre les classes n'est possible : l'armée se divise en gardes blancs issus de la noblesse, de la bourgeoisie, des intellectuels rouges, et en soldats rouges, sortis de la classe ouvrière et paysanne; toute

Assemblée Constituante où siégeront en même temps des fabricants et des ouvriers, devient impossible : comment pourraient-ils siéger « paisiblement » dans la même Constituante, quand ils se fusillent dans la rue ? La guerre civile dresse les deux classes l'une contre l'autre. C'est pourquoi elle ne peut se terminer par la conciliation, le compromis, mais seulement par la victoire complète d'une classe sur l'autre. La guerre civile en Russie et dans d'autres pays (en Allemagne, en Hongrie) confirme cela entièrement. N'est possible aujourd'hui que la dictature du prolétariat ou celle de la bourgeoisie et des généraux. Le gouvernement des classes moyennes et de leurs partis (socialiste-révolutionnaire, menchevik, etc.) n'est qu'une voie de passage. Lorsque le gouvernement des Soviets en Hongrie eut été renversé par une « coalition » que suivit bientôt la réaction. Lorsque les socialistes-révolutionnaires constitutionnels eurent, pour quelques temps, réussi à s'emparer d'Oufa, de l'autre côté de la Volga, et de la Sibérie, ils en furent chassés 24 heures après, par l'amiral Koltchak, appuyé par la haute bourgeoisie et les propriétaires. Et Koltchak mit la dictature des propriétaires et des bourgeois à la place de celle des ouvriers et des paysans. La victoire décisive sur l'ennemi et la réalisation de la dictature prolétarienne sont le résultat inévitable de la guerre civile mondiale.

33. Les formes de la guerre civile et son prix

L'époque des guerres civiles a été inaugurée par la Révolution russe qui n'a été qu'une manifestation partielle, le commencement de la Révolution universelle. En Russie, la révolution éclata plus tôt que dans les autres pays parce que la désagrégation du capitalisme y commença plus tôt. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers qui, convoitant Constantinople et la Galicie, avaient préparé, avec leurs compères français et allemands, la boucherie sanglante de 1914, ont sauté les premiers, par suite de leur faiblesse et de leur désorganisation : c'est en Russie qu'avaient apparu d'abord le désordre et la famine. Aussi at-il été plus facile au prolétariat russe de venir à bout de ses ennemis, de remporter le premier la victoire et de réaliser le premier sa dictature.

Il ne s'ensuit nullement que la Révolution communiste russe soit la révolution la plus parfaite du monde et que le communisme puisse être réalisé d'autant plus tôt dans un pays que le capitalisme y est moins développé. S'il en était ainsi, le socialisme devrait se réaliser d'abord en Chine, en Perse, en Turquie, pays très peu capitalistes où le prolétariat n'existe presque pas. Toute la doctrine de Marx serait fausse.

Raisonnement ainsi, c'est prendre le commencement pour la fin qui, seule, donne à la révolution son caractère. La Révolution en Russie a éclaté plus tôt à cause du faible développement du capitalisme. Mais la faiblesse du capitalisme dans ce pays arriéré qu'est la Russie, où dominant les artisans et les boutiquiers, où le prolétariat est en minorité, etc., rend précisément plus difficile le passage à l'organisation communiste.

En Angleterre, la Révolution se déclarera plus tard. Mais là, après la victoire, le prolétariat pourra organiser le communisme plus rapidement, car il y forme l'immense majorité et il est habitué au travail en commun. La production y est incomparablement plus centralisée. En Angleterre, la révolution commencera plus tard, mais elle sera plus parfaite qu'en Russie.

Beaucoup de gens pensent que la cruauté de la guerre civile est la conséquence de l'« asiatisme » russe, d'une culture arriérée. Les adversaires de la révolution dans l'Europe occidentale, ne cessent de répéter qu'en Russie fleurit le « socialisme asiatique » et que dans les pays civilisés la révolution s'accomplira sans cruauté. Verbiage stupide. Dans un pays capitaliste, la bourgeoisie ne peut qu'offrir une *résistance plus grande* ; les intellectuels (techniciens, ingénieurs, officiers) y sont attachés plus fortement au capital et partant plus hostiles au communisme. La guerre civile y sera donc inévitablement plus violente qu'en Russie. En Allemagne, par exemple, la révolution a prouvé que la lutte revêt, dans les pays à fort développement capitaliste, des formes encore plus sanglantes.

Ceux qui se plaignent de la terreur des bolcheviks oublient que la bourgeoisie, pour conserver ses coffres forts, ne recule devant rien. Voici que ce que dit à ce sujet la résolution du Congrès communiste international : « Lorsque la guerre impérialiste commença à se transformer en guerre civile, et que, devant les classes dirigeantes les plus criminelles qu'ait connues l'histoire de l'humanité, le danger se dressa tout proche, de l'écroulement de leur domination sanglante, leur férocité se fit encore plus cruelle. »

Les généraux russes, cette incarnation vivante du régime tsariste, ont organisé et organisent encore des fusillades d'ouvriers en masse, avec l'appui direct ou indirect des social traîtres. Pendant la domination, en Russie, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, des milliers d'ouvriers et de paysans remplissaient les prisons, et les généraux exterminaient, pour insubordination, des régiments entiers. Aujourd'hui Kirsanov et Denikine, avec le concours bienveillant des puissances de l'Entente, massacrent et pendent des ouvriers par dizaines de mille, fusillent « un soldat sur dix », ont même été jusqu'à laisser trois jours durant à la potence les cadavres des pendus, pour terroriser les vivants. Dans l'Oural et sur la Volga, les bandes blanches tchécoslovaques coupaient aux prisonniers les pieds et les mains, les noyaient dans la Volga, les enterraient vivants. En Sibérie, les généraux assommaient les communistes par milliers et ont exterminé un nombre considérable d'ouvriers et de paysans.

Les bourgeois allemands et autrichiens et les social-traîtres ont montré pleinement leurs instincts de cannibales lorsque, en Ukraine, ils pendirent à des potences de fer transportables les ouvriers et les paysans qu'ils exploitaient auparavant, les communistes, leurs compatriotes, qui sont nos camarades autrichiens et allemands.

En Finlande, pays de démocratie bourgeoise, ils ont aidé les bourgeois finnois à fusiller 13 ou 14.000 prolétaires et à en faire périr par la torture dans les prisons plus de 15.000. À Helsingfors ils poussaient devant eux, comme boucliers contre les mitrailleuses, des femmes et des enfants. Grâce à leur concours, les gardes blancs finnois et leurs auxiliaires suédois réussirent à célébrer de sanglantes orgies aux dépens du prolétariat finnois vaincu. À Tammerfors, on obligea les femmes et les enfants condamnés à mort à creuser leur propre tombe; à Viborg, on extermina des milliers de Russes, hommes, femmes et enfants.

À l'intérieur du pays, les bourgeois et les social-démocrates allemands ont atteint le suprême degré de la fureur réactionnaire dans la répression sanglante du soulèvement communiste ouvrier, dans l'assassinat féroce de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, dans l'extermination des ouvriers spartakistes. La terreur blanche, en masse et individuelle, c'est le drapeau sous lequel marche la bourgeoisie.

Même tableau dans les autres pays. Dans la Suisse démocratique, tout est prêt pour le massacre des ouvriers qui oseraient toucher à la loi capitaliste. En Amérique, la prison, le lynchage et l'électrocution sont les plus hauts symboles de la démocratie et de la liberté. En Hongrie et en Angleterre, en Tchécoslovaquie et en Pologne, partout c'est la même chose. Les assassins bourgeois ne reculent devant aucune atrocité. Pour consolider leur domination, ils déchaînent le chauvinisme et organisent contre les juifs de monstrueux pogromes dont la cruauté laisse loin derrière eux les pogromes organisés par la police du tsar... Et lorsque la canaille réactionnaire et « socialiste » polonaise a massacré les représentants de la Croix-Rouge russe, ce n'a été qu'une goutte de sang dans la mer des crimes et des atrocités, commis journellement par le cannibalisme bourgeois aux abois.

À mesure que la guerre civile se développe, elle revêt de nouvelles formes. Lorsque le prolétariat est opprimé dans tous les pays, la guerre civile prend la forme d'insurrections contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie. Mais voici que, dans tel ou tel pays, le prolétariat a vaincu et

qu'il s'est emparé du pouvoir politique. Que va-t-il arriver ? Le prolétariat dispose du pouvoir de l'État, de l'armée prolétarienne, de tout l'appareil du pouvoir. La bourgeoisie organise alors contre lui des complots et des insurrections. Mais en même temps il a à lutter, comme État, avec les États bourgeois. La guerre civile prend là une autre forme, celle d'une vraie guerre de classe, où l'État *prolétarien* lutte contre les États *bourgeois* ; ici, les ouvriers ne se soulèvent pas seulement contre la bourgeoisie de leur propre pays, ils font, comme État ouvrier, une guerre en règle aux États impérialistes. Cette guerre est faite non pour piller le bien d'autrui, mais pour le communisme, pour la dictature de la classe ouvrière.

C'est en réalité ce qui est arrivé. Après la Révolution d'octobre, tous les États capitalistes : l'Allemagne, la France, l'Amérique, le Japon, etc., se sont jetés, de tous côtés, sur le pouvoir des Soviets. Plus l'exemple de la Révolution russe agissait sur les ouvriers des autres pays, et plus étroitement se liguait contre elle le *Capital international*, tâchant de dresser contre le prolétariat la coalition des brigands capitalistes.

Cette tentative fut faite par les capitalistes, sur l'initiative de Wilson, le chef habile et retors du capital américain, à la soi-disant « Conférence de la paix » de Versailles. Ils ont appelé cette association de brigands la « Société des Nations », c'est-à-dire les « États-Unis des Peuples ». Mais, en réalité, ce n'est pas une Société des Peuples, mais une société des capitalistes internationaux et de leurs gouvernements.

Cette société tente de créer un trust mondial formidable qui embrasserait toute notre planète, exploiterait le monde entier et réprimerait partout, de la façon la plus féroce, la classe ouvrière et la Révolution. Les allégations, d'après lesquelles cette société aurait pour but la paix, ne sont qu'une fable vaine. Son vrai but est double : l'exploitation impitoyable du prolétariat mondial, des colonies et des esclaves coloniaux, et l'étranglement de la Révolution mondiale en voie de développement.

Bien que, pour des raisons qui n'infirmement en rien le jugement à porter sur la Société des Nations, l'Amérique s'en soit jusqu'ici tenue à l'écart, c'est elle qui en a eu l'idée. L'Amérique s'est enrichie formidablement pendant la guerre. Elle est actuellement le créancier de tous les États bourgeois de l'Europe. Sa force vient ensuite de ce qu'elle possède des matières premières, du combustible et des céréales. Avec cela, elle peut s'attacher tous les autres brigands.

Il est curieux de noter comment les États-Unis dissimulèrent sous toutes sortes de nobles paroles leur politique de brigandage. Leur entrée dans la guerre de rapine se fit sous la devise du « salut de l'humanité », etc. Il était dangereux, aux États-Unis, d'avoir une Europe en morceaux, partagée en douzaines d'États apparemment « indépendants », mais en réalité dépendants de l'Amérique. Ils dissimulèrent leur poursuite de l'intérêt particulier sous le noble masque « du droit de libre disposition des peuples ». La gendarmerie capitaliste, la garde blanche et la police qui, selon le plan de Wilson, serviraient à étouffer partout la Révolution, étaient destinés — oh ! La belle phrase — à punir « la rupture de paix ». En 1919, tous les impérialistes, adversaires de la veille, devenus subitement des pacifistes, se mirent à crier que les vrais impérialistes et adversaires de la paix étaient les bolcheviks. L'égorgeement des révolutionnaires se cachait ici sous le masque de « l'amour de la paix » et de la « démocratie ».

La Société des Nations s'est déjà révélée comme un gendarme et un bourreau international. Ses délégués ont étouffé la République des Conseils en Hongrie et en Bavière. Elle cherche continuellement à égorger le prolétariat russe : les troupes anglaises, américaines, japonaises, françaises, etc., collaborent dans le Nord, dans le Midi, dans l'Ouest et dans l'Est de la Russie avec les bourreaux de la classe ouvrière. La Société des Nations lâcha même des esclaves noirs sur les ouvriers russes et hongrois (Odessa, Budapest). À quel degré d'ignominie elle peut atteindre, ces brigands gantés l'ont montré en entretenant une « Ligue d'Assassins », ayant à sa tête le général Youdénitch, chef du soi-disant « gouvernement du Nord-Ouest » de la

Russie. La Société des Nations excite la Finlande, la Pologne, etc., contre la Russie des Soviets, organisant des complots avec l'aide des consuls des puissances étrangères ; ses agents ont fait sauter des ponts, tué des communistes à coups de bombes. Il n'y a pas d'infamie dont ne soit capable la Société des Nations.

Plus est forte la pression du prolétariat et plus se resserre la clique des capitalistes. Dans le *Manifeste Communiste*, Marx et Engels écrivaient, en 1847 : « Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne. » Bien des années se sont écoulés depuis lors. Le spectre du communisme a pris chair et os. Et contre lui, non seulement la vieille Europe part en campagne, mais *tout l'univers capitaliste*. Cependant, *la Société des Nations sera dans l'incapacité de remplir ses deux tâches : l'union, en un seul trust, de toute l'économie mondiale et l'égorgeement de la révolution mondiale*. Même parmi les grandes puissances, l'union n'est pas parfaite. L'Amérique est opposée au Japon, et ces deux puissances continuent à armer. Il serait ridicule de penser que l'Allemagne écrasée nourrit des sentiments amicaux à l'égard des pillards « désintéressés » de l'Entente. Il y a donc là aussi une fissure. Les petits États se font la guerre. Mais ce qui est encore plus important, les insurrections et les guerres commencent dans les colonies : dans l'Inde, en Égypte, en Irlande, etc. Les pays asservis se soulèvent contre leurs oppresseurs « civilisés ». À la guerre civile, guerre de classe que mène le prolétariat contre la bourgeoisie impérialiste, s'ajoutent dans les colonies des soulèvements qui continuent à miner et à détruire la domination de l'impérialisme mondial. Ainsi, le régime impérialiste craque sous la pression du prolétariat qui se lève, des guerres des républiques prolétariennes, des soulèvements et des guerres des nations asservies par l'impérialisme et grâce aussi aux antagonismes et aux discordes entre grandes puissances capitalistes. Au lieu d'une « paix durable », c'est le chaos complet ; au lieu de l'apaisement du prolétariat mondial, c'est la guerre civile exaspérée. Dans cette guerre civile croissent les forces du prolétariat et diminuent les forces de la bourgeoisie. Au terme, c'est inévitablement la victoire du prolétariat.

Certes, la dictature prolétarienne ne vaincra point sans sacrifices. La guerre civile, comme toute autre guerre, se traduit par des pertes en hommes et en biens. Toute révolution amène de pareilles pertes. Aussi, dans les premiers temps de la guerre civile, la désagrégation économique causée par la guerre impérialiste s'aggraverait encore. Car les ouvriers, au lieu de travailler et d'organiser la production, devront rester au front, le fusil à la main, et se défendre contre les propriétaires et les généraux, et la vie des fabriques en souffrira évidemment. Mais cela est inévitable dans *toute Révolution*. Dans la Révolution bourgeoise de 1789-1793, lorsque la bourgeoisie française renversait les propriétaires fonciers, la guerre civile était accompagnée de grandes destructions. Mais après la défaite de la propriété féodale, la France fit des progrès rapides.

Chacun comprendra que, dans une Révolution aussi formidable que la Révolution mondiale du prolétariat, lorsque s'écroule un régime d'oppression édifié durant des siècles, les pertes puissent être particulièrement grandes. La guerre civile prend aujourd'hui des proportions mondiales ; elle devient, en partie, la guerre des États bourgeois contre les États prolétariens. Les États prolétariens, qui se défendent contre les brigands impérialistes, mènent une guerre de classes, une guerre véritablement sainte, mais qui demande des sacrifices de sang. Et plus s'étend la guerre, plus les sacrifices sont grands, plus le chaos augmente.

Le coût élevé d'une révolution ne prouve rien *contre* elle. Le régime capitaliste édifié pendant des siècles a conduit à la *mer* de sang de la monstrueuse tuerie impérialiste. Quelle guerre civile pourrait se comparer à cette destruction sauvage et à cet anéantissement de tant de richesses accumulées par l'humanité ? Il faut que l'humanité en finisse *une fois pour toutes* avec le capitalisme. Et cela vaut de tenir bon durant les guerres civiles, afin de frayer le chemin au communisme qui guérira toutes les blessures et donnera un rapide essor aux forces productives de la société humaine.

34. Ou la décomposition générale ou le Communisme

La Révolution en cours est *mondiale*, pour les mêmes raisons qui ont fait de la guerre impérialiste une guerre *mondiale*. Les principaux pays, constituant des chaînons de l'économie mondiale, ont été presque tous entraînés dans la guerre qui les a liés ensemble, d'une façon ou d'une autre. Dans tous les pays, la guerre a causé des dévastations terribles, provoqué la famine, l'asservissement du prolétariat, la décomposition progressive et la décadence du capitalisme, la fin de la discipline de la « trique » dans les armées, les fabriques et les usines, et, avec la même nécessité implacable, elle conduira à la Révolution communiste du prolétariat.

Une fois commencés, la décomposition du capitalisme et le développement de la Révolution communiste ne peuvent être contenus. Toute tentative pour replacer la société humaine dans l'ancienne voie capitaliste est vouée d'avance à un insuccès complet. La conscience des masses prolétariennes a atteint une telle hauteur qu'elles ne peuvent plus et ne veulent plus ni travailler, ni s'entr'égorguer pour les intérêts du capital et les conquêtes coloniales. L'armée de Guillaume ne peut être reconstituée en Allemagne. Mais de même qu'on ne peut rétablir la discipline impérialiste dans l'armée, en obligeant le soldat prolétaire à se soumettre au joug du général bourgeois ou noble, on ne peut plus rétablir la discipline capitaliste du travail et obliger l'ouvrier à travailler pour le capitaliste ou le propriétaire foncier. La nouvelle armée ne peut être créée que par le prolétariat. La nouvelle discipline du travail ne peut être réalisée que *par la classe ouvrière*.

Il n'y a plus que deux possibilités : soit une décadence générale, un chaos complet, une mêlée sanglante, une sauvagerie grandissante, le désordre et l'anarchie — soit le *communisme*. Toutes les tentatives de restauration du capitalisme, dans un pays où les masses ont été une fois *au pouvoir*, le confirment. Ni la bourgeoisie française, ni la bourgeoisie hongroise, ni Koltchak, ni Denikine, ni Skoropadsky n'ont pu organiser la vie économique, n'ont pu établir leur ordre sanglant.

La seule issue pour l'humanité est le communisme. Et puisque le communisme ne peut être réalisé que par le prolétariat, il peut sauver l'humanité des horreurs du capitalisme, de l'exploitation barbare, de la politique coloniale, des guerres continuelles, de la famine, de la sauvagerie, de la bestialité et de toutes les horreurs du capital financier et de l'impérialisme. C'est ce qui fait la grande importance historique du prolétariat. Il peut essayer des défaites partielles, mais sa victoire est inévitable, aussi inévitable que la défaite de la bourgeoisie.

Il ressort clairement de ce qui précède que tous les groupes, toutes les classes et tous les partis qui peuvent restaurer le capitalisme ou s'imaginent que le temps du socialisme n'est pas encore venu, jouent, en réalité, un rôle contre-révolutionnaire, réactionnaire, et cela qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient ou non conscience. Tels sont les partis social-démocrate.

5 LA DEUXIEME ET LA TROISIEME INTERNATIONALES

35. *L'internationalisme du mouvement ouvrier est une condition de victoire pour la révolution communiste*

La Révolution communiste ne peut vaincre que si elle est une Révolution *mondiale*. Si dans un pays, par exemple, la classe ouvrière s'empare du pouvoir, mais que, dans les autres, le prolétariat reste sincèrement dévoué au capitalisme, ce pays sera finalement étranglé par les grands États de rapine. De 1917 à 1919, toutes les puissances essayèrent d'étrangler la Russie des Soviets ; en 1919, elles ont étranglé la Hongrie des Soviets. Mais elles n'ont pu étrangler la Russie des Soviets parce que leur situation *intérieure* était telle qu'elles pouvaient craindre d'être renversées elles-mêmes par leurs propres ouvriers qui réclamaient le retrait des troupes de Russie. La dictature prolétarienne dans un seul pays est continuellement menacée, si elle ne trouve pas d'appui chez les ouvriers des autres pays. En outre, dans ce pays, l'organisation économique est très difficile, car il ne reçoit rien ou presque rien de l'étranger : il est *bloqué* de tous côtés.

Mais si, pour le triomphe du communisme, la victoire de la révolution *mondiale* et la *solidarité* des ouvriers entre eux sont nécessaires, cela signifie que la condition indispensable de la victoire est dans la *solidarité internationale* de la classe ouvrière. De même que les ouvriers ne peuvent être victorieux dans une grève que si les ouvriers des différentes fabriques se soutiennent les uns les autres, créent une organisation commune et mènent la lutte commune contre tous les fabricants. De même les ouvriers des différents pays bourgeois ne pourront vaincre que s'ils marchent ensemble, en rangs serrés, s'ils ne se querellent pas entre eux, mais au contraire, s'ils s'unissent de pays à pays, s'ils se sentent une seule classe avec les mêmes intérêts. Seule, une confiance mutuelle, parfaite, une union fraternelle, l'unité d'action révolutionnaire contre le capital mondial assurera la victoire de la classe ouvrière. Le mouvement communiste ouvrier ne saurait vaincre que comme mouvement *international*.

La nécessité de la lutte internationale du prolétariat a été reconnue depuis longtemps. A la veille de la Révolution de 1848 existait déjà une organisation secrète internationale, la Ligue des Communistes. À sa tête se trouvaient Marx et Engels. Au congrès de cette Ligue, à Londres, ils reçurent mandat de composer un manifeste au nom de la Ligue. Ainsi est né le [Manifeste du Parti communiste](#), dans lequel ces grands champions du prolétariat ont exposé pour la première fois la doctrine communiste.

En 1864, prit naissance, sous la direction de Marx, [l'Association internationale des Travailleurs](#), la première Internationale. Elle comprenait beaucoup de chefs du mouvement ouvrier de différents pays, mais il y avait peu d'unité dans ses rangs. De plus, elle ne s'appuyait pas sur de larges masses ouvrières, mais ressemblait plutôt à un groupement international de propagande révolutionnaire. En 1871, les membres de l'Internationale prirent part au soulèvement des ouvriers parisiens (la Commune), ce qui entraîna partout la persécution de l'Internationale. En 1874, elle s'est dissoute, affaiblie en particulier par la lutte intérieure entre les partisans de Marx et ceux de l'anarchiste Bakounine. Après sa désagrégation, les partis socialistes commencèrent à naître en divers pays, au fur et à mesure du développement de l'industrie. Le besoin d'un appui réciproque se fit bientôt sentir, et en 1889 fut convoqué un congrès socialistes international, composé de représentants des partis socialistes de différents pays. La Deuxième Internationale fut fondée, mais elle devait s'écrouler à la déclaration de la guerre mondiale. Les raisons en seront expliquées plus loin.

Dès le Manifeste Communiste, Marx avait proclamé le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Voilà ce qu'écrivait Marx à ce sujet à la fin du Manifeste : « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être

atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » La solidarité internationale du prolétariat n'est donc pour les ouvriers ni un jouet ni une belle phrase ; elle est une nécessité vitale sans laquelle la cause de la classe ouvrière serait vouée à l'échec.

36. La faillite de la deuxième Internationale et ses causes

Lorsqu'en août 1914 éclata la grande guerre mondiale, presque tous les partis social démocrates se placèrent aux côtés de leurs gouvernements, et soutinrent eux aussi la tuerie sanglante. Seul, le prolétariat de Russie, de Serbie et, plus tard, d'Italie, déclara la guerre à la guerre et invita les ouvriers à se soulever. Les députés social-démocrates de France et d'Allemagne votèrent, le même jour, dans leurs Parlements respectifs, les crédits de guerre. Au lieu de provoquer un soulèvement général contre la bourgeoisie criminelle, les partis socialistes se dispersèrent et chacun se rangea sous le drapeau de son « propre » gouvernement bourgeois. La guerre reçut ainsi *l'appui direct* des partis socialistes dont les chefs *abandonnèrent* et *trahirent* le socialisme. La deuxième Internationale y a trouvé une mort sans gloire.

Chose curieuse, quelques jours seulement avant la trahison, la presse des partis socialistes et leurs chefs avaient stigmatisé la guerre. Ainsi, par exemple, G. Hervé, aujourd'hui traître au socialisme français, écrivait dans son journal la Guerre Sociale (à qui il donna plus tard le titre de Victoire) : « Se battre pour sauver le prestige du tsar !... Quelle joie de mourir pour une cause aussi noble ! » Trois jours avant la guerre, le Parti socialiste français publiait un manifeste contre la guerre et les syndicalistes français proclamaient dans leur journal : « Ouvriers, si vous n'êtes pas des lâches... protestez ! » La social-démocratie allemande organisait d'énormes meetings de protestation. Tous avaient encore en mémoire la décision du Congrès international de Stuttgart, disant qu'en cas de guerre, il fallait se saisir de tous les moyens pour « agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute du capitalisme. » Mais, dès le lendemain, les mêmes partis et leurs chefs affirmaient la nécessité de « sauver la patrie » (c'est-à-dire l'État de rapine de leur propre bourgeoisie), et l'Arbeiter Zeitung de Vienne déclarait qu'il fallait défendre « l'humanité allemande (!) ».

Pour comprendre les raisons de la faillite et de la fin sans gloire de la II^e Internationale, il faut se faire une idée nette des conditions du mouvement ouvrier avant la guerre. Le capitalisme des pays européens et des États-Unis se développait alors aux dépens des colonies : de tous les aspects du capitalisme, c'était le plus répugnant et le plus sanglant. Par une exploitation barbare des peuples coloniaux, par le pillage, la tromperie, la violence, on leur extorquait des richesses dont profitaient abondamment les requins du capital financier européen et américain. Plus un trust d'État capitaliste était fort et puissant sur le marché mondial, plus il tirait profit de l'exploitation des colonies. Grâce à cette *plus-value*, il pouvait payer à ses esclaves salariés un peu plus que le salaire ordinaire. Pas à tous, certes, mais du moins aux plus *instruits*. Certaines couches de la classe ouvrière furent ainsi *corrompues* par le capital. Elles raisonnaient ainsi : « Si *notre* industrie possède des débouchés dans les colonies africaines, c'est bien, elle ne s'en développera que mieux ; les profits de nos patrons augmenteront et nous en bénéficierons aussi. » C'est ainsi que le Capital enchaînait à son État ses esclaves salariés.

Ce fait a été déjà noté par les fondateurs du communisme scientifique. F. Engels, en 1882, écrivait à [Kautsky](#) : « Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale ? Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Il n'existe ici aucun parti ouvrier ; il n'y a que les conservateurs et les radicaux-libéraux, et les ouvriers ne font que prendre part avec zèle à la jouissance des biens qu'apporte avec lui le monopole anglais sur le marché mondial et dans les colonies. »

*Ainsi s'est développé un servilisme particulier, l'attachement de l'ouvrier à sa bourgeoisie, son obséquiosité devant elle. Le même Engels écrivait en 1889 : « Ce qu'il y a de plus écœurant ici (en Angleterre), c'est la respectabilité bourgeoise que les ouvriers ont dans la chair et dans le sang. Le respect inné envers les betters et superiors s'est enraciné depuis si longtemps et si solidement, que messieurs les bourgeois prennent encore assez facilement les ouvriers dans leurs filets. Je ne suis, par exemple, nullement convaincu que **John Burns** [un des chefs ouvriers d'alors] ne soit pas plus fier de sa popularité auprès du cardinal Manning, du lord-maire, et, en général de la bourgeoisie, que de sa popularité au sein de sa propre classe. »*

Les masses ouvrières n'avaient pas l'habitude, ni l'occasion, de mener la lutte internationalement. Leurs organisations se bornaient à agir, la plupart du temps, à l'intérieur de l'État de *leur propre bourgeoisie*. Et cette « propre » bourgeoisie intéressait à sa politique coloniale une partie de la classe ouvrière, en particulier les ouvriers qualifiés. À cet hameçon mordaient les chefs des organisations ouvrières, la bureaucratie ouvrière, et les représentants au Parlement qui avaient des places plus ou moins lucratives et étaient habitués à une activité *paisible, tranquille, légale*. Nous avons déjà dit que le côté sanglant du capitalisme apparaissait dans toute sa crudité surtout aux colonies. Dans l'Europe même et en Amérique, l'industrie progressait rapidement et la lutte ouvrière prenait des formes plus ou moins pacifiques. Il n'y avait pas eu de grande révolution (sauf en Russie) depuis 1871, et, pour la majorité des pays, depuis 1848. On s'habitua à cette idée que le capitalisme se développerait dans l'avenir de la même façon pacifique, et, quand on parlait de la guerre qui venait, on n'y ajoutait pas grande foi. Une partie des ouvriers — et, parmi eux, les chefs ouvriers — se pénétraient toujours davantage de cette idée que la classe ouvrière était, elle aussi, intéressée à la politique coloniale et qu'elle devait, *avec sa bourgeoisie*, veiller à la prospérité de cette « affaire nationale ». Aussi les masses petites-bourgeoises commençaient-elles à affluer dans la social-démocratie. Rien d'étonnant si, au moment décisif, *l'attachement à l'État des brigands impérialistes l'emporta sur la solidarité internationale de la classe ouvrière*.

Ainsi, la principale cause de la chute de la II^e Internationale a été que la politique coloniale et l'établissement de véritables monopoles par les plus grands trusts d'État capitalistes avaient enchaîné les ouvriers et surtout les « dirigeants » de la classe ouvrière à l'État impérialiste de la bourgeoisie.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, on vit jadis aussi l'ouvrier faire cause commune avec ses oppresseurs, par exemple, lorsqu'il mangeait à la table du patron. Il considérait alors l'atelier de son patron comme le sien ; le patron n'était pas pour lui un ennemi, mais « l'homme qui lui procurait du travail ». Ce n'est qu'avec le temps que les ouvriers des différentes fabriques commencèrent à s'unir contre tous les patrons. Lorsque les grands pays se sont transformés eux-mêmes en « trusts nationaux capitalistes », les ouvriers leur montrèrent d'abord le même attachement qu'auparavant à leurs patrons particuliers.

La guerre seule leur a appris qu'il ne faut pas être du côté de son propre État bourgeois, mais qu'il faut renverser, tout État bourgeois et marcher vers la dictature du prolétariat.

37. Les mots d'ordre de défense nationale et de pacifisme

La trahison de la cause *ouvrière* et de la lutte commune de la classe ouvrière furent justifiées par les chefs des partis socialistes de la II^e Internationale au nom de la « défense nationale ».

Nous avons déjà vu que, dans une guerre impérialiste, aucune des grandes puissances ne se défend, mais que toutes *attaquent*. Le mot d'ordre de défense de la patrie bourgeoise n'était donc qu'une duperie sous laquelle les chefs cherchaient à dissimuler leur trahison.

Mais il nous faut examiner de plus près cette question.

Qu'est-ce, au fond, que la patrie ? Qu'est-ce qu'on entend par ce mot ? Les hommes qui parlent la même langue ? La « Nation » ? Pas du tout. Prenons, par exemple, la Russie tsariste. Lorsque la bourgeoisie russe réclamait à grands cris la défense de la patrie, elle n'entendait pas une patrie habitée par une seule nationalité, disons les Grands-Russiens; non, il s'agissait d'une patrie habitée par des peuples différents. De quoi s'agissait-il, en réalité ? De rien d'autre que du *pouvoir d'État de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers*. On appelait les ouvriers russes à le « défendre » (ou plutôt à élargir ses frontières jusqu'à Constantinople et Cracovie). Lorsque la bourgeoisie allemande clamait la nécessité de la défense du Vaterland, de quoi s'agissait-il ? Encore une fois du pouvoir de la bourgeoisie allemande, de *l'élargissement des frontières de l'État impérialiste des Hohenzollern*.

Et c'est ici qu'il faut nous rendre compte si, sous la domination capitaliste, la classe ouvrière possède bien une patrie. Marx, dans le [Manifeste du Parti Communiste](#), a répondu : « *Les prolétaires n'ont pas de patrie.* » Pourquoi ? Mais tout simplement parce que, sous la domination capitaliste, ils n'ont aucun *pouvoir*, parce que, sous le capitalisme, toute la puissance se trouve entre les mains de la bourgeoisie ; parce que, sous le capitalisme, l'État n'est qu'un instrument pour *l'oppression et la répression* de la classe ouvrière.

Le devoir du prolétariat est de *détruire* l'État de la bourgeoisie, et nullement de le défendre. Le prolétariat n'aura de patrie que lorsqu'il aura *conquis le pouvoir* de l'État et sera devenu le maître du pays. Alors, et alors seulement, il aura une patrie et sera tenu de la défendre. Car ce qu'il défendra, c'est *son propre pouvoir* et sa propre cause et non le pouvoir de ses ennemis et non la politique de brigandage de ses oppresseurs.

La bourgeoisie comprend très bien cela. Par exemple, lorsque le prolétariat russe eut conquis le pouvoir, la bourgeoisie russe engagea la lutte contre la Russie par tous les moyens, en s'alliant avec n'importe qui : avec les Allemands, les Japonais, les Américains, les Anglais, — s'il l'eût fallu, avec le diable et sa grand-mère. Pourquoi ? Parce qu'elle avait perdu en Russie le pouvoir, sa patrie de brigandage, de pillage, d'exploitation bourgeoise. Elle est, à tout moment, prête à faire disparaître la Russie prolétarienne, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets. Il en fut de même en Hongrie. La bourgeoisie proclama la « défense » de la patrie hongroise tant que le pouvoir fut entre ses mains ; mais quand elle l'eut perdu, elle fit bien vite alliance avec les Roumains, les Tchécoslovaques, les Autrichiens pour étouffer, avec leur aide, la Hongrie prolétarienne. Cela veut dire que la bourgeoisie comprend très bien de quoi il s'agit. Elle oblige, sous la belle formule de la patrie, tous les citoyens à fortifier son propre pouvoir bourgeois et condamne pour haute trahison ceux qui n'y consentent pas. Mais, en revanche, elle ne recule devant rien pour faire sauter la patrie prolétarienne.

Il faut que le prolétariat apprenne de la bourgeoisie à faire sauter la patrie bourgeoise, et non à la défendre ou à l'élargir ; mais sa patrie à lui, il faut qu'il la défende de toutes ses forces, jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Nos adversaires peuvent objecter à tout cela : « Vous reconnaissez donc que la politique coloniale et l'impérialisme ont aidé le développement industriel des grandes puissances et que, de la table des maîtres, ont pu tomber ainsi quelques miettes pour la classe ouvrière ! Il faut donc tout de même défendre son patron et l'aider dans sa concurrence ! »

Pas du tout. Supposons deux fabricants : Schultz et Petrov. Ils se chamaillent sur le marché. Schultz dit à ses ouvriers : « Amis, défendez-moi de toutes vos forces. Faites tout le mal que vous pourrez à la fabrique de Petrov, à lui-même, à ses ouvriers, etc. Alors, ma fabrique à moi marchera, j'en finirai avec Petrov, les affaires seront prospères. Et je vous donnerai un demi-rouble de plus. » Petrov en dit autant à ses ouvriers. Supposons que Schultz soit vainqueur. Dans les premiers temps, peut-être donnera-t-il un demi-rouble de plus, mais par la suite il le reprendra. Et si les ouvriers de Schultz, voulant faire grève, demandent l'aide des anciens ouvriers de Petrov, ces derniers répliqueront : « Comment ! Après ce que vous nous avez fait, maintenant vous venez à nous ? Allez-vous-en ! » Impossible, la grève *commune*. Quand les

ouvriers sont divisés, le capitaliste est fort. Une fois qu'il a vaincu son concurrent, il se retourne contre les ouvriers divisés. Les ouvriers de Schultz avaient bien gagné pour un temps un demi-rouble de plus, mais par la suite ils l'ont perdu. L'État bourgeois est une association de patrons. Quand cette association veut s'engraisser aux dépens des autres, elle peut, à prix d'argent, acheter l'assentiment des ouvriers. La faillite de la II^e Internationale et la trahison du socialisme par les chefs ouvriers furent possibles parce que les chefs acceptèrent de « défendre » les maîtres et d'augmenter les *miettes* tombant de la table des maîtres. Mais au cours de la guerre, lorsque les ouvriers, trahis, se trouvèrent *divisés*, le capital, dans tous les pays, s'abattit sur eux avec un poids formidable. Les ouvriers virent qu'ils s'étaient trompés, que les chefs socialistes les avaient *vendus pour un denier*. Alors commença *la régénération du socialisme*. Les protestations sortirent d'abord des rangs des ouvriers mal payés, non qualifiés. L'aristocratie ouvrière (par exemple, les imprimeurs dans tous les pays) et les anciens chefs continuèrent longtemps encore leur trahison.

En dehors du mot d'ordre de la défense de la patrie (bourgeoise), un bon moyen de tromper les masses ouvrières fut ce qu'on appelle le pacifisme. Qu'est-ce que cela ? C'est l'opinion gratuite que, *dans les limites mêmes du capitalisme*, sans révolution, sans soulèvement du prolétariat, etc., une paix perpétuelle peut régner sur la terre. Il suffirait d'organiser l'arbitrage entre les différentes puissances, de supprimer la diplomatie secrète, de désarmer ou, pour commencer, de réduire les armements, etc., et tout irait bien.

L'erreur fondamentale du pacifisme est de croire que la bourgeoisie consentira à des réformes comme le désarmement. En dépit des vœux du pacifisme, la bourgeoisie continuera toujours à s'armer, et si le *prolétariat* désarme ou ne s'arme pas, il se fera écraser, tout simplement. C'est en quoi les belles phrases pacifistes dupent le prolétariat. *Leur but est de détourner la classe ouvrière de la lutte armée pour le communisme.*

*Le meilleur exemple de la fausseté du pacifisme est offert par Wilson qui, avec ses quatorze points, sous le masque de nobles projets comme la Société des Nations, veut organiser le pillage mondial et la guerre contre le prolétariat. Jusqu'à quelle infamie peuvent atteindre les pacifistes, on le voit par les exemples suivants. L'ancien président des États-Unis, **Taft**, est un des fondateurs de la Ligue américaine de la Paix, en même temps qu'un impérialiste forcené ; le fabricant d'automobiles américain bien connu, **Ford**, a organisé des expéditions entières à travers l'Europe pour y claironner son pacifisme ; mais en même temps, il encaissait des centaines de millions de dollars de bénéfices, car toutes ses entreprises travaillaient pour la guerre. Un des pacifistes les plus autorisés, A. Fried, dans son Manuel du Pacifisme, voit la fraternité des peuples, entre autres choses, dans la campagne commune des impérialistes contre la Chine, en 1900. Il écrit à ce sujet : « L'entreprise chinoise a démontré l'influence des idées de paix sur les événements contemporains (!). Elle a démontré la possibilité d'une association internationale des armées. Les armées alliées sont une force mondiale sous le commandement d'un seul généralissime européen. Nous, amis de la paix, nous voyons dans ce généralissime mondial (c'était le comte Waldersee, nommé par Guillaume II) le précurseur de cet homme d'État mondial qui réalisera notre idéal par des moyens pacifiques. »*

Un brigandage collectif évident est considéré comme un exemple de « fraternité des peuples ». Il en est de même lorsqu'on sert une « Association de brigands capitalistes » à la sauce « Société des Nations ».

38. Les Socials-Chauvins

Les trompeuses formules dont la presse de la bourgeoisie, tous les jours, inondait les masses (journaux, périodiques, tracts, etc.), sont devenues les formules des traîtres du socialisme.

Les anciens partis socialistes se sont divisés dans presque tous les pays en trois courants : les *social-chauvins*, traîtres avérés et cyniques, les traîtres dissimulés et hésitants qu'on appelle

centristes, et enfin ceux qui sont restés fidèles au socialisme et autour desquels se sont organisés plus tard les *partis communistes*.

Les *social-chauvins* prêchent la haine de l'humanité sous le drapeau du socialisme, l'appui donné aux États de brigands bourgeois sous la formule trompeuse de la défense nationale. On trouve parmi eux les chefs de presque tous les anciens partis socialistes : En Allemagne, [Scheidemann](#), [Noske](#), [Ebert](#), David, Heine, etc.; en Angleterre, [Henderson](#); en Amérique, Samuel [Gompers](#) (le chef de la Fédération du Travail); en France, [Renaudel](#), Albert Thomas, Jules [Guesde](#) et les chefs du syndicalisme, comme [Jouhaux](#); en Russie, [Plekhanov](#), Potressov; les socialistes-révolutionnaires de droite, Katherine Brechkovsky, Kerensky, [Tchernov](#); les mencheviks de droite, Lieber, Rosanov; en Autriche, [Renner](#), Seitz, Victor [Adler](#); en Hongrie, Garami, Buchinger, etc.

Tous ont été pour la défense de la patrie bourgeoise. Quelques-uns adhèrent même *ouvertement* à la politique de rapine, admirent annexions, dommages de guerre, pillage des colonies (on les appelle ordinairement : *social-impérialistes*). Pendant toute la guerre, ils soutinrent cette politique, non seulement par le vote des crédits, mais aussi par leur propagande. Le manifeste de Plekhanov a été affiché en Russie par le ministre du tsar, Khvostov. Le général Kornilov avait pris Plekhanov comme ministre dans son cabinet. Kerensky (socialiste-révolutionnaire) et [Tsérételli](#) (menchevik) cachèrent au peuple les traités secrets du tsar ; ils écrasèrent le prolétariat de Pétersbourg pendant les journées de juillet; socialistes-révolutionnaires et mencheviks de droite firent partie du gouvernement de Koltchak ; Rosanov se fit l'espion de Youdenitch. Bref, avec toute la bourgeoisie, ils étaient partisans de prêter appui à la patrie pillarde bourgeoise et de renverser la patrie prolétarienne des Soviets. Les *social-chauvins français* ont fait partie d'un ministère de brigands (Guesde, [Sembat](#), Thomas), ont soutenu tous les projets de brigandage des alliés, l'étranglement de la Révolution russe et l'envoi de troupes contre les ouvriers russes. Les *social-chauvins allemands*, Guillaume étant encore empereur, ont également fait partie du gouvernement (Scheidemann), ont soutenu Guillaume lorsqu'il assassinait la révolution en Finlande, pillait l'Ukraine et la Grande-Russie; des social-démocrates (Winning à Riga) ont dirigé les batailles contre les ouvriers russes et lettons; plus tard, ils ont assassiné [Liebknecht](#) et Rosa [Luxemburg](#) et réprimé, de la façon la plus atrocement sanglante, les soulèvements des ouvriers communistes à Berlin, Leipzig, Hambourg, Munich, etc. Les *social-chauvins hongrois*, après avoir soutenu en son temps le gouvernement monarchique, ont trahi ensuite la République des Soviets. Bref, dans tous ces pays, ils se sont montrés *de vrais bourreaux de la classe ouvrière*.

Lorsque Plékhanov était encore révolutionnaire, il écrivait dans le journal Iskra, publié à l'étranger, que le XX^e siècle, auquel il est réservé de réaliser le socialisme, verrait probablement se produire une énorme scission parmi les socialistes et une lutte formidable et acharnée entre eux. De même que, sous la Révolution française, de 1789 à 1793, le parti révolutionnaire extrême (la Montagne) fut en guerre avec le parti modéré, devenu contre-révolutionnaire (la Gironde), de même — disait Plekhanov — le XX^e siècle verra probablement se dresser les uns contre les autres les anciens camarades, car une partie d'entre eux passera du côté de la bourgeoisie.

Cette prophétie de Plekhanov s'est entièrement réalisée. Seulement il ignorait alors qu'il serait au nombre des traîtres.

Les *social-chauvins* (on les appelle aussi opportunistes) se sont ainsi transformés en *ennemis de classe* déclarés du prolétariat. Pendant la grande Révolution mondiale, ils combattent dans les rangs des blancs contre les rouges ; ils marchent avec les généraux, la bourgeoisie, les gros propriétaires. Il va de soi qu'il faut mener contre eux *une lutte impitoyable*, aussi résolue que contre la bourgeoisie dont ils sont les agents.

Ce qui reste de la *II^e Internationale*, que ses différents partis essayent de ranimer, n'est au fond qu'un bureau de la *Société des Nations* que la bourgeoisie utilise contre le prolétariat.

39. Le Centre

Un autre groupe des vieux partis socialistes forme ce qu'on appelle le *Centre*. On l'appelle ainsi parce qu'il hésite entre les communistes d'un côté et les social-chauvins de l'autre. À ce courant appartiennent : en Russie, les mencheviks de gauche, [Martov](#) en tête; en Allemagne, les indépendants (Parti social-démocrate indépendant), avec [Kautsky](#) et [Ledebour](#); en France, le groupe de Jean [Longuet](#); en Amérique, le Parti socialiste américain, avec Hillquit; en Angleterre, une fraction du Parti socialiste britannique et de l'*Independent Labour Party*, etc.

Au commencement de la guerre, ces gens se sont prononcés, avec tous les social-traîtres, pour la défense nationale et contre la révolution. Kautsky écrivait que la pire calamité est l'invasion ennemie et que c'est seulement après la guerre qu'on pourrait reprendre la lutte contre la bourgeoisie. Pendant la guerre, l'internationalisme, de l'avis de Kautsky, n'avait rien à faire. Après la conclusion de la « paix », Kautsky écrivit que tout étant démoli, il ne fallait plus penser au socialisme. Ainsi, pendant la guerre, on ne doit pas combattre, car il n'y a rien à faire, mais la paix revenue, on ne peut pas non plus combattre, car la guerre a tout démoli. La théorie de Kautsky est une proclamation d'impuissance absolue qui abrutit le prolétariat. Pis encore, pendant la révolution, Kautsky est parti dans une rage folle contre les bolcheviks. Lui, qui a oublié la doctrine de Marx, il fait maintenant campagne contre la dictature prolétarienne, contre la terreur, etc., sans s'apercevoir qu'il ne fait ainsi qu'aider *la terreur blanche de la bourgeoisie*. Son programme à lui est d'un vulgaire pacifiste : tribunal d'arbitrage, etc. En quoi il est d'accord avec n'importe quel pacifiste bourgeois.

La politique du Centre oscille, trébuche, impuissante, entre la bourgeoisie et le prolétariat, désire concilier l'inconciliable et, dans les moments décisif, *trahit* le prolétariat. Pendant la Révolution d'Octobre, le Centre russe (Martov et Cie) se plaignait de la violence des bolcheviks. Il s'efforçait de réconcilier tout le monde, en aidant la garde blanche et en affaiblissant l'énergie combative du prolétariat. Le parti menchevik n'a même pas exclu ceux de ses membres qui avaient comploté avec les généraux et leur avaient servi d'espions. Dans les journées difficiles du prolétariat, ce Centre prêchait la grève au nom de la Constituante et contre la dictature du prolétariat ; pendant l'avance de Koltchak, certains centristes lançaient, en pleine solidarité avec les conspirateurs bourgeois, le mot d'ordre de la cessation de la guerre civile (le menchevik Pleskov). En *Allemagne*, les *indépendants* ont joué le rôle de traîtres pendant le soulèvement des ouvriers de Berlin, quand ils se mirent eux-mêmes à « réconcilier », en plein combat, contribuant ainsi à la défaite ; nombre d'entre eux sont pour une action commune avec les partisans de Scheidemann. Mais le plus grave, c'est qu'ils ne préconisent pas le *soulèvement en masses* contre la bourgeoisie et endorment le prolétariat avec des espoirs pacifistes. En *France* et en *Angleterre*, le « Centre » condamne la contre-révolution, « proteste » en paroles contre l'étranglement de la révolution, mais manifeste une incapacité absolue pour l'action de masses.

Actuellement, le Centre est tout aussi nuisible que les social-chauvins. Les centristes ou, comme on les appelle encore, les kautskystes, essaient également de ranimer la II^e Internationale, ce cadavre, et de la « réconcilier » avec les capitalistes. Il est clair que sans une rupture complète avec eux et sans lutte contre eux, la victoire sur la contre-révolution est impossible.

Les tentatives pour reconstituer la II^e Internationale se sont faites sous le patronage bienveillant de la *Société des Nations*, association de brigands. Car les social-chauvins sont vraiment aujourd'hui le *dernier* appui du régime capitaliste en décomposition. La guerre impérialiste n'a pu faire rage pendant cinq années que grâce à la trahison de classe des partis socialistes. Puis, lorsque vint l'époque révolutionnaire, la bourgeoisie commença à s'appuyer directement sur eux pour étouffer par eux le mouvement du prolétariat. Les anciens partis socialistes sont devenus l'obstacle principal à la lutte de classe pour le renversement du capital. Pendant la guerre, chacun des partis social-traîtres répétait les mots d'ordre de sa bourgeoisie. Après la paix de Versailles, lorsque s'est formée la *Société des Nations*, ce qui restait de la II^e Internationale (c'est-à-dire les social-chauvins et le Centre) se mit à répéter les mots d'ordre lancés par la Société des Nations. Avec la Société des Nations, la II^e Internationale reprocha aux

bolcheviks la terreur, la violation des principes démocratiques, leur « impérialisme rouge ». Au lieu de mener une *lutte décisive* contre les impérialistes, elle en soutient les principes.

40. La Troisième Internationale Communiste

Les social-chauvins et le centre, nous l'avons vu, lancèrent pendant la guerre le mot d'ordre de la défense nationale (bourgeoise), c'est-à-dire de la défense de l'État des ennemis du prolétariat.

Ce fut « *l'union sacrée* », c'est-à-dire la soumission complète à l'État bourgeois. Défense de faire grève, par exemple, et à plus forte raison de *se soulever* contre la bourgeoisie criminelle. Les social-traîtres raisonnaient ainsi : « D'abord en finir avec l'ennemi extérieur, ensuite on verra. »

C'est ainsi que les ouvriers de tous les pays se vendirent à la bourgeoisie. Toutefois, dès le début de la guerre, des groupes de socialistes honnêtes reconnurent que la « défense nationale » et « l'union sacrée », qui liaient pieds et poings au prolétariat, n'étaient qu'une trahison du prolétariat.

Le parti des bolcheviks, dès 1914, déclara que ce n'était pas l'union sacrée avec la bourgeoisie criminelle qui était nécessaire, mais la guerre civile contre la bourgeoisie, c'est-à-dire la révolution. Avant tout, le devoir du prolétariat était de *renverser* sa propre bourgeoisie. En Allemagne, un groupe de camarades, avec Karl [Liebknecht](#) et Rosa [Luxemburg](#), prit le nom de *Groupe international* et déclara que la solidarité internationale du prolétariat était au-dessus de tout. Peu après, Karl Liebknecht proclama ouvertement la nécessité de la guerre civile et se mit à appeler la classe ouvrière à l'insurrection armée contre la bourgeoisie. Ainsi prit naissance le parti des bolcheviks allemands, ou *spartakistes*.

En Suède, se forma le *Parti socialiste de gauche* ; en Norvège, *les gauches* conquièrent tout le Parti. Les socialistes *italiens* se sont bien tenus tout le temps de la guerre. Ainsi grandirent petit à petit les partis qui voulaient la révolution. Sur ce terrain se fit, en Suisse, leur première tentative d'unification. Aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal fut créé l'embryon de la *Troisième Internationale*. Mais bientôt on s'aperçut que s'étaient glissés là des gens suspects du Centre, qui ne faisaient que freiner le mouvement. À l'intérieur des groupements internationalistes de Zimmerwald prit naissance la *gauche de Zimmerwald*, avec le camarade Lénine à sa tête. La gauche de Zimmerwald réclamait une action résolue et critiquait âprement le *Centre* que dirigeait [Kautsky](#).

Depuis la Révolution d'Octobre et l'avènement du pouvoir des Soviets, la Russie est devenue le foyer principal du mouvement international. Notre Parti, pour rompre avec les social-traîtres, revint à son ancien et glorieux nom de bataille, *Parti communiste*. Sous l'influence de la Révolution russe, il se forma des partis communistes dans d'autres pays. La Ligue des Spartakistes prit le nom de *Parti communiste d'Allemagne* ; des partis communistes se formèrent en *Hongrie*, en *Finlande*, etc. ; plus tard, un parti communiste s'est formé également en France. En Amérique, le *Centre* a exclu du Parti socialiste les gauches, qui se formèrent alors en Parti communiste ; en Angleterre, ce parti fut fondé en l'automne de 1919. De ces partis sortit l'[Internationale Communiste](#). En mars 1919, à Moscou, dans l'ancien château du tsar, le Kremlin, eut lieu le [premier Congrès international communiste](#) où fut fondée la *Troisième Internationale*. Assistèrent à ce Congrès, les représentants des communistes allemands, russes, autrichiens, hongrois, suédois, norvégiens, finlandais, ainsi que des camarades français, américains et anglais.

Le Congrès adopta la plate-forme proposée par les communistes allemands et russes. Les débats montrèrent que le prolétariat s'est rangé résolument sous le drapeau de la dictature ouvrière, du pouvoir des Soviets et du communisme.

La *Troisième Internationale* a pris le nom d'*Internationale Communiste*, comme jadis la *Ligue des Communistes*, à la tête de laquelle se trouvait Karl Marx. Par toute son action, la Troisième Internationale prouve qu'elle suit les traces de Marx, c'est-à-dire la *voie révolutionnaire qui mène au renversement violent du régime capitaliste*.

Rien d'étonnant si tout ce qu'il y a de vivant, d'honnête, de révolutionnaire dans le prolétariat international, adhère de plus en plus à la nouvelle Internationale, qui groupe les efforts des pionniers de la classe ouvrière.

Par son nom seul, l'Internationale Communiste montre qu'elle n'a rien de commun avec les social-traîtres. Marx et Engels estimaient déjà le nom de social-démocrate inexact pour le parti du prolétariat révolutionnaire. « Démocrate » veut dire partisan d'une certaine forme d'État. Mais, comme nous l'avons vu, dans la société future, il n'y aura point d'État du tout. Et dans la période de transition doit régner la dictature ouvrière. Les traîtres de la classe ouvrière ne vont pas plus loin que la république bourgeoise. Nous, nous allons vers le communisme.

Dans la préface du, [Manifeste Communiste](#) Engels écrivait que le mot socialiste s'appliquait de son temps au mouvement des intellectuels avancés, tandis que le communisme était un mouvement purement ouvrier. La chose se reproduit sous nos yeux. Les communistes s'appuient uniquement sur les ouvriers ; les social-traîtres sur l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, les cafetiers, boutiquiers, en général sur la petite bourgeoisie.

Ainsi l'Internationale Communiste réalise la doctrine de Marx en la débarrassant des excroissances qui y étaient apparues pendant la période « pacifique » du développement capitaliste. Les prédictions du grand penseur communistes se réalisent aujourd'hui, après soixante-dix ans, sous la direction de l'Internationale Communiste.